

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR LA

BANQUE DE L'INDO-CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 26 Octobre 1909
à 3 heures

PAR

MAX DAVID

Président. . . . M. LESEUR.

Suffragants. . . MM. { SOUCHON. } *Professeurs.*
 { TRUCHY. }

PARIS

ALBIN MICHEL, ÉDITEUR

10, RUE DE L'UNIVERSITÉ, 10

1909

ÉTUDE

SUR

LA BANQUE DE L'INDO-CHINE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR LA

BANQUE DE L'INDO-CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 26 Octobre 1909
à 3 heures

PAR

MAX DAVID

Président. . M. LESEUR.

Suffragants. . MM. { SOUCHON. } *Professeurs.*
 { TRUCHY. }



PARIS

ALBIN MICHEL, ÉDITEUR

10, RUE DE L'UNIVERSITÉ, 10

1909

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA MÈRE

Pour l'élaboration de cette Etude, nous avons puisé des renseignements essentiels dans les ouvrages que nous citons dans notre bibliographie. Mais nous manquerions à notre devoir si nous ne témoignions notre reconnaissance à tous ceux qui ont bien voulu nous aider de leur compétence et de leurs conseils. Nous sommes heureux d'exprimer ici toute notre gratitude aussi bien aux fonctionnaires du Ministère des Colonies, qu'aux personnes appartenant à l'Administration de la Banque de l'Indo-Chine pour l'accueil aimable qu'ils nous ont réservé, pour leur complaisance et pour les avis éclairés qu'ils nous ont toujours prodigués

BIBLIOGRAPHIE

- Alglave.** — *Questions Monétaires Contemporaines.*
Alglave. — *Cours de Science financière.*
Annales de l'Ecole Libre des Sciences Politiques (1891).
Arnauné. — *Le Crédit, la Monnaie, le Change.*
Baudoin. — *La Banque de l'Indo-Chine* (Thèse 1903).
Bouchié de Belle. — *Le Renouveau du Privilège des Banques Coloniales.*
Bulletin du Comité de l'Asie Française.
Bulletin Economique de l'Indo-Chine.
Courcelle-Seneuil. — *Opérations de Banque.*
Dalloz.
Denizet. — *Essai sur les Banques Coloniales* (Thèse 1899).
Dépêche Coloniale, 8 septembre 1907.
Detieux. — *La Question Monétaire en Indo-Chine.*
Doumer. — *La Situation de l'Indo-Chine.*
Duvergier.
Economiste Français: Le passé et l'avenir des Banques Coloniales (7 mai 1898).
Gide. — *Principes d'Economie Politique.*
Goschen. — *Théorie des Changes Etrangers.*
Goumain-Cornille. — *Les Banques Coloniales* (Thèse 1902).
Grenard. — *Organisation Budgétaire de l'Indo-Chine* (Thèse 1904).
Hartenstein. — *La Question Monétaire en Indo-Chine* (Thèse).
Jung (Eugène). — *Avenir Economique de nos Colonies.*
De Lanessan. — *L'Indo-Chine Française.*
Le Myre de Villers. — *La crise de l'Argent et l'Indo-Chine dans les questions diplomatiques et coloniales de 1903.*
Lepeltier. — *Le Portefeuille.*
Léon. — *De l'Uniformité des Monnaies.*
Leroy-Beaulieu. — *Colonisation chez les peuples Modernes.*
The London-Bank, 1908-1909.
Luro. — *Le Pays d'Annam.*

Neton (Albéric). — *L'Indo-Chine*.

Pelissier. — *La Question monétaire et la piastre en Indo-Chine*.
La Politique Coloniale, 18 mars 1908.

La Presse Coloniale, 5 juillet 1909.

Rapports du Conseil d'Administration de la Banque de l'Indo-Chine.

Rapports annuels de la Commission de surveillance des Banques Coloniales.

Rapports au Président de la République sur les prorogations du privilège de la Banque de l'Indo-Chine.

Rapports semestriels de la Hongkong and Shanghai Banking Corporation.

Rapport du Conseil d'Administration de la Banque Russo-Chinoise.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} avril 1903 (article de M. Raphaël-Georges Lévy).

Revue Politique et Parlementaire, juillet 1907. H. Babled : Le projet de réforme monétaire de l'Indo-Chine.

Revue Politique et Parlementaire, février 1908 (Demartial).

Statuts de la Banque de l'Indo-Chine.

Statuts de la Banque Russo-Chinoise.

Statuts de la Banque de Cochinchine.

Statuts de la Deutsch Anatische Bank.

Thaller. — *Privilège d'Emission de la Banque de France* (Thèse 1907).

Weulerssé. — *Chine ancienne et nouvelle*.

Zay. — *Histoire Monétaire des Colonies françaises*.

ÉTUDE

SUR

LA BANQUE DE L'INDO-CHINE

INTRODUCTION

Origines de la Banque de l'Indo-Chine.
Lois et Décrets qui la règlentent.
Son privilège d'émission.

§ 1^{er}. — La Cochinchine après la conquête. — De la nécessité qu'il y avait d'y fonder un Etablissement de crédit. — Tableau comparatif entre la Cochinchine et les autres colonies déjà pourvues d'une banque. — La Banque de l'Indo-Chine remplace le Comptoir National d'Escompte de Paris. — Rôle de cet Etablissement, de la Société Générale et de la Banque de Paris et des Pays-Bas dans la constitution de la Banque de l'Indo-Chine.

A la suite de la guerre de 1858 que fit la France, de concert avec l'Espagne, contre l'empereur d'Annam, le traité de Saïgon, conclu en 1862, nous donnait la Cochinchine située sur la rive gauche du Mékong ; en 1867, l'amiral de la Grandière dut occuper les provinces de la rive droite qui étaient devenues un foyer d'agitations et de continuelles intrigues dirigées contre nous.

Nous étions mis ainsi en possession d'un territoire

de près de 6.000.000 d'hectares, peuplé d'environ 2.000.000 d'habitants. Le pays est doué d'une grande fertilité et, comme toutes les régions asiatiques, traversé par des fleuves et des canaux accessibles aux plus grands navires. La population, laborieuse, savait déjà mettre le sol en valeur ; outre le riz, qui est la base de sa production, la Cochinchine fournissait encore des écailles, des bois de teinture et d'ébénisterie, des poissons salés, des peaux et des huiles.

Lorsque la France prit possession de la Cochinchine, un commerce actif existait déjà entre elle et divers autres pays, en particulier la Chine et les Indes Néerlandaises. Les Européens ne tardèrent pas à voir tout le champ qui s'offrait à leur initiative et à leurs entreprises ; ils s'installèrent à Saïgon et l'on put dès lors prédire à cette ville un avenir des plus brillants : les progrès constants accomplis par la Cochinchine, le développement considérable qu'a pris Saïgon, tendent à montrer que les espérances manifestées dès 1865 étaient parfaitement fondées.

Les affaires augmentaient rapidement, le mouvement commercial prenait une extension considérable, il manquait encore un élément indispensable à la prospérité d'un pays neuf : un établissement de crédit susceptible de se plier à toutes les exigences de la vie économique coloniale. Il faut remarquer à ce sujet que le rôle des banques coloniales est singulièrement difficile et complexe ; elles doivent — chacune dans sa colonie — réunir toutes les qualités et toutes les formes différentes des établissements financiers de tous genres qui existent dans les grands pays, sous peine de ne rendre à la colonie aucun service appréciable ; de plus, elles ont à se transformer continuellement pour suivre les évolutions économiques de la colonie qui, outre son développement propre, a à

subir encore les déformations et les contre-coups provenant de la métropole.

Le crédit dans les colonies est toujours appelé à avoir une importance capitale : il est presque impossible à une colonie de se développer rapidement si elle n'a recours au crédit sous une forme ou sous une autre. Dans les colonies dont la production a l'exportation en vue, c'est au moyen de prêts consentis aux colons par les fabricants ou les commerçants de la Métropole, qu'agira le crédit. C'est ce qui se produisait pour les colons de la Guadeloupe et de la Martinique avant l'abolition de l'esclavage et la création, dans ces îles, de banques coloniales. De tout temps et chez toutes les nations la dette des planteurs envers les ports de la Métropole a été énorme ; et il ne saurait en être autrement parce que les colons ne peuvent développer leur production qu'en obtenant des capitaux considérables que mettent à leur disposition ceux qui se trouvent le mieux placés pour rentrer dans leurs avances et qui ont le plus d'intérêt à les consentir, c'est-à-dire les négociants des ports. D'un autre côté, dans les colonies même qui dirigent leur production vers la consommation locale et immédiate, le crédit ne laisse pas que de prendre aussi un développement notable.

En Cochinchine, le crédit jouait déjà avant l'occupation française un rôle considérable ; les Annamites empruntaient aux Chinois qui détenaient le numéraire les capitaux qui leur étaient nécessaires pour l'exploitation de leurs rizières ; les Chinois ne se gênaient pas pour pressurer le cultivateur et abusant de ses besoins, ils lui imposaient des taux plus qu'usuraires s'élevant jusqu'à 36 et 40 0/0.

Dès 1865, l'amiral Rose, gouverneur de la nouvelle colonie, signalait au ministre de la Marine l'intérêt

qu'il y aurait à y instituer un établissement de crédit qui se consacraît uniquement à ses intérêts; à vrai dire, le Comptoir d'Escompte possédait bien à Saïgon une agence depuis les premiers jours de la colonisation, mais les termes des statuts qui régissent cet établissement ne comportant pas les prêts sur les récoltes pendantes, ne lui permettaient pas de remplir la mission d'une banque coloniale. Au reste, mieux que nul autre, le Comptoir d'Escompte sentait l'opportunité et les avantages de la création d'une banque coloniale dans ces contrées; aussi, dès 1873, soumettait-il au ministère de la Marine et des Colonies le premier projet d'un établissement de ce genre; peu de temps après, la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial se rencontrait dans cette idée avec le Comptoir d'Escompte. Les deux établissements mus par la même pensée, joignirent leurs efforts pour atteindre le but commun; la Banque de Paris et des Pays-Bas se réunit à eux pour élaborer des projets de statuts. La direction des Colonies intervint alors : elle élargit la conception primitive et prit l'initiative de comprendre dans la sphère d'action de la Banque à la fois la Cochinchine et l'Inde Française. Les statuts furent soumis à la Commission de surveillance des banques coloniales, puis au Conseil d'Etat. Ces assemblées émirent un avis favorable et, le 21 janvier 1875, le décret instituant la Banque de l'Indo-Chine fut signé.

Réclamée par le gouvernement de la Cochinchine, désirée par ses habitants, la création de la Banque répondait à une nécessité reconnue. La combinaison de trois grands établissements de crédit, le Comptoir d'Escompte, la Société Générale et la Banque de Paris et des Pays-Bas, offrait toutes les garanties financières désirables. Il suffisait en outre de considérer l'importance économique respective des diverses colonies

possédant déjà une banque en regard de celle de la Cochinchine qui n'en avait point encore pour arriver à cette constatation que c'était justement la colonie la plus peuplée, celle qui possédait la plus grande étendue de terres en culture, celle qui avait le mouvement commercial le plus considérable, qui se trouvait dépourvue de cet instrument si nécessaire au développement industriel, agricole et commercial d'un pays, savoir : un établissement de crédit.

Il suffit, à l'appui de ce que nous venons de dire, de jeter un coup d'œil sur le tableau comparatif ci-dessous des diverses colonies où fonctionnait une banque au moment de la création de la Banque de l'Indo-Chine. Les chiffres qu'il comporte, extraits des statistiques officielles publiées par le Département de la Marine et des Colonies, indiquent la situation pour l'année 1871 et démontrent clairement que la Cochinchine occupait bien le premier rang parmi nos colonies, tant par sa population que par l'étendue du territoire cultivé et la valeur du mouvement général du commerce.

COLONIES	NOMBRE D'HABITANTS	HECTARES DE TERRES EN CULTURE	VALEUR DU MOUVEMENT GÉNÉRAL DU COMMERCE
			Fres
Martinique	156.408	33.678	67.989.955
Guadeloupe	133.037	34.044	52.495.909
Réunion	212.833	82.932	43.165.894
Guyane	17.396	6.878	8.400.959
Inde	265.171 (Population approximative)	36.092	21.562.284
Cochinchine . . .	1.735.000	310.556	160.488.253

Cette colonie, nouvelle encore, paraissait destinée à un développement rapide sous l'influence civilisatrice

de la France. En 1864, le chiffre total des exportations et des importations s'élevait à 30.000.000 de francs, avec un mouvement d'entrée et de sortie de 563 navires jaugeant ensemble 212.321 tonneaux. En 1872 — huit ans après — ces chiffres étaient presque triplés. La valeur des exportations et des importations atteignait 100.000.000 de francs ; le nombre des navires entrés ou sortis s'élevait à 1.214, avec une jauge de 574.000 tonneaux. Ces progrès si rapides faisaient bien augurer de l'avenir et pouvaient permettre d'espérer une rémunération satisfaisante pour les capitaux qui se décideraient à s'expatrier.

Car les capitaux français étaient rares dans la nouvelle colonie ; la remarquable expansion commerciale qui s'était si rapidement manifestée n'avait pas été suivie d'un développement financier en rapport avec elle ; l'insuffisance des capitaux ne permettait pas de mettre en valeur tous les éléments productifs du pays : il existait une lacune qu'il importait de combler.

C'est ce que devait faire la Banque de l'Indo-Chine. Dès le début, ses actionnaires espéraient qu'elle leur assurerait une juste rémunération de leurs capitaux. Ils considéraient que les actions des autres banques coloniales étaient fort bien cotées, qu'elles rapportaient un intérêt suffisant et que, cependant, le champ d'opérations de chacune d'elles ne s'étendait pas sur un territoire aussi vaste ni aussi riche que la Cochinchine. Ils pouvaient, sinon prévoir, du moins espérer que la France, dans un temps plus ou moins éloigné, étendrait ses conquêtes et se constituerait en Extrême-Orient un empire colonial qui deviendrait un terrain d'opérations fructueuses pour l'établissement qui se fondait. Ils avaient enfin un point de comparaison qui devait leur donner bon espoir, c'était la Banque d'Al-

gérie qui fonctionnait dans un pays présentant avec la Cochinchine cette analogie d'avoir une population nombreuse disséminée sur un territoire très étendu.

Enfin les débuts de la Banque de l'Indo-Chine devaient être facilités par ce fait qu'à Saïgon, où elle devait établir sa première succursale, elle n'avait qu'à se mettre à la place du Comptoir d'Escompte qui supprimait l'agence qu'il y possédait. Le nouvel établissement trouvait là non seulement la continuation d'affaires sûres et engagées depuis longtemps, avec la connaissance complète du pays et de ses habitants, mais encore un personnel rompu à la pratique des affaires et parfaitement au courant des coutumes commerciales des indigènes. C'était là un précieux avantage pour la Banque de l'Indo-Chine et il n'est pas douteux que ce remplacement effectué sans solution de continuité et avec une parfaite conformité de vues, ait contribué pour sa part au succès de l'entreprise. Enfin, il faut ajouter que cette parenté qui unit la Banque de l'Indo-Chine au Comptoir d'Escompte, à la Société Générale et à la Banque de Paris et des Pays-Bas était une garantie de la surface qu'elle offrait, et devait donner confiance aux capitalistes qui auraient pu hésiter à placer leur argent dans une entreprise devant s'exercer dans des pays aussi lointains et dans des conditions aussi différentes de celles auxquelles ils étaient accoutumés.

§ II. — Décret du 21 Janvier 1875. — Examen rapide des lois du 30 Avril 1849, du 11 Juillet 1851, du 24 Juin 1874. — Les décrets du 20 Février 1888 et du 16 Mai 1900. — Modifications apportées par ces décrets aux Statuts de la Banque.

C'est un décret en date du 21 janvier 1875 qui créa la Banque de l'Indo-Chine. Il est intéressant de se demander si un simple décret suffisait à créer cet

établissement. Si l'on considère les textes existant, il semble bien que l'on en peut trouver qui autorisent cette façon de faire. Si l'on s'en réfère par exemple à la loi de 1849, on constate que l'article 7 de cette loi porte que « l'organisation des banques de prêt et d'escompte sera déterminée par des règlements d'administration publique. » De même on lit à l'art. 6 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, que « les décrets de l'Empereur rendus dans la forme de règlements d'administration publique statuent sur... les institutions de crédit ». Enfin, il existait à cette création d'une banque coloniale par un simple décret un précédent immédiat : la banque instituée en Nouvelle-Calédonie l'avait été par un décret en date du 14 juillet 1874. Or, cet établissement n'était au début qu'une simple société particulière que l'Etat éleva à la dignité de banque privilégiée. C'est ce qui s'est produit pour la Banque de l'Indo-Chine. Un consortium de financiers propose des statuts ; ce n'est qu'après coup que le gouvernement intervient pour étendre l'action du nouvel établissement et consacrer son existence. D'ailleurs, il est bon de remarquer que le gouvernement voulant s'entourer de toutes les garanties désirables, prit l'avis de la Commission de surveillance des banques coloniales avant de présenter à la signature présidentielle le décret constitutif de la Banque de l'Indo-Chine. Il semble bien dans ces conditions que l'on ne puisse contester la légalité de la manière dont elle a été créée.

Outre le sénatus-consulte de 1854, le décret du 21 janvier 1875 vise les lois de 1851 et de 1874 qui sont les lois organiques des banques coloniales. Sans entrer dans leur détail, nous examinerons rapidement ces deux lois, ainsi que celle du 30 avril 1849 qui est la base de tout le système.

Le 30 avril 1849 le Parlement accordait aux colons des possessions françaises où venait d'être aboli l'esclavage, des indemnités pour compenser les pertes que cette mesure leur avait fait subir. Entre autres indemnités, il était attribué à ces colonies une rente de Fr. 600.000 5 0/0 inscrite au Grand Livre de la Dette Publique. Sur cette rente, 1/8 de la portion afférente aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion devait être prélevé pour servir à l'établissement, dans chacune de ces possessions, d'une banque de prêt et d'escompte.

Le principe des banques coloniales était donc posé, il restait à les organiser ; c'est ce que fit la loi du 11 juillet 1851. Dans ses grandes lignes, cette loi porte que les banques coloniales fondées en 1849 (ainsi que celle de la Guyane instituée par la présente loi en vertu de l'art. 7 de la loi de 1849, article dont nous avons parlé plus haut) devront se conformer aux statuts qui lui sont annexés ; elle fixe le capital des quatre nouveaux établissements et indique la façon dont il sera constitué. Elle investit chacune des banques coloniales, à l'exclusion de tous autres établissements, du privilège d'émettre dans chacune des colonies où elle devra fonctionner des billets au porteur remboursables à vue et donne le cours légal à cette monnaie fiduciaire. Elle édicte les règles à suivre en ce qui touche les prêts sur récolte pendante, donne des indications précises sur les garanties dont devra s'entourer la Banque avant de consentir les prêts et les moyens pour elle de se désintéresser au cas de non remboursement. Elle fixe en outre certaines dispositions touchant le contrôle des nouveaux établissements, indique enfin les conditions dans lesquelles pourront être ouvertes des succursales et des agences.

La seconde loi visée par le décret du 21 janvier 1875 est celle du 24 juin 1874. Elle a eu pour principal objet de proroger le privilège des banques de vingt années, à partir du 11 septembre 1874. En outre, elle apporte des changements importants à l'organisation des banques coloniales et l'on peut dire, par suite de ces modifications, par suite également de la suppression de certaines parties des lois antérieures, que la loi de 1874 forme avec les nouveaux statuts qui y sont annexés le véritable texte organique et constitutif des banques coloniales. Ces modifications, ces changements, ces suppressions étaient demandées de divers côtés ; les banques tout d'abord en réclamaient elles-mêmes dans les vœux émis dans leurs assemblées générales ; les Conseils généraux et les administrations locales intervinrent aussi pour en demander d'autres ; des projets furent élaborés, des rapports furent déposés et soumis à la critique de la Commission de surveillance des banques coloniales ; cette commission élimina un certain nombre de propositions jugées trop hardies, en conserva d'autres et combina les divers projets issus des différentes sources, après avoir pris sur eux l'avis du Conseil d'Etat.

Comme principales réformes apportées par la loi de 1874, on peut citer :

La possibilité pour les banques coloniales de placer leurs capitaux en obligations garanties par l'Etat ou les colonies au moins jusqu'à concurrence des $\frac{4}{5}$ de leur fonds de réserve ;

La faculté de porter la circulation des billets au-dessus du triple du capital réalisé toutes les fois que la contre-valeur des comptes courants et autres dettes serait représentée par du numéraire et dans la pro-

portion où ce numéraire excéderait l'encaisse métallique ;

L'autorisation pour toutes les banques d'avancer la valeur totale des marchandises qui leur seraient remises en gage, comme la Banque de la Réunion pouvait le faire depuis le décret du 8 janvier 1870 ; et la consécration de l'usage établi aux colonies d'assimiler aux Magasins Publics trop peu nombreux pour recevoir des dépôts de marchandises engagées, des magasins privés dont les clefs seraient remises à la Banque.

L'extension de la faculté de prêter sur récoltes pendantes, aux fermiers, métayers et locataires, mais avec l'autorisation du propriétaire ; puis le refus de toute opposition sur les prêts garantis par une cession de récolte ; enfin l'autorisation pour la Banque de proroger jusqu'à la vente de la récolte l'échéance des prêts de cette nature ;

L'autorisation de compléter les dividendes inférieurs à 5 0/0 sur le fonds de réserve statutaire jusqu'à concurrence de la moitié de ce fonds.

C'étaient là les modifications les plus importantes que la loi de 1874 apportait à celle de 1851.

Nous n'insistons pas davantage sur le senatus-consulte et les lois visés par le décret du 21 janvier 1875 ; nous passerons aussi rapidement sur les décrets qui sont venus modifier en 1888 et en 1900 le décret original. Dans le développement de notre étude nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur les points intéressants au fur et à mesure qu'ils se présenteront à nous.

Qu'il nous suffise pour l'instant de dire que le décret du 20 février 1888 prorogeait de dix ans le privilège de la Banque de l'Indo-Chine, à compter du 21 janvier 1895. Il étendait le champ d'action de la Banque dans des pays nouvellement soumis à l'auto-

rité ou seulement à l'influence française et lui donnait une importance plus grande et un rôle plus considérable ; la Banque de l'Indo-Chine peut être désormais appelée à ouvrir des agences en Chine, au Japon, dans les ports de la mer des Indes ou de l'Océan Pacifique.

Mais le commerce français augmentait toujours d'importance en Extrême-Orient ; les colonies de la Cochinchine, du Tonkin se développaient rapidement, des besoins nouveaux se manifestaient qu'il fallait satisfaire au plus tôt pour ne pas nuire à l'expansion de notre influence. C'est ainsi qu'on se rendit compte que les statuts de la Banque de l'Indo-Chine la maintenaient dans des limites trop étroites, et la plaçaient forcément en état d'infériorité vis-à-vis des banques étrangères avec lesquelles elle se trouvait en concurrence, en ne lui permettant pas de se plier aux exigences du commerce local comme savaient le faire ces dernières. Il était nécessaire de supprimer les causes de cette infériorité, il fallait donner à la Banque le moyen de lutter à armes égales avec les autres établissements. On se livra à des enquêtes auprès des gouvernements des colonies intéressées et de nos représentants dans les pays étrangers ; les directeurs des diverses succursales et agences furent appelés à donner leur avis, on interrogea les représentants officiels du commerce et de l'agriculture de chacune de nos possessions ; les résultats de ces enquêtes et de ces investigations donnèrent lieu à une étude qui aboutit à la rédaction du décret du 16 mai 1900 et des nouveaux statuts qui y sont annexés.

La modification la plus importante apportée aux statuts antérieurs consiste à donner à la Banque de l'Indo-Chine la faculté de consentir certains prêts et avances dans les conditions particulières ordinairement admises par les places où fonctionnent ses

comptoirs. De la sorte, ceux-ci n'étaient plus étroitement liés par des règlements communs et par cela même trop étroits. Lorsque un établissement de crédit doit fonctionner dans des contrées aussi diverses et sur un territoire aussi étendu qu'était appelée à le faire la Banque de l'Indo-Chine, il est de première nécessité qu'il ne soit pas comprimé par des règles trop strictes. Il semble qu'on doive laisser à chaque agence une certaine autonomie, du moins une large initiative pour lui permettre de se plier aux exigences et aux coutumes commerciales du pays où elle fonctionne. La Banque de l'Indo-Chine possède des agences dans des pays divers par la langue, par les mœurs, par les systèmes de gouvernement ; elle fonctionne en Cochinchine et au Tonkin qui sont en somme terres françaises, mais elle fonctionne aussi dans des pays étrangers et dans des conditions beaucoup plus difficiles. Il importe, dès lors, de donner à chaque agence toute l'indépendance qui lui permettra de faire triompher dans sa sphère les intérêts commerciaux qui lui sont confiés.

C'est dans cet esprit que furent modifiés les statuts de la Banque de l'Indo-Chine en 1900. C'est ainsi qu'elle même se déclare disposée à faciliter autant que possible l'extension de l'agriculture en se proposant d'accepter le dépôt dans ses caisses des fonds des syndicats agricoles qui viendraient à se créer, en leur assurant un intérêt légitime. Elle se déclare en outre prête à participer à ces créations quand le gouvernement en exprimera le désir, seulement sous la réserve de certaines conditions.

Dans le même ordre d'idées encore, les nouveaux statuts prévoient que la Banque de l'Indo-Chine pourra participer aux emprunts d'Etat émis dans les pays où elle possède des établissements ainsi qu'à la

création et à la constitution d'entreprises financières industrielles et commerciales ayant leur objet dans les pays où fonctionnent ses comptoirs. En favorisant la création d'entreprises nouvelles, la Banque devait agir au mieux de ses intérêts. Chaque industrie qui se crée, chaque commerçant qui ouvre un comptoir deviendra pour la Banque un correspondant d'autant plus fidèle qu'il se souviendra de l'appui qu'elle lui aura apporté aux temps difficiles de la création et des débuts.

D'autre part, la Banque de l'Indo-Chine s'était étendue, on devait lui demander d'ouvrir de nouvelles agences, son capital était doublé : il fallait lui donner le temps d'amortir sur un nombre suffisant d'années les capitaux qu'elle allait ainsi consacrer au développement de ses opérations ; c'est pourquoi on prorogea de quinze ans son privilège.

Ces modifications importantes ont donné à la Banque un aspect plus moderne et plus en rapport avec les progrès accomplis par le commerce international dans les pays d'Extrême-Orient. Elles ont modifié sa physionomie et en ont fait un établissement financier capable d'assurer l'expansion française et de soutenir la concurrence active que se font les nations européennes dans les régions où elle fonctionne.

Tels sont les lois et les décrets qui ont donné son existence officielle à la Banque de l'Indo-Chine et qui lui ont fait subir, au cours de son évolution et à mesure que le besoin s'en manifestait, des transformations importantes.

§ III. — Le privilège d'émission: ce qu'il est. — Diverses conceptions du privilège d'émission. — Système en vigueur aux colonies françaises. — Décrets accordant le privilège d'émission aux banques coloniales et donnant cours légal au papier monnaie émis. — Situation spéciale des agences de la Banque de l'Indo-Chine, fonctionnant en pays étrangers, au point de vue de l'émission et du cours de ses billets

Parmi les questions qui ont été mises en avant ou discutées à chacun de ces changements, il en est une qui a toujours été l'objet de mesures particulières, c'est celle du privilège d'émission.

Accorder le privilège à un établissement de crédit, c'est lui donner le droit, à l'exclusion de tout autre, d'émettre du papier-monnaie. Ce privilège fut accordé aux banques coloniales par la loi de 1851 et la Banque de l'Indo-Chine en fut investie par le décret de 1875. Son privilège a toujours été renouvelé avant d'arriver à expiration et il a été prorogé en dernier lieu jusqu'au 21 janvier 1920 par le décret de 1900. On discute beaucoup sur le privilège d'émission et sur son caractère. Pour les uns, c'est un acte de commerce qui ne diffère point des autres opérations de banque : il est de même nature et par suite la conclusion qui s'impose est que le droit d'émettre des billets ne doit point être soumis à une réglementation spéciale, mais doit rester dans le domaine public ; ce système est celui de la banque libre : certains de ses partisans voudraient lui ajouter un correctif et réglementer cette émission afin d'éviter les abus qui pourraient risquer de se produire.

Selon un second système, l'émission est un acte de gouvernement : émettre un billet de banque est synonyme de battre monnaie : or, comme l'on considère que le fait de battre monnaie est une prérogative de

l'Etat, il en résulte que l'Etat seul peut émettre des billets de banque.

Enfin, selon un troisième système, on prend un moyen terme ; l'émission, sans être libre, n'appartient pas cependant à l'Etat. Le privilège en est conféré à un établissement spécial qui seul a le pouvoir d'user de la faculté d'émettre des billets. Il en jouit sous le contrôle de l'Etat, plus ou moins sévère selon la tendance de la législation.

C'est ce dernier système qui est aujourd'hui en vigueur en France et dans les colonies. Mais du moment que la France possédait déjà dans la Banque de France un établissement privilégié, n'allait-il pas y avoir sur les droits de celle-ci empiètement de la part des banques coloniales ? Il ne le semble pas : En effet, jusqu'en 1808, le privilège de la Banque de France fut limité à la ville de Paris. A ce moment un décret lui donna le droit d'émettre des billets de banque dans toutes les villes où elle avait un comptoir ou une agence. Partout ailleurs il était loisible au législateur de permettre à une banque d'émission de se fonder et d'émettre des billets de banque sans porter atteinte aux droits que la Banque de France tenait des lois qui l'ont constituée. C'est ainsi que furent fondées les banques départementales qui mettaient en circulation leurs propres billets ; c'est encore en vertu de ce principe que la loi du 11 juillet 1851 a pu, sans porter atteinte au privilège de la Banque de France, autoriser les banques coloniales à émettre des billets.

Pour que le privilège d'émission puisse porter ses fruits, il faut encore que les billets soient déclarés monnaie légale. En 1851, au moment de la discussion de la loi, le Conseil d'Etat en avait écarté la clause du cours légal, mais le gouvernement l'y maintint. Il

disait avec juste raison que si l'on émettait une monnaie dont le besoin se faisait d'ailleurs fortement sentir dans les colonies, il fallait que celles-ci pussent jouir immédiatement des avantages qu'elles étaient en droit d'en attendre. Pour cela, il fallait laisser circuler librement cette monnaie nouvelle et la faire admettre dans toutes les transactions. Il fallait déjouer les manœuvres qui auraient pu venir entraver l'essor des billets. En effet, les banques coloniales devaient avoir pour principal effet de ramener l'intérêt de l'argent à un taux raisonnable ; or, les capitalistes qui profitaient jusqu'alors de la situation pour retirer de leur argent un intérêt excessif, ne manqueraient pas de s'entendre pour refuser la nouvelle monnaie si on ne lui donnait pas cours légal. D'autre part, le Trésor est une importante source de la circulation monétaire aux colonies ; si le Trésor refuse le papier de la Banque, personne ne voudra l'accepter ; si le Trésor l'accepte, au contraire, personne n'hésitera à l'imiter et bien des appréhensions se trouveront écartées : il faut donc donner le cours légal au papier-monnaie pour que le Trésor l'accepte et lui donne en quelque sorte une consécration officielle aux yeux des habitants de la colonie.

Au reste, le Conseil d'Etat ne devait pas craindre de voir les banques coloniales émettre une trop grande quantité de papier-monnaie, puisque l'émission et la circulation s'appuyaient sur le remboursement à vue. Cette mesure est un moyen suffisant et efficace pour empêcher les banques coloniales d'abuser de leur privilège. Le gouvernement s'en rendit compte et c'est pourquoi il donna aux billets émis dans les colonies le cours légal, complètement nécessaire au privilège d'émission.

Ce privilège donné en 1851 aux banques coloniales

fut accordé également en 1875 à la Banque de l'Indo-Chine. Mais alors que les premières banques coloniales continuaient à fonctionner chacune sur un territoire formant un tout complet et homogène, la nouvelle banque subissait des transformations. Si, au début, elle était cantonnée en Cochinchine et aux Indes, dans des possessions françaises soumises aux lois françaises, si elle fonctionnait dans des conditions permettant au gouvernement de l'investir de telles prérogatives qu'il lui plaisait, il n'en fut pas toujours de même. Un temps vint où la Banque de l'Indo-Chine étendit son champ d'action dans des pays qui n'étaient plus soumis à l'autorité française : qu'advint-il alors de son privilège ?

Dans ses comptoirs étrangers, la Banque de l'Indo-Chine est un établissement comme un autre qui ne peut jouir du privilège d'émission qui lui est réservé dans les colonies françaises. Dans les pays étrangers où elle a établi des agences, en Chine particulièrement, toutes les banques jouissent également de cette faculté de créer à leur profit une circulation fiduciaire et les billets de chacune, au lieu de bénéficier du cours légal, n'auront d'autre garantie de leur acceptation que la confiance accordée par le public à l'établissement qui les émet. On voit donc que la situation de la Banque n'est pas du tout la même dans nos colonies et à l'étranger ; ici, elle va se trouver la concurrente d'établissements anglais, allemands, japonais, qui lui disputeront la clientèle locale ; elle va être obligée de consentir des sacrifices, de renoncer à s'entourer de garanties trop nombreuses dont l'exigence pourrait rebuter le commerçant ; elle sera obligée peut-être d'opérer à découvert pour se faire une place à côté de ses rivales et lutter avec elles avantageusement ; là,

au contraire, la Banque seule peut opérer avec toute la tranquillité possible, à l'abri de son privilège qui lui assure une supériorité que nul établissement concurrent ne saurait venir lui contester (1).

Ce n'est d'ailleurs pas sans de nombreuses discussions, sans de longues hésitations que la Banque de l'Indo-Chine a répondu aux demandes que lui faisait le gouvernement de créer des comptoirs à l'étranger ; elle voyait les difficultés avec lesquelles elle se trouverait aux prises et craignait tellement les risques inhérents à leur fondation que son Conseil d'administration décida de créer un fonds de dotation et de réserve spécial à ces agences. Mais, d'un autre côté, le privilège de la Banque allait expirer et ses affaires étaient en trop bonne posture pour qu'il ne fût pas intéressant pour elle de le voir proroger : or, en 1900, le gouvernement voulait bien consentir au renouvellement de ce privilège, mais il y mettait justement cette condition que la Banque étendrait ses opérations dans les pays d'Extrême-Orient ; il ne semble pas d'ailleurs que, jusqu'à présent, elle ait jamais eu sérieusement à se repentir d'avoir cédé aux sollicitations du gouvernement.

(1) Les succursales de Saïgon, Pondichéry, Haïphong, Nouméa, émettent des billets ainsi que les agences de Papeete et de Djibouti.

Saïgon, Haïphong en coupures de 100, 20, 5 et 1 piastres.)

Pondichéry, en coupures de 50 et 10 roupies.

Nouméa, en coupures de 500 et 100 francs.

Papeete et Djibouti en coupures de 100, 20 et 5 francs.

Le montant des billets en circulation de chaque succursale ne peut, en aucun cas, excéder le triple de son encaisse métallique dans laquelle est comprise celle des agences rattachées. Cette prescription s'applique également à chaque agence en pays étranger autorisée à émettre des billets.

Le montant cumulé des billets en circulation, des comptes courants et des autres dettes de la Banque, ne peut excéder le triple du capital social et des réserves (art. 7 et 8 du décret du 16 mai 1900).

CHAPITRE I^{er}

Organisation de la Banque de l'Indo-Chine.

La constitution de son capital.

Ses accroissements successifs.

Des Actions. — Du Dividende.

§ 1^{er}. — La Banque de l'Indo-Chine, société anonyme normale.
Son capital primitif; accroissements successifs de celui-ci.
— Pourquoi on a préféré émettre des actions nouvelles plutôt que de faire des appels de fonds ou contracter des emprunts. — Du privilège des détenteurs des premières actions en matière d'achat des nouvelles et de la suppression de ce privilège. — Nature des titres de la Banque de l'Indo-Chine (Lois de 1867 et de 1893).

Nous avons vu que contrairement aux autres banques coloniales, la Banque de l'Indo-Chine a eu une origine privée ; elle n'a point été créée artificiellement par l'Etat, elle doit son existence à l'initiative d'un groupe de particuliers qui s'étaient rendu compte de l'utilité qu'il y avait à fonder un établissement financier dans notre nouvelle colonie et des profits qu'on ne pouvait manquer d'en retirer un jour. La Banque de l'Indo-Chine est donc une société anonyme normale et constituée comme toutes les sociétés de ce genre.

Le capital de la nouvelle banque fut fixé par les statuts de 1875 à 8.000.000 de francs divisés en 16.000 actions de 500 francs. En 1888, lorsque les statuts furent une première fois modifiés et le privilège une

première fois prorogé, ce capital fut porté à 12.000.000 de francs. En 1900 il fut porté à 24.000.000 ; enfin une décision de l'assemblée générale des actionnaires en date du 27 décembre 1905 (décision qui fut ratifiée par le ministre des Colonies le 22 janvier 1906) a porté à 36.000.000 ce capital qui est divisé en 72.000 actions de 500 francs.

Ces augmentations successives effectuées en vertu de l'article 3 des statuts de 1875 qui se trouve reproduit dans ceux de 1900, le furent pour répondre aux besoins nouveaux que créait à la Banque de l'Indo-Chine son extension dans les pays étrangers d'Extrême-Orient. Il importait en effet, du moment où elle allait concurrencer les grandes banques étrangères qu'elle eut une importance ne le cédant en rien à celle de ces dernières. C'est pour cette raison surtout que l'on employa pour augmenter rapidement le capital de la banque ce moyen qui consistait à créer de nouvelles actions.

On aurait pu faire un appel de fonds que l'on aurait adressé aux premiers souscripteurs, qui n'avaient versé que le quart de leurs actions ; on aurait pu encore contracter un emprunt sous forme d'émission d'obligations ; on préféra le premier procédé qui, entre autres avantages, avait celui de donner à la Banque de l'Indo-Chine un prestige plus grand qui devait frapper heureusement l'esprit de ses clients d'Extrême-Orient. L'énoncé du chiffre élevé de son capital devait inspirer grande confiance et la mettre sur un pied d'égalité avec ses concurrentes. L'aspect extérieur est un élément de succès qu'il ne faut point négliger surtout en Chine où les habitants ont tous plus ou moins la manie des grandeurs et attachent en toute chose une importance extrême à ce qu'ils appellent « la face ». Ce procédé présentait encore

d'autres avantages que l'expérience démontra : c'est ainsi que l'on vit à chaque nouvelle augmentation du capital les actions de la Banque augmenter de valeur dans des proportions notables : c'était à chaque fois un nouvel élan que prenait la Banque pour s'élever de plus en plus dans la faveur des capitalistes.

D'ailleurs ce capital de 36.000.000 est purement nominal. Un quart seulement des actions a été versé pour répondre aux dispositions de la loi de 1867 exigeant pour la validité de la constitution d'une société que la totalité des actions ait été souscrite et le quart versé : le capital actions de la Banque de l'Indo-Chine se réduit en réalité à 9.000.000.

Conformément aux statuts un versement d'un second quart pourrait être exigé deux mois après l'avis qu'en donnerait le conseil d'administration ; de même le ministre des Colonies aurait le droit, en vertu de la tutelle qu'il exerce sur la Banque, de requérir ce versement s'il le jugeait utile au développement des affaires ou pour toute autre raison. En fait il n'a jamais été nécessaire de faire opérer ce versement qui n'a encore été exigé ni d'un côté ni de l'autre.

Le capital de la Banque de l'Indo-Chine a donc été augmenté à trois reprises différentes. Aux termes des statuts de 1875 les propriétaires des premières actions émises devaient avoir un droit de préférence pour la souscription des actions nouvelles. Lors de la première augmentation du capital, en 1888, ce droit fut exercé sans difficulté mais il n'en fut pas de même en 1900.

A ce moment le gouvernement et la Banque décidèrent d'un commun accord de doubler le capital existant ; le premier trouva excessif que les seuls

porteurs d'actions de la souscription originelle puissent participer aux émissions futures. Ce privilège anormal des premiers souscripteurs devait empêcher le public d'acquérir les actions de la Banque qui restaient en fait la propriété à peu près exclusive des grands établissements financiers auxquels celle-ci devait son existence. Le gouvernement aurait voulu modifier immédiatement cet état de choses; mais il dut reconnaître qu'il ne pouvait porter atteinte aux droits des porteurs d'actions de la première émission puisque un décret avait approuvé le texte des statuts et que l'Etat s'était ainsi engagé, en prorogeant le privilège de la Banque jusqu'au 21 janvier 1905, à maintenir jusqu'à cette date les termes du contrat passé entre lui et la Banque. L'avantage des premiers souscripteurs subsistait donc forcément pour la souscription aux actions nouvelles émises en 1900 comme aussi pour l'émission qui a eu lieu en 1901. Mais à partir du 21 janvier 1905, date de l'expiration du privilège qui avait été accordé en 1888, l'Etat a repris sa pleine et entière liberté.

Désormais il pourra, s'il le veut, traiter avec une société nouvelle ou faire modifier les statuts de la Banque de l'Indo-Chine comme il l'entendra, faisant de cette modification la condition d'une nouvelle prorogation de privilège. Et c'est dans cet esprit que le gouvernement exigea en 1900 une modification importante à l'article 3 des statuts. Aux termes de la nouvelle rédaction, le droit de préférence pour la souscription aux actions nouvelles qui n'appartenait qu'aux porteurs des premières, appartient à tous les porteurs d'actions de la Banque à partir du 21 janvier 1905.

Les titres de la Banque de l'Indo-Chine sont nominatifs ou au porteur; aux termes des statuts ils peuvent revêtir l'une ou l'autre forme au choix de

l'acheteur, mais en fait ils n'ont encore que la forme nominative. Ils ne pourront en effet être des titres au porteur que lorsqu'ils seront entièrement libérés. Or, pour le moment, ils ne sont libérés que du quart : on ne peut donc les mettre au porteur. Cette mesure figurait déjà dans les statuts de 1875 ; la loi du 1^{er} août 1893 qui est venue modifier celle du 24 juillet 1867 sur les sociétés par actions en a fait une interdiction de droit commun qui d'ailleurs est absolument légitime.

Sous l'empire de la loi de 1867, en effet, lorsque les actions d'une société étaient transmissibles au porteur, même avant leur entière libération, des abus se produisaient ou pouvaient du moins être à craindre. C'est ainsi qu'au cas de faillite d'une société, le porteur d'une action non libérée se gardait bien de se faire connaître ; il s'empressait au contraire de faire disparaître ce titre qui non seulement ne lui rapportait plus rien mais qui, s'il l'avait produit, lui aurait fait éprouver une perte. Le syndic de la faillite ne trouvait plus alors ces associés qui avaient promis une mise de fonds déterminée mais dont la promesse pouvait si facilement être éludée.

D'ailleurs, les sociétés prudentes inséraient dès avant 1893 dans leurs statuts la clause qu'avait insérée dans les siens la Banque de l'Indo-Chine et la loi nouvelle n'a fait que généraliser et rendre obligatoire une mesure dont l'opportunité s'était manifestée dès l'origine aux fondateurs de cet établissement.

Donc, actuellement, les actions de la Banque de l'Indo-Chine sont toutes nominatives. Elles ne sont négociables que par la voie de transfert dont la forme est réglée par le Conseil d'administration.

§ II. — Du dividende. — Sa répartition proposée par le Conseil d'administration à l'Assemblée Générale des Actionnaires. — Distribution subordonnée à l'approbation du Ministre des Colonies. — Droit de veto de ce dernier. — Critique de ce droit.

Chaque action donne droit (art. 11 des statuts de 1900) « dans la propriété de l'actif et le partage des bénéfices à une part proportionnelle au nombre des actions émises. » Le Conseil d'administration propose la répartition du dividende à l'Assemblée générale des actionnaires ; cette assemblée l'arrête et la distribution n'a lieu que lorsque le Ministre des Colonies a donné son approbation.

Cela implique qu'il pourrait la refuser. Et cette faculté qu'a le ministre de donner ou de refuser la permission de distribuer les bénéfices réalisés constitue le plus fort moyen de contrainte que possède le gouvernement sur la Banque de l'Indo-Chine. Les rapports qui sont fournis par le commissaire du gouvernement apprennent à l'administration la situation financière de la Banque, l'éclairent sur la marche des affaires de cette dernière et lui permettent de se rendre compte que les dividendes proposés n'ont rien de fictif ; mais ils ne donnent pas en somme au gouvernement le moyen d'imposer à la Banque les desiderata qu'il peut formuler. Le gouvernement a le moyen d'exercer une sanction plus efficace et c'est ce droit de veto à la distribution des bénéfices réalisés qui pourra le constituer. Le gouvernement pourra en effet introduire dans la société telles modifications qui lui paraîtront utiles en subordonnant la distribution du dividende à la réalisation des réformes qu'il lui plaira d'indiquer.

Et l'on peut se demander si ce droit de veto n'est pas peut-être un peu excessif. Car s'il peut être bon

que le gouvernement soit au courant des affaires d'un établissement qui intéresse à un tel point non seulement toute la vie économique d'une colonie mais qui joue aussi un rôle considérable dans l'expansion économique française à l'étranger, il semble cependant que c'est aller un peu loin que de lui donner le pouvoir dont nous parlons. Il est certain qu'en cas de conflit entre la Banque et le gouvernement, la Banque sera obligé de céder si le gouvernement fait de la réalisation de certains désirs la condition de son acquiescement à la distribution des dividendes. Or il est possible que les vues du gouvernement ne soient pas toujours conformes à celles des dirigeants de la Banque : ces dernières ont cependant toutes les chances pour être les meilleures et les plus justes puisque ce seront celles de personnes plus expérimentées et plus au courant des affaires. En outre, le Ministre des Colonies n'est pas toujours le même, celui qui arrive au pouvoir peut n'avoir pas les mêmes idées que son prédécesseur, il peut vouloir donner à la Banque une impulsion différente, tandis que l'administration de celle-ci suivra toujours un chemin une fois tracé et n'aura en vue que l'intérêt bien entendu et la prospérité de la société : elle aura l'esprit de suite que l'on risque de ne pas rencontrer toujours chez les diverses personnalités qui se succèdent au ministère des Colonies. Faudra-t-il cependant en passer par où le voudra le gouvernement parce que celui-ci s'opposant à la distribution des dividendes arrête complètement la vie de la Banque de l'Indo-Chine ? Il faut souhaiter de toute façon que le gouvernement n'use de son droit de veto qu'avec la plus grande circonspection et s'efforce avant d'en arriver à cette mesure excessive, de se mettre d'accord avec la Banque et au besoin d'adopter ses vues.

D'ailleurs, jusqu'à présent, il semble bien avoir toujours agi de la sorte et s'être borné à confirmer la décision qu'avait prise le Conseil d'administration de la Banque en ce qui concerne la répartition du dividende.

Tous les six mois, le 30 juin et le 31 décembre, les livres et comptes sont arrêtés et l'on établit le résultat des opérations de la Banque de l'Indo-Chine. Une fois le bénéfice net réalisé et le prélèvement servant à former le fonds de réserve opéré, un premier dividende, équivalent à 6 0/0 du capital versé, est distribué aux actionnaires. C'est, en somme, l'intérêt légal des sommes prêtées dans le commerce, mais ce n'est pas là tout ce qui constitue le profit des actionnaires, car il leur est encore attribué comme second dividende 80 0/0 du surplus des bénéfices, une fois faites les déductions dont nous venons de parler.

§ III. — Le fonds de réserve statutaire. — Les réserves constituées par la Banque de l'Indo-Chine de sa propre initiative. — Répartition des bénéfices. — Montant du dividende distribué.

Nous avons vu en effet que la totalité des bénéfices n'est pas distribuée aux actionnaires : on en distrait une importante portion pour l'affecter à des fonds de réserve statutaires ou facultatifs. Conformément à la loi de 1867, qui avait prescrit cette mesure pour toutes les Sociétés anonymes, la Banque de l'Indo-Chine doit se constituer un fonds de réserve. La loi de 1851 sur les banques coloniales porte que la part que l'on doit chaque année consacrer au fonds de réserve doit être équivalente à 1/2 0/0 du capital primitif, mais ce prélèvement peut cesser lorsque le montant de ce fonds de réserve a atteint la moitié du capital social. La Banque

de l'Indo-Chine a bien adopté ce principe, mais avec cette différence que ses statuts ne lui fixent aucun maximum pour la constitution de son fonds de réserve. A côté de celui-ci il existe un fonds de prévoyance destiné à assurer aux actionnaires le paiement régulier de l'intérêt de leurs capitaux au taux de 6 0/0 ; il est constitué au moyen d'un prélèvement opéré sur les dividendes et a pour but de parer aux diminutions de bénéfices qui pourraient se produire.

D'ailleurs, jamais encore on n'a eu besoin de recourir à ce fonds de prévoyance pour assurer aux actionnaires l'intérêt minimum de 6 0/0. Le dividende distribué a toujours été supérieur à ce taux. Après avoir stationné jusqu'en 1884 aux alentours de 10 0/0, il est monté jusqu'à 28 et 24 0/0 en 1887 et 1888 ; il ne s'est pas maintenu toujours à ce chiffre élevé, mais a été d'environ 16 0/0 jusqu'en 1895, où il est arrivé à nouveau à 20 0/0. Dans ces dernières années, enfin, il a été de plus de 30 0/0. Il a suivi la marche ascendante que suivaient les affaires de la Banque de l'Indo-Chine.

Tels sont les fonds de réserve qui sont imposés à la Banque par ses statuts. Mais, guidé par des sentiments de prudence et de sagesse, le Conseil d'administration en effectue d'autres dont le montant est prélevé sur le bénéfice net réalisé avant même de calculer le prélèvement légal et le dividende de 6 0/0. C'est ainsi que la Banque met en réserve une certaine somme pour l'amortissement des frais de fabrication des billets, pour la construction et l'achat de ses immeubles, pour l'installation de ses agences nouvelles, enfin pour alimenter une caisse de prévoyance spéciale destinée à venir en aide au personnel éprouvé par le climat des pays où fonctionnent ses agences.

La Banque considère ces prélèvements divers

comme de véritables frais et ce n'est qu'après en avoir assuré le paiement qu'elle distribue ses bénéfices nets. Il est alloué :

1/2 0/0 du capital au fonds de réserve statutaire ;

6 0/0 du capital au dividende statutaire ;

Ces prélèvements une fois exécutés, on distribue ce qu'il reste comme suit :

10 0/0 au fonds de prévoyance statutaire ;

10 0/0 au Conseil d'administration ;

80 0/0 aux actionnaires.

CHAPITRE II

**Administration de la Banque à
l'Administration Centrale et dans les Succursales.
Assemblée Générale.**

Conseil d'Administration. — Directeurs.

Commissaire du Gouvernement.

**Commission de surveillance des Banques
coloniales**

Censeurs administratifs. — Conseil d'Escompte.

§ 1^{er}. — Du Siège social. — Comparaison entre la Banque de l'Indo-Chine et les autres banques coloniales. — L'Assemblée Générale des actionnaires. — Conditions requises pour y prendre part. — Assemblées générales ordinaires et Assemblées extraordinaires. — Questions sur lesquelles délibère l'Assemblée. — Le Conseil d'Administration, ses pouvoirs : comparaison avec les autres banques coloniales. — Réunion du Conseil. — Le Directeur de l'Administration centrale. — Par qui il est nommé, ses pouvoirs. — Différences à ce point de vue entre les autres banques coloniales et la Banque de l'Indo-Chine. — Les directeurs des succursales et agences. — De la hiérarchie existant entre eux. — Leurs fonctions.

On remarque au point de vue de l'organisation administrative de nouvelles différences entre la Banque de l'Indo-Chine et les autres banques coloniales. Ces différences se conçoivent : il faut se souvenir que tandis que les premières banques coloniales

étaient fondées artificiellement par l'Etat, la Banque de l'Indo-Chine doit son origine à l'initiative privée. Cette dissemblance dans la constitution explique les différences que l'on rencontre dans l'organisation administrative.

Tandis que les autres banques coloniales ont leur siège social dans la colonie où elles fonctionnent, la Banque de l'Indo-Chine a le sien à Paris. Cette situation présente des avantages importants. D'abord les différentes agences et succursales de la Banque n'ont pas besoin d'avoir recours à un autre établissement de crédit pour leur servir de correspondant en Europe. Ce rôle sera rempli par l'administration centrale elle-même et garantira à la Banque un maximum d'indépendance. D'autre part ce sera à Paris qu'aura lieu le contrôle de toutes les opérations, ce sera à Paris que la Banque aura son domicile légal. Or, comme elle fonctionne dans plusieurs pays étrangers les uns aux autres, que non seulement elle est une banque coloniale mais aussi un établissement chargé de faciliter l'expansion des intérêts économiques français dans les pays d'Extrême-Orient, il peut être utile qu'elle ait son administration centrale à Paris à proximité des pouvoirs publics. Et c'est pour cela que son siège n'est pas dans une ville d'Indo-Chine. En 1899 la Chambre de commerce d'Hanoï émit un vœu en ce sens, faisant valoir que la Banque ayant son principal établissement au centre de ses opérations, serait mieux à même d'agir en connaissance de cause et de se prêter à tous les besoins du commerce local. Mais cet argument s'il a de la valeur, n'est pas péremptoire, et les inconvénients qu'il y aurait à agir ainsi seraient plus considérables que les avantages. D'abord il serait à craindre que l'établissement du siège social de la Banque dans

une ville n'amène des résultats contraires de ceux escomptés. La ville où serait établi ce siège social en bénéficierait peut-être mais cela risquerait d'être aux dépens des autres. De plus, la Banque ne serait plus à l'abri des influences locales qui peuvent être dangereuses : on a vu dans les anciennes banques coloniales les directeurs et les administrateurs être entraînés dans des opérations hasardeuses et susceptibles de compromettre la sécurité de l'établissement qu'ils dirigeaient, uniquement pour avoir écouté avec trop de confiance des habitants notables de la colonie ou des représentants des pouvoirs publics avec lesquels ils se trouvaient en relations quotidiennes. L'administration centrale à Paris supprime ces inconvénients. Comme elle reçoit les rapports de tous les directeurs d'agence et que ceux-ci donnent leur avis sur la situation commerciale de la place où ils se trouvent, il est facile pour les administrateurs de la Banque, une fois qu'ils sont éclairés, de donner à chaque agence la latitude nécessaire pour se prêter à tous les besoins du commerce local. D'ailleurs, les directeurs ont des pouvoirs suffisamment étendus, on leur laisse une initiative assez grande pour leur permettre de mettre la Banque au service des intérêts locaux.

Enfin, si l'on considère les résultats, on voit que ceux obtenus avec une administration centrale à Paris sont assez probants pour qu'on ne change rien à un état de choses qui assure à la Banque de l'Indo-Chine une unité de direction et de vue indispensable à un établissement de crédit dont l'action s'étend dans des pays différents et éloignés les uns des autres et n'ayant pas toujours entre eux des relations bien suivies.

Il y a donc à la Banque de l'Indo-Chine une administration centrale et des administrations locales spé-

ciales à chaque succursale ou agence. A l'administration centrale, c'est, comme dans toute société anonyme, l'Assemblée générale des actionnaires qui est l'organe principal. Cette assemblée se compose de cent actionnaires qui, depuis six mois révolus, sont propriétaires du plus grand nombre d'actions. Mais il peut arriver que parmi ceux là il y en ait deux ou plusieurs qui possèdent le même nombre d'actions ; dans ce cas, le plus anciennement inscrit sera préféré ; au cas de parité dans l'inscription, la préférence ira à l'actionnaire le plus âgé.

Aux termes des statuts de 1875, un actionnaire étranger pouvait faire partie de l'Assemblée générale des actionnaires, à condition d'avoir depuis cinq ans au moins son domicile en France ou dans une colonie française. Mais depuis 1900 il n'en est plus de même : on doit être Français pour pouvoir prendre part à l'Assemblée générale des actionnaires. Il faut remarquer qu'il y a probablement un rapport entre l'introduction de cette nouvelle clause dans les statuts de 1900 et l'extension que prenait la Banque de l'Indo-Chine justement à cette époque. On n'a pas voulu, au moment où elle allait se mettre au service des intérêts français en Extrême-Orient qu'elle put être soumise à une influence étrangère aussi minime fut-elle. Mais, d'autre part, on a tenu à ce que les étrangers qui possédaient des actions de la Banque de l'Indo-Chine eussent tout loisir pour les vendre dans de bonnes conditions au cas où ils voudraient s'en défaire du moment qu'ils étaient exclus de l'Assemblée générale et on a reculé au 21 janvier 1905 la date à partir de laquelle la qualité de Français serait exigée pour prendre part à cette assemblée.

Les actionnaires qui désirent prendre part à l'Assemblée générale doivent déposer leur titres au

siège social. On leur remet en échange un récépissé qui leur sert de carte d'entrée ; en outre, on dresse une liste des actionnaires ayant effectué ce dépôt ; cette liste qui mentionne, outre le nom et le domicile des actionnaires, le nombre d'actions dont chacun d'eux est porteur, est tenue à la disposition de tous les actionnaires qui désirent en prendre connaissance. De la sorte, ceux-ci peuvent s'il y a lieu émettre des critiques sur le recrutement de l'assemblée et contester la validité de ses délibérations et de ses décisions.

Il est possible de se faire représenter à l'assemblée par un mandataire, pourvu que celui-ci en soit lui-même membre ; mais, lors des délibérations qui sont prises à la majorité des voix des membres présents, une même personne ne peut réunir plus de dix voix tant en son nom que comme mandataire ; il faut d'autre part dix actions pour avoir droit à une voix. Cette disposition est spéciale à la Banque de l'Indo-Chine. Les membres de l'Assemblée des autres banques coloniales régies par la loi de 1874 n'ont jamais qu'une voix dans les délibérations, quel que soit le nombre de leurs actions.

Les convocations à l'Assemblée sont faites par lettres individuelles adressées aux actionnaires membres de l'Assemblée générale, aux domiciles qu'ils ont eux-mêmes indiqués sur les registres de la Banque ; en outre, un avis est inséré quinze jours au moins avant la réunion dans les deux journaux de Paris désignés pour la publication des actes de Sociétés.

Il ya des assemblées générales ordinaires et des assemblées extraordinaires. L'Assemblée générale ordinaire est celle qui a lieu chaque année, au mois de mai généralement, au siège social de la Banque. C'est

le Conseil d'administration qui la convoque et c'est le Président de ce Conseil qui dirige les débats ; à son défaut, c'est au vice-président ou à un administrateur désigné par ses collègues que ce rôle échoit. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts actionnaires présents et, à leur refus, par ceux qui les suivent, par ordre d'inscription, jusqu'à acceptation. Ainsi se trouve constitué le bureau, qui désigne lui-même son secrétaire.

Les questions sur lesquelles délibère l'Assemblée générale sont nombreuses et diverses. C'est ainsi qu'elle entend le rapport du Conseil d'administration sur la situation des affaires sociales. Elle discute, approuve ou rejette les comptes ; elle discute sur les questions portées à l'ordre du jour par le Conseil d'administration, et sur celles-là seulement ; les propositions des actionnaires doivent, pour pouvoir être discutées en Assemblée générale, être soumises au Conseil d'administration cinq jours au moins à l'avance ; c'est le Conseil qui décide si ces propositions seront portées à l'ordre du jour. On met à la disposition des actionnaires au siège de la Société et huit jours avant la réunion, un résumé de la situation de la Banque. De la sorte, les actionnaires sont au courant lorsqu'ils arrivent à l'assemblée et peuvent donner leur avis en toute connaissance de cause.

C'est encore l'Assemblée générale qui procède à la nomination des administrateurs sur la présentation du Conseil d'administration. Si la demande en est formulée, les nominations ont lieu au scrutin secret ; la majorité absolue est exigée pendant deux tours de scrutin, mais si personne ne l'obtient, l'Assemblée procède au scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont réuni le plus de voix au second tour. En cas

d'égalité de voix à ce scrutin, c'est le candidat le plus âgé qui est élu.

Certaines conditions sont nécessaires pour que les délibérations de l'Assemblée générale soient valables. C'est ainsi qu'il faut la présence de vingt membres au moins, réunissant entre leurs mains le quart des actions émises, pour que la réunion puisse avoir lieu. Au cas où ce nombre d'actionnaires et cette proportion de titres ne seraient pas atteints, on procède à une nouvelle convocation à quinze jours d'intervalle au moins ; les membres présents à cette nouvelle réunion délibéreront valablement, quel que soit leur nombre, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour lors de la première convocation.

L'Assemblée générale *doit* être convoquée dans certains cas énumérés aux statuts.

1° Lorsque des actionnaires réunissant ensemble le tiers au moins des actions en ont adressé par écrit, au Conseil d'administration, la demande motivée, auquel cas la convocation de l'Assemblée doit avoir lieu dans un délai de deux mois.

2° Dans le cas où les pertes résultant des opérations de la Banque réduiraient de moitié le capital.

Elle *peut* encore être convoquée extraordinairement lorsque le Conseil d'administration en reconnaît la nécessité : si, par exemple, le capital venait à être atteint pour moins de la moitié. Dans les cas d'assemblées générales extraordinaires, les conditions de validité sont plus sévères que pour les assemblées générales ordinaires. Il faut, pour qu'elles soient valablement constituées et délibèrent valablement, qu'elles soient composées d'un nombre d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social ; toutefois, s'il est nécessaire de convoquer une seconde fois une

assemblée générale extraordinaire, celle-ci délibère valablement quel que soit le nombre des actionnaires présents ou représentés (1).

La Banque de l'Indo-Chine est administrée par un Conseil d'administration composé de huit membres au moins et de quinze membres au plus. En fait les administrateurs sont au nombre de dix. Depuis 1900 ils doivent être Français et sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires et sur la proposition du Conseil. Ils sont nommés pour cinq ans et renouvelables à raison de deux membres chaque année ; ils sont rééligibles. En cas de décès ou de démission d'un administrateur, le Conseil peut lui substituer un autre membre choisi parmi les actionnaires et remplissant les conditions voulues, c'est-à-dire pouvant justifier qu'il est propriétaire de quarante actions : ces actions, en outre, doivent être libres et demeurent inaliénables pendant la durée des fonctions de l'administrateur.

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la Société. Il est inutile de faire une énumération de toutes ses attributions qui sont indiquées aux statuts. Mais il est intéressant de comparer ici les anciennes banques coloniales à la Banque de l'Indo-Chine au point de

(1) Parmi les assemblées générales extraordinaires des actionnaires de la Banque de l'Indo-Chine, on peut citer comme particulièrement importantes :

Celle du 5 mai 1887, au cours de laquelle fut décidée une prorogation de la durée de la Société et dans laquelle on modifia certains articles des statuts.

L'assemblée du 5 avril 1900 décidant de porter à 24,000,000 le capital social et modifiant les statuts d'une façon importante.

L'assemblée du 27 décembre 1905, au cours de laquelle on décida d'élever à 36,000,000 le capital social, et où l'on prit les mesures nécessaires à l'émission et à la souscription des nouvelles actions.

vue du Conseil d'administration. Dans les premières, le Conseil est composé du directeur, qui sert de président, et de quatre administrateurs dont trois sont nommés par les actionnaires ; le quatrième est le trésorier de la colonie ou une personne déléguée par lui s'il ne réside pas dans la ville où est le siège social de la Banque. On remarque donc que le gouvernement est représenté par deux personnes dans le Conseil. Dans la Banque de l'Indo-Chine le Conseil d'administration n'a pas le même caractère. D'abord il ne comprend dans son sein aucun représentant du gouvernement : seul le commissaire du gouvernement assiste à ses séances et exerce sur lui un certain contrôle. Tandis que, dans les autres banques coloniales, c'est le directeur qui est en réalité le maître effectif de la banque, puisque c'est lui qui préside le Conseil, qui a voix prépondérante en cas de partage, qui a la haute main sur les bureaux, qui nomme et révoque les employés, signe la correspondance, etc., dans la Banque de l'Indo-Chine, c'est le Conseil d'administration qui exerce la toute puissance. Cette différence se comprend et provient notamment de ce que la Banque de l'Indo-Chine a eu une origine presque purement privée tandis que les autres doivent leur existence à l'Etat. Il est naturel, dès lors, que ce soit le directeur, nommé directement par le gouvernement qui ait, au Conseil d'administration, le rôle prépondérant.

Le Conseil se réunit une fois par mois au moins et extraordinairement toutes les fois que les intérêts de la société l'exigent ou que la demande en est adressée au président par le commissaire du gouvernement. Pour que les délibérations soient valables, le concours de cinq administrateurs au moins est nécessaire ; les décisions sont prises à la majorité des

voix des membres présents ; en cas de partage la voix du président est prépondérante ; un administrateur peut se faire représenter aux délibérations par un de ses collègues ; en aucun cas un même administrateur ne peut avoir plus d'une voix en sus de la sienne.

C'est le Conseil d'administration qui nomme le directeur de la Banque à Paris ; du reste, c'est de lui que dépendent tous les employés, aussi bien ceux qui restent à l'administration centrale que ceux exerçant leurs fonctions aux colonies. Dans les autres banques coloniales, le directeur occupe une situation tout à fait prépondérante. Président de droit du Conseil d'administration, il domine ce Conseil et lui dicte en somme ses volontés. Il a la haute main sur tous les services, son approbation est indispensable pour toutes les opérations ; c'est lui qui signe la correspondance, les acquits, endossements, traites ou mandats ; c'est lui qui présente les candidats à tous les emplois.

D'ailleurs il peut être considéré davantage comme un fonctionnaire de l'Etat que comme un directeur de banque ; c'est un décret qui le nomme et il faut pour le révoquer, un décret signé du chef de l'Etat. Cet état de choses très discuté présente des avantages parce que, dans des colonies comme la Guyane et la Réunion, où les familles sont très nombreuses, la latitude laissée au Conseil d'administration de choisir le directeur de la Banque aurait pu créer des antagonismes, éveiller des jalousies qui auraient pu nuire à la longue, tant au développement de la banque qu'à celui de la colonie ; — des avantages encore parce que l'Etat, en nommant lui-même le directeur, le tient sous son influence directe et peut facilement le diriger dans le sens qu'il désire ; — et

des inconvénients résultant de ce que l'Etat a parfois eu égard davantage à la personnalité qu'aux capacités et a risqué en nommant des directeurs un peu novices en matière financière, d'entraîner les banques dans de mauvaises affaires.

La Banque de l'Indo-Chine étant indépendante vis-à-vis de l'Etat, celui-ci n'a pas à intervenir dans la nomination des employés. Les statuts exigent bien pour la nomination des directeurs l'agrément du Ministre des Colonies, mais ce n'est là, à vrai dire, qu'une simple formalité. En réalité le Conseil d'administration a toute latitude pour nommer ainsi qu'il lui convient les directeurs de l'Administration centrale comme ceux des agences et des succursales.

Les directeurs représentent donc le Conseil d'administration. Celui de l'Administration centrale a la haute main sur ceux des succursales et des agences qui sont avec Paris en relations constantes. Il est le représentant du Conseil d'administration et c'est la volonté de ce Conseil, les résultats de ses délibérations et ses décisions qu'il transmet à ses subordonnés des colonies.

Dans les colonies, il y a une certaine hiérarchie organisée entre une succursale déterminée et les agences qui en dépendent. Le Directeur a la haute main sur tous les services de la Banque et a sous ses ordres le personnel commissionné tout entier. Ses pouvoirs sont assez étendus pour lui permettre de révoquer un employé, sous la réserve, toutefois, d'en référer immédiatement à Paris. C'est le Directeur qui entretient les relations de la Banque avec les autorités locales; c'est lui qui fixe chaque jour le cours des changes qu'on doit appliquer. Hebdomadairement, est envoyé à Paris un courrier contenant l'état des opérations effectuées durant la semaine. En outre, chaque

mois, le Directeur adresse à l'Administration centrale une note relative à l'ensemble des affaires, et chaque semestre, avec le bilan, un rapport sur la situation économique et financière de la colonie et des places voisines. Nous avons dit qu'une certaine hiérarchie existait entre les directeurs des différentes agences de la Banque de l'Indo-Chine. C'est ainsi que les directeurs des succursales qui ont des agences sous leur dépendance sont tenus de les inspecter une fois par an au moins. Ils statuent sur les propositions émises par les directeurs de ces agences touchant les escomptes et les avances à consentir. Leur opinion est prépondérante en cas de divergences de vues entre eux et leurs subordonnés ; toutefois, les directeurs d'agences peuvent écrire à Paris leurs propositions pour les faire prévaloir s'il y a lieu, mais seulement par l'entremise du Directeur de la succursale, qui y joint ses observations.

On pourrait craindre que cette façon de faire de tendance centralisatrice ne comprime les agences et ne les retarde dans leur évolution. Mais il faut se dire aussi qu'aux colonies on doit s'entourer de précautions infiniment plus complètes qu'en Europe en ce qui concerne les affaires de banque ; il faut savoir être ferme et pouvoir refuser parfois si l'on ne veut pas risquer de se compromettre dans de mauvaises affaires. Il faut remarquer aussi que les directeurs de succursales, rompus depuis plus longtemps à la pratique des affaires, ont plus d'autorité et d'expérience pour trancher des questions qui pourraient embarrasser les directeurs d'agences, généralement plus jeunes. Enfin, il faut se dire que cette tendance à la centralisation, cette prudence que d'aucuns qualifient d'excessive sont toutes deux bien françaises et présentent des avantages dont l'un des plus importants est de don-

ner pleine et entière confiance aux capitalistes de la métropole — gens peu aventureux en matière financière — et de les inciter à confier leurs intérêts à la Banque. D'ailleurs, l'initiative des directeurs d'agences trouve à s'exercer dans les affaires courantes, pour lesquelles la latitude la plus grande leur est laissée (1).

§ II. — **Le Commissaire du gouvernement: rôle de ce fonctionnaire. — La Commission de surveillance des banques coloniales, sa composition. — Les avis émis par la Commission; leur caractère, soit facultatif, soit obligatoire. — Pouvoirs de la Commission, ses rapports au Président de la République. — Les Censeurs administratifs. — Différences entre ceux des autres Banques et ceux des Agences et Succursales de la Banque de l'Indo-Chine. — Attributions de ces fonctionnaires. — Ce qu'il advient au cas de conflit s'élevant entre eux et les Directeurs des succursales. — Par qui ont été et sont exercées ces fonctions.**

Commissaire du gouvernement. — Aux termes des statuts de la Banque de l'Indo-Chine, il est établi auprès d'elle un commissaire du gouvernement nommé par le Ministre des Colonies. Le rôle de ce fonctionnaire consiste, en somme, à être un intermédiaire entre la Banque et le gouvernement. Il assiste aux séances du Conseil d'administration ainsi qu'aux assemblées générales des actionnaires; il a le droit d'exercer sa surveillance sur tous les orga-

(1) Il est intéressant de signaler que, de tout temps, un cautionnement a été exigé des directeurs. Depuis 1875 jusqu'à 1888 ils devaient justifier de la propriété de quarante actions de la Banque de l'Indo-Chine. Mais étant donnée la valeur de plus en plus grande qu'atteignent ces actions, valeur qui en rend l'acquisition de plus en plus difficile, on pensa pouvoir réduire le nombre des actions exigées. C'est ce que firent les statuts de 1888. Depuis cette époque, le cautionnement à fournir n'est plus que de vingt actions. Ces actions demeurent inaliénables durant tout le temps que le directeur reste en fonctions et sont déposées dans les coffres de la Banque.

nes de l'Etablissement ; il peut examiner l'état des caisses, les registres et les portefeuilles et requérir tous extraits et copies des livres de la Banque. Il est tenu d'adresser mensuellement au ministre des Colonies un rapport sur la marche des affaires de la Banque, rapport qu'il appuie de la copie certifiée des procès verbaux des séances du Conseil d'administration et des situations mensuelles de la Banque, tant à l'administration centrale que dans les succursales.

Cet aperçu des attributions du commissaire montre que le gouvernement tient à se tenir au courant des affaires de la Banque de l'Indo-Chine, et à la garder dans une certaine mesure sous sa surveillance.

Mais il faut remarquer qu'on est loin ici de cette discipline étroite et de cette dépendance dans lesquelles sont maintenues les autres banques coloniales vis-à-vis de l'Etat. Le Commissaire se borne à proposer des mesures quand il les croit utiles, et son droit de surveillance ne va pas jusqu'au droit de veto. La manifestation la plus tangible de son autorité est qu'il peut faire inscrire de droit ses propositions et observations sur le registre des délibérations du Conseil d'administration (statuts, art. 62).

Commission de surveillance des banques coloniales. — Encore que cette commission s'occupe davantage des autres banques coloniales que de celle qui nous intéresse, il faut cependant dire un mot tant de sa composition que de ses attributions.

Elle compte neuf membres. Jusqu'en 1874, elle n'en comprenait que sept, mais on a augmenté ce nombre en adjoignant aux premiers deux actionnaires des banques en résidence à Paris. Actuellement, c'est la loi du 13 décembre 1901 qui détermine la composition et les attributions de la Commission de surveil-

lance. Il faut ajouter que, depuis 1900, un conseiller d'Etat prend part aux réunions de la Commission avec voix consultative. Il est désigné par le Garde des Sceaux et c'est à lui, d'une façon générale, qu'est dévolu le soin de présider la Commission. Quatre membres sont désignés par le Ministère des Colonies et deux par celui des Finances ; depuis la création de la Commission, la qualité de ces derniers n'a jamais changé ; on a toujours désigné le directeur du mouvement général des fonds et un conseiller-maître à la Cour des Comptes. La Commission de surveillance exerce à l'égard de la Banque de l'Indo-Chine des attributions analogues à celles exercées à l'égard des autres banques coloniales. Elle peut rendre de précieux services et les avis émis par les hommes compétents qui la composent ont souvent évité aux banques coloniales des graves erreurs financières. Il est vrai que la Banque de l'Indo-Chine doit à son origine privée d'avoir été dirigée dès ses débuts par des financiers de carrière, dès longtemps rompus à la pratique des affaires coloniales et qui savaient ce qu'on pouvait faire ou ne pas faire.

Néanmoins, le rôle joué par la Commission de surveillance est fort important. Elle émet des avis obligatoires avant tous actes gouvernementaux concernant les banques coloniales, facultatifs seulement quand elle le croit utile. Elle peut provoquer les mesures de vérification ou de contrôle qui lui semblent nécessaires, blâmer des opérations trop hasardeuses ou contraires aux statuts, empêcher même une distribution de dividende si la situation en étant mauvaise, l'exige.

Chaque année, la Commission adresse au Président de la République un rapport sur les résultats de chaque établissement colonial. C'est dans ces compte-

rendus, publiés à l'*Officiel* et dans un journal au moins de chaque colonie, qu'on trouve réunis tous les résultats obtenus par les banques coloniales.

On a regretté que la Commission de surveillance n'ait pas avec les différentes banques coloniales des rapports plus directs. Certains auteurs déplorent que la Commission ne connaisse que par l'entremise du ministre les affaires des banques, ce qui l'oblige à n'intervenir qu'après coup et souvent trop tard pour que ce soit avec efficacité. Ils préféreraient que la Commission put être informée avant leur exécution, des opérations projetées. Il ne semble pas que cela soit nécessaire. La Commission ne doit pas user d'une réglementation par trop préventive : elle doit laisser leur initiative et leur libre arbitre aux banques coloniales en général et surtout à la Banque de l'Indo-Chine, dont le fonctionnement est une garantie de la bonne administration dont elle jouit.

Censeurs administratifs. — Le rôle du Censeur administratif est assez délicat, et il est nécessaire que le fonctionnaire qu'on en charge ait une situation suffisamment élevée et indépendante pour qu'il puisse le remplir avec toute l'autorité et la liberté désirables.

Il existe des censeurs administratifs auprès de chaque banque coloniale. Ceux institués auprès de la Banque des Antilles, de la Guyane et de la Réunion portent le nom de Censeurs Légeux. Ceux accrédités auprès de la Banque de l'Indo-Chine et de la Banque de l'Afrique occidentale sont qualifiés de Censeurs Administratifs. Au demeurant, il n'y a là qu'une différence de mots, et ils ont tous les mêmes attributions. Elles consistent en un droit de surveillance qui s'étend à toutes les branches et à toutes les parties du service et des opérations des banques coloniales ; l'exercice

de ce droit est un complément du contrôle exercé par la Commission de surveillance des banques coloniales. Le censeur exerce une surveillance à la fois financière et administrative. Au premier point de vue, il apprécie la nature et la solidité des valeurs comprises à l'actif : il examine et vérifie les diverses opérations effectuées par la banque. Au point de vue administratif, le Censeur procède à l'examen des caisses, des registres et du portefeuille de la banque. Il assiste au Conseil d'escompte, propose toutes les mesures qu'il croit utiles.

S'il vient à entrer en conflit avec le directeur, le censeur administratif requiert l'inscription de ses observations sur le registre dont la tenue est prescrite par l'art. 65 des statuts, joints au décret du 16 mai 1900.

Mensuellement, le censeur administratif doit rendre compte de la surveillance qu'il exerce. Il adresse au Département un rapport aussi complet que possible ; il y donne le taux de l'escompte et celui du change, celui des avances consenties par la succursale à laquelle il est attaché, le résultat de ses vérifications des caisses, des écritures. etc.

Il est intéressant de se demander qui a exercé les fonctions de censeur administratif et qui en est actuellement chargé. Ce fut tout d'abord l'Inspecteur permanent du service administratif des colonies. A partir de 1891, date de la suppression de ces fonctionnaires, ce fut aux mains du Chef du service administratif ordonnateur des dépenses militaires que passèrent ces attributions. Il y avait là de grands avantages : ce fonctionnaire, en relations avec un grand nombre de négociants, connaissait le crédit de chacun et la surface qu'il présentait. D'autre part, il était, au point de vue politique, parfaitement indépendant et échappait aux influences locales.

Mais, en 1901, on fut obligé d'opérer un nouveau changement dans l'attribution des fonctions de Censeur Administratif.

A partir de ce moment, le Chef du service administratif ne relève plus du Gouverneur de la colonie, mais bien du commandant supérieur des troupes ; dès lors, il est soumis aux règlements militaires et ne peut plus être Censeur Administratif de la Banque de l'Indo-Chine, étant soumis au roulement et ne séjournant plus que peu de temps dans la colonie. Or le décret du 16 mai 1900, dans son article 11, oblige la Banque de l'Indo-Chine à se charger du service de trésorerie dans les colonies ou protectorats où sont établies ses succursales. En vertu de cette obligation nouvelle, les Trésoriers-Payeurs de l'Indo-Chine déposent dorénavant leurs fonds disponibles en compte courant dans les succursales de la Banque. Il devenait donc nécessaire de confier les fonctions de Censeur administratif à un fonctionnaire capable de donner des renseignements au Ministre des Colonies et au Gouverneur Général sur l'emploi des fonds du trésor déposés dans les caisses de la Banque de l'Indo-Chine. Car, en Indo-Chine, à la suite de la suppression de l'inspection permanente des colonies, un corps autonome, composé d'inspecteurs des colonies avait été constitué sous le nom de Direction du contrôle de l'Indo-Chine et chargé de la surveillance de l'ensemble des opérations financières de la colonie. L'art. 11 du décret du 16 mai 1900 rendait donc tout particulièrement qualifiés pour exercer les fonctions de Censeur les fonctionnaires de ce corps. En conséquence, un arrêté ministériel du 30 novembre 1901 désigne comme Censeur Administratif près la succursale de Saïgon, le Directeur du contrôle, et, près de la succursale d'Haïphong, le Directeur-adjoint.

Auprès des agences de Pondichéry, de Nouméa et de Djibouti, les fonctions de Censeur Administratif sont confiées au Secrétaire Général du Gouverneur. A Papeete, c'est le Chef de service de l'intérieur qui les exerce. Enfin, les Censeurs Administratifs près des agences étrangères sont désignés, aux termes des statuts, par le Ministre des Colonies après avis du Ministre des Affaires étrangères.

Il faut remarquer que le traitement alloué aux Censeurs Administratifs près les succursales de la Banque de l'Indo-Chine est déterminé par le Ministre des Colonies et payé par la Banque. Cette disposition est spéciale à la Banque de l'Indo-Chine. Dans les autres banques coloniales, les Censeurs Légaux fonctionnent auprès du Conseil d'administration et reçoivent non un traitement, mais bien des jetons de présence, exactement comme les administrateurs auxquels ils sont assimilés sous ce rapport du moins.

§ III. — Le Conseil d'Escompte. — Son utilité particulière aux colonies — Éléments qui le composent. — Nécessité de n'y pas introduire d'éléments étrangers à la Banque ou à l'Administration. — Le Compradore, ses attributions, son importance.

Conseil d'escompte. — Cet organe est particulièrement nécessaire à une banque coloniale. Aux colonies plus qu'ailleurs, il est bon de s'entourer, en matière commerciale, de toutes les garanties possibles. Aussi la Banque de l'Indo-Chine n'accepte-t-elle d'escompter que les effets présentés par des personnes agréées par le Conseil d'escompte. Il est composé du directeur, du sous-directeur ou du contrôleur et, à leur défaut, du caissier et du comptable. Le Trésorier-payeur de la colonie en est

membre de droit et le Censeur Administratif assiste aux séances. On voit que ce Conseil ne comprend que des agents de la Banque et des fonctionnaires. Cet état de choses est excellent. Si l'on introduisait au sein de ce Conseil des éléments étrangers, en invitant par exemple à y siéger des négociants et des commerçants de la place, on risquerait fort d'en arriver rapidement à des abus et de compromettre la sécurité de la Banque. Il est vrai que la compétence de cet élément étranger serait sans doute plus grande que celle des fonctionnaires, qui sont en outre toujours sous le coup d'un déplacement possible et sujets à être remplacés par des nouveaux venus, qui ne connaissent pas davantage les affaires traitées sur la place que la surface présentée par les divers commerçants ; mais cela n'a pas une grande importance. Le gouvernement est représenté par eux au Conseil d'escompte et le principe est sauf. Pour le reste, il suffit de s'en rapporter aux agents de la Banque. On est garanti de l'impartialité et de la conscience commerciale de ceux-ci par leur intérêt, bien compris lui-même. Ils feront évidemment tout ce qu'il sera en leur pouvoir de faire pour s'entourer de toutes les garanties possibles et n'accorderont qu'à bon escient le crédit de la Banque.

On a si bien compris l'utilité primordiale du rôle joué par le Conseil d'escompte que ses décisions n'ont pas besoin d'être motivées : il a le droit de refuser d'admettre quelqu'un à l'escompte sans donner les raisons de son refus.

Compradore. — Nous ne saurions terminer ce chapitre sans dire un mot du compradore. Bien que les statuts de la Banque de l'Indo-Chine ne parlent pas de cet agent, le rôle qu'il est appelé à jouer est cependant trop important pour qu'on puisse le passer sous silence.

Quelle que soit la compétence des différents agents européens de la Banque et quelle que soit leur prudence, il est cependant des cas où leurs qualités pourraient ne pas être suffisantes pour garantir les intérêts de la Banque. Tels sont ceux notamment où celle-ci est appelée à traiter avec les éléments autochtones du pays où elle est installée. Si l'on peut assez facilement se rendre compte de la surface que peuvent offrir les commerçants européens établis aux colonies, il est beaucoup plus délicat de connaître exactement la confiance que l'on peut accorder aux habitants eux-mêmes. Et l'on risque en s'en rapportant à soi seul, ou bien d'entraîner la Banque dans des opérations hasardeuses en ne s'entourant pas de garanties suffisantes, ou bien, au contraire, de rebuter les indigènes et de les éloigner de la Banque en prenant trop de précautions contre eux et en ne leur accordant pas un crédit suffisant. Et cette seconde alternative serait aussi nuisible à la Banque que la première, car elle l'empêcherait d'atteindre un des buts vers lesquels elle tend : se mettre à la portée de l'élément indigène et lui faciliter le développement de ses affaires en lui donnant le moyen d'en étendre le champ.

C'est pour éviter ces deux écueils que, dans bien des cas, la Banque ne traite pas directement avec les habitants, mais se sert d'un intermédiaire : le compradore. Celui-ci a donc pour mission de s'entremettre entre les indigènes et la Banque. Comme les Annamites et les Chinois, et d'une façon générale les peuples asiatiques sont d'un caractère méfiant et qu'ils hésitent à s'approcher des guichets d'une banque européenne, craignant des pièges imaginaires, on a voulu faire disparaître ces appréhensions en en supprimant la cause ; aussi, lorsqu'un indigène veut traiter une affaire, on le met en rapport avec le compradore.

Celui-ci, pour remplir au mieux des intérêts de la Banque de l'Indo-Chine le rôle qu'on attend de lui, doit être un personnage influent, posséder une fortune assez élevée, occuper en un mot une situation qui le mette en vue parmi ses compatriotes et leur inspire tout à la fois confiance et respect.

La Banque de l'Indo-Chine a un grand intérêt à ce que le compradore soit un personnage influent et possédant une fortune bien assise. Ses attributions, en effet, ne se bornent pas à celles que nous venons d'indiquer ; non seulement il est intermédiaire entre la Banque de l'Indo-Chine et les indigènes, mais encore il se porte garant de ceux-ci dans les opérations qu'ils effectuent.

Si la Banque vient à subir une perte du fait d'une opération conclue avec un indigène, c'est contre le compradore qu'elle se retourne pour obtenir réparation du dommage causé. Le compradore est responsable pécuniairement des clients qu'il présente à la Banque.

Cette responsabilité et ces risques que court le compradore sont compensés par les appointements qui lui sont attribués et par la commission qu'il touche de la Banque sur chaque affaire conclue avec son concours, — sans compter encore celle qu'il demande aux indigènes. Ces rétributions varient avec les pays et les agences et sont plus ou moins élevées ; à Saïgon ou à Shanghai elles atteignent des sommes respectables.

On voit combien le compradore est utile à la Banque de l'Indo-Chine. Par son entremise, elle entre en rapports avec les indigènes et, grâce à la responsabilité pécuniaire qu'il assume, elle n'a pas à craindre en cas de perte d'avoir à entamer des procès difficiles dont l'issue serait douteuse. D'ailleurs, cette responsa-

bilité assure à la Banque qu'elle n'aura affaire qu'à des indigènes honorables et solvables, et les relations qu'elle aura avec eux ne risqueront pas, en tournant mal, de porter atteinte à sa bonne renommée.

Tels sont les organes qui président aux destinées de la Banque de l'Indo-Chine, qui contrôlent ses opérations et qui en assurent le bon fonctionnement. A côté d'eux ou sous leur autorité se meuvent de nombreux agents, collaborateurs éclairés qui contribuent, par leur travail et leur dévouement, à faire de la Banque de l'Indo-Chine la première des banques coloniales françaises et une des plus importantes parmi les grandes sociétés de crédit qui ont choisi l'Extrême-Orient comme champ de leurs opérations.

CHAPITRE III

Les opérations de la Banque de l'Indo-Chine.

§ 1^{er} — Opérations d'Escompte. — Conditions à remplir pour être admis à l'escompte. — Particularités propres à la Banque de l'Indo-Chine. — Opérations de change (vente, escompte et Emission de traites ou mandats sur la Métropole ou l'Étranger). — Façon d'opérer de la Banque de l'Indo-Chine pour les effets sur la Métropole. — Inutilité pour elle d'un établissement intermédiaire nécessaire aux autres banques coloniales. — Licence accordée à la Banque de l'Indo-Chine dans certains cas d'escompter des obligations négociables (ou non négociables garanties par une sûreté réelle (warrants, cessions de récoltes pendantes, connaissements, nantissements, dépôts de matières précieuses, hypothèques maritimes).

Nous avons déjà envisagé la Banque de l'Indo-Chine comme banque d'émission ; nous ne reviendrons donc pas sur ce sujet. Pour ce qui est des autres opérations traitées par cet établissement, nous passerons rapidement sur celles qui ne présentent pas de différences avec les opérations traitées par les banques ordinaires, réservant notre attention à celles qui ont un caractère spécial et en rapport avec la situation de la Banque de l'Indo-Chine.

Aux termes de ses statuts, la Banque de l'Indo-Chine admet à l'escompte les billets à ordre ou effets de place à deux ou plusieurs signatures notoirement

solvables et dont l'échéance ne doit pas dépasser 120 jours. La Banque de France exige trois signatures sur le papier qu'elle admet à l'escompte, mais, en fait, c'est presque toujours une banque privée (société de crédit importante, par exemple) qui appose la troisième signature. Cette société admet elle-même à l'escompte le papier qu'on lui présente, revêtu de deux signatures seulement, et va ensuite le reescompter à la Banque de France, après y avoir ajouté la sienne. Mais aux colonies, il n'y a point de banque privée susceptible de jouer le rôle d'intermédiaire entre la Banque de l'Indo-Chine et le public. On ne pouvait, d'ailleurs, exiger, dans un pays neuf, des conditions aussi rigoureuses que celles de la Métropole (c'eût été contraire au développement du pays), et la Banque de l'Indo-Chine se contente de deux signatures. Souvent même, dans certaines succursales de la Banque, il est difficile de trouver cette deuxième signature. Aussi, la Banque est-elle autorisée à remplacer la garantie personnelle qu'elle représente par la garantie personnelle que représente celle-ci par une des garanties réelles énumérées aux statuts (dépôt de titres, remise d'un warrant, cession de récolte pendante, etc.).

La seconde condition exigée pour qu'un effet soit admis à l'escompte est que son échéance ne dépasse pas 120 jours s'il est à durée déterminée; ou 90 jours s'il est à échéance indéterminée. Toutefois, ce dernier délai est porté à 180 jours s'il s'agit d'effets payables sur l'étranger ou sur la métropole : il faut tenir compte, en effet, de l'éloignement et des difficultés de communication. Si l'on prévoit ainsi des limites aux usances des effets de commerce admis à l'escompte, c'est que, il ne faut pas l'oublier, la Banque de l'Indo-Chine est une banque d'émission et qu'elle veut, au cas où une crise surviendrait, pouvoir rem-

bourser dans les plus brefs délais ses billets et autres emprunts.

Enfin, une dernière condition est requise : l'effet doit être présenté par une personne admise à l'escompte, c'est-à-dire agréée par le Conseil d'escompte. Nous avons vu ce qu'était ce Conseil et comment il fonctionnait, il n'est donc pas utile d'insister sur ce sujet.

Aux termes des statuts de la Banque, lorsqu'à l'échéance un effet pris à l'escompte n'est pas payé par le souscripteur ou le tiré, celle-ci a les mêmes droits que le porteur d'un effet de commerce. C'est ainsi que « la Banque peut, huit jours après le protêt ou après une simple mise en demeure, faire vendre les marchandises ou les valeurs pour se couvrir jusqu'à due concurrence ; s'il s'agit de récoltes pendantes, la Banque a le choix de procéder à la vente sur pied ou de se faire envoyer en possession pour fabrication. » (Statuts, art. 24.)

Nous avons étudié les opérations d'escompte exécutées sur des effets payables dans le lieu même où ils ont été créés ; il faut maintenant s'occuper des effets payables dans des places différentes de celles où ils ont été émis. L'opération consistant à créer, négocier, escompter ou acheter des traites, mandats ou chèques directs sur la métropole, l'étranger ou une colonie autre que celle de l'émission, constitue la réalisation du contrat de change : le souscripteur de ce contrat s'engage à procurer au preneur de la lettre ou traite qui le constate une somme d'argent payable dans un autre lieu.

Ces opérations de change sont essentielles dans le commerce extérieur d'un pays. Elles sont destinées à éviter le transport, toujours difficile et onéreux, du numéraire et simplifient infiniment les relations internationales au point de vue commercial. On comprend

qu'à un moment donné un pays qui est créancier d'un autre puisse se trouver être en même temps son débiteur. Si, par exemple, certains commerçants français ont exporté des marchandises en Angleterre, il en est d'autres qui, à la même heure, importaient des marchandises de provenance anglaise. Pourquoi, dans ce cas, transporter d'Angleterre en France et réciproquement le numéraire représentant les marchandises échangées ? Il sera plus simple d'opérer dans chaque pays des compensations et de régler sur place les opérations effectuées. Ce sera le rôle de la lettre de change. L'utilité de celle-ci se manifeste surtout dans la vie d'une colonie où le commerce consiste à exporter les denrées qu'elle produit et à importer les objets nécessaires à la vie et au bien-être des colons. Seulement, une difficulté, que l'on rencontre déjà dans les relations commerciales entre deux pays européens, se retrouve ici, accrue encore de ce que forcément le champ offert à l'activité commerciale est moins vaste dans un pays neuf et que moins d'individus peuvent y prospérer. Il faudrait vraiment un hasard pour que le colon acheteur de la métropole trouve un compatriote vendeur à la colonie et créancier pour une somme équivalente, ou à peu près, de sa propre dette : une telle éventualité risquerait fort de ne jamais se produire et le contrat de change ne pourrait s'appliquer si on n'avait pas l'intermédiaire de la Banque.

Celle-ci, en effet, va centraliser les offres et les demandes de disponibilités et le transfert des capitaux s'effectuera soit par traite, soit par remise.

Voici, par exemple, un propriétaire de Saïgon qui vient de vendre sa récolte de riz à un commissionnaire européen. Il tirera sur son acheteur et présentera sa traite à la succursale de la Banque de l'Indo-Chine, qui la lui escomptera. Au contraire, un négociant de

cette ville a acheté à Paris des marchandises qu'on lui envoie ; à leur réception, il achètera à la Banque du papier sur Paris pour le montant des marchandises reçues et l'enverra à son vendeur.

Mais la Banque n'a pas toujours du papier qui représente exactement la somme due par ce négociant : seulement, elle a des facilités ; grâce à son crédit, grâce aux disponibilités qu'elle entretient sur ses correspondants étrangers, elle émet une lettre de change pour le montant demandé et l'envoie à son correspondant. De la sorte, le déplacement des capitaux, au lieu d'être long et onéreux, s'effectuera par un simple mouvement d'écriture sur le compte de la succursale de Saïgon, chez son correspondant.

Comment, dans la pratique, opère la Banque de l'Indo-Chine ? Les banques coloniales, en général, ne peuvent compter que sur les traites que leur offrent les négociants de la colonie comme couverture de leurs tirages et elles ne peuvent avoir à l'étranger qu'un crédit très restreint et des disponibilités peu nombreuses. Aussi faut-il qu'elles aient dans la métropole un établissement de crédit disposé à leur ouvrir un compte courant, à l'actif duquel figureront les tirages émis sur la France et sur l'Etranger. C'est le Comptoir d'Escompte qu'un décret du 31 mars 1874 a désigné pour jouer ce rôle. Il faut considérer que la Banque de l'Indo-Chine n'a pas besoin de l'aide d'un établissement de crédit européen, puisqu'elle a à Paris son administration centrale et que celle-ci joue justement le rôle d'intermédiaire que les autres banques demandent au Comptoir d'Escompte. La Banque de l'Indo-Chine peut payer directement au siège social les effets sur la France que lui envoient ses succursales et créer, négociier ou acheter à Paris des billets à ordre, des chèques et des mandats directs sur elles. Cependant, dans la pratique, la Banque a

souvent recours au Comptoir d'Escompte pour régler les plus grosses traites, par exemple, et surtout pour lui servir de correspondant, tant dans les villes françaises de province qu'à Londres, Liverpool, Saint-Pétersbourg, Moscou, dans les nombreuses places, en un mot, où le grand Etablissement possède des agences.

Les conditions touchant l'échéance des effets, leur admission à l'escompte, etc., s'appliquent à la négociation par un des comptoirs de la banque du papier émis sur un autre pays, comme aux effets de place. Les seules différences notables consistent en ce que la limite extrême des délais d'échéance est portée à 180 jours de vue, augmentée d'un certain délai, variant suivant l'éloignement des différentes places.

Il faut mentionner un alinéa très important, qui a trait à l'escompte des obligations négociables ou non négociables garanties par une des sûretés réelles énumérées aux statuts et qui y a été introduit en 1900 : « La Banque peut, lorsque les usages locaux le comportent et lorsqu'elle jugera les garanties suffisantes, consentir des prêts sur marchandises restant aux mains des emprunteurs. » De la sorte, la Banque de l'Indo-Chine peut lutter contre les autres banques qui lui font concurrence sur les différentes places étrangères d'Extrême-Orient, elle n'est plus renfermée dans des règlements trop stricts et conserve, d'autre part, toute sa sécurité, puisque les marchandises ne seront laissées en la possession des emprunteurs que si les garanties sont jugées suffisantes.

Quelles sont les garanties réelles qui permettent à la Banque de l'Indo-Chine d'escompter des obligations ? Elles sont énumérées limitativement dans les statuts (art. 15, § 4) ; nous allons les passer rapidement en revue.

Warrants, Récépissés, Connaissements. — La Banque de l'Indo-Chine accepte comme garantie réelle, remplaçant la garantie personnelle de la deuxième signature des effets de commerce, les warrants ou récépissés représentant les marchandises déposées dans les magasins généraux par les négociants de la place. En Europe, le warrant est un véritable effet de commerce, susceptible d'être escompté, mais la Banque de l'Indo-Chine n'est pas autorisée, d'après ses statuts, à escompter directement des warrants : elle ne peut les accepter que comme seconde garantie ou comme nantissement joint à un acte de prêt.

Il en est de même du connaissance délivré par le commandant du navire et représentant le nantissement embarqué.

Les warrants, comme les récépissés et les connaissances, doivent naturellement être endossés à la Banque, et c'est de cette façon que celle-ci se trouve mise en possession du gage. En outre, la remise à la Banque des clefs d'un magasin particulier est suffisant pour effectuer la tradition légale du gage qui y est déposé, lorsque cette remise est régulièrement constatée au moment de la négociation par un récépissé du directeur de l'agence, visé par le censeur administratif. (Stat., art. 22.)

A l'échéance de la traite, et si celle-ci n'est pas payée, la Banque peut faire vendre aux enchères les marchandises qu'elle a en gage et se couvrir ainsi du montant de l'effet qu'elle a escompté. Ces dernières dispositions s'appliquent également aux matières d'or et d'argent, aux pierres précieuses, aux récoltes et, d'une façon générale, à tous les gages que la Banque de l'Indo-Chine accepte en garantie, soit d'un effet de commerce pris à l'escompte, soit d'un prêt.

Enfin, il faut remarquer que la Banque prend le

soin de faire assurer les marchandises déposées dans les magasins ou chargées sur les navires, à moins qu'elles ne l'aient préalablement été. Elle se conduit, en somme, comme le véritable propriétaire.

Cession de récoltes pendantes. — Nous ne nous arrêterons pas ici longuement à ce genre de garanties ; nous aurons, en effet, l'occasion de revenir sur cette importante question au cours de ce chapitre. Cependant, il faut mentionner qu'à l'échéance, les obligations non négociables, appuyées d'une cession de récolte pendante, peuvent être prorogées jusqu'à l'achèvement de la récolte cédée. Aux termes de l'article 21 de ses statuts, la Banque de l'Indo-Chine peut stipuler que les denrées provenant de la récolte seront, au fur et à mesure de sa réalisation, versées dans les magasins de dépôt désignés à cet effet, conformément à la loi, et ce, de manière à convertir le prêt sur cession de récolte pendante en prêt sur nantissement. Il faut noter également que les avances que peut consentir la Banque de l'Indo-Chine sur une cession de récolte pendante ne peuvent excéder le tiers de sa valeur.

Titres. — Jusqu'en 1888, la Banque de l'Indo-Chine ne pouvait accepter comme nantissements constitués par des titres que des valeurs françaises, sur lesquelles la Banque de France fait des avances. Mais, depuis cette date, on a élargi les statuts sous ce rapport, et la Banque peut recevoir des valeurs créées ou garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays dans lesquels elle est établie. La Banque a pu prendre cette mesure sans se mettre en contradiction avec ses habitudes de prudence et de bonne administration. Les pays d'Extrême-Orient commencent à être connus ; les valeurs émises par les gouvernements étrangers présentent toute la sécurité désirable. En outre,

pour ce qui est de nos colonies, ne fallait-il pas favoriser, autant que possible, leur développement économique en considérant comme dignes de confiance les valeurs créées ou garanties par leurs municipalités ? Le refus par la Banque d'accepter en nantissement de telles valeurs aurait été du plus mauvais effet, tant vis-à-vis de la clientèle européenne qu'aux yeux de la population indigène : les uns et les autres auraient négligé d'acheter du papier, qui n'aurait pas été considéré par la Banque comme sérieux et digne de confiance.

Donc la Banque accepte en nantissement les obligations émises par les villes de Cochinchine et du Tonkin, les titres d'emprunts chinois, les rentes indiennes et anglaises. D'ailleurs, la proportion pour laquelle ces titres peuvent suppléer l'une des signatures statutaires des effets de commerce ne peut excéder les $\frac{4}{5}$ de la valeur des titres indiquée par la dernière cote officielle connue dans la colonie s'il s'agit de rentes sur l'Etat ou de valeurs garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays où la Banque a des succursales ou des agences, et les $\frac{3}{5}$ s'il s'agit d'autres valeurs françaises autorisées. De la sorte, la Banque de l'Indo-Chine a peu de risques à courir.

Dépôts de lingots, matières précieuses. — La Banque accepte encore en garantie des lingots, des monnaies, des matières d'or, d'argent et de cuivre, ainsi que des pierres précieuses. Elle est la seule, parmi les banques coloniales, à compter le cuivre comme matière précieuse.

Elle accepte ces divers nantissements :

Pour valeur intégrale s'il s'agit de monnaie d'or ou d'argent ou de lingots ;

Pour la valeur d'après le poids et le titre s'il s'agit de matières d'or et d'argent ;

Pour le tiers de la valeur s'il s'agit de pierres précieuses.

Hypothèques maritimes. — Les conditions difficiles exigées par ses statuts et les risques considérables que font courir une telle garantie ont toujours empêché la Banque de l'Indo-Chine de faire une grande application de ce genre d'opérations. Il reste surtout dans le domaine théorique.

§ II. — Prêts sur récoltes.

« La Banque de l'Indo-Chine peut consentir des prêts sur récoltes, soit aux individus, soit aux collectivités agricoles ayant qualité de personnes civiles, dans les conditions prescrites par la loi du 24 juin 1874. » Ainsi s'exprime l'art. 20 de ses statuts. Ce genre d'opérations est un des plus intéressants parmi ceux qu'effectue la Banque ; il mérite que l'on s'y arrête.

Si nous considérons les divers pays où est établie la Banque de l'Indo-Chine, nous remarquons en premier lieu que tous ne se prêtent pas à ce genre d'opérations. En Nouvelle-Calédonie, par exemple, on ne peut accorder suffisamment de confiance à la majorité des cultivateurs pour que les prêts sur récoltes prennent un grand développement. Aux Indes, on se trouve arrêté par le trop grand morcellement de la propriété. A Tahiti, l'agriculture n'est guère développée... Il n'y a, en somme, que l'Indo-Chine où les prêts sur récoltes soient possibles : c'est donc dans les limites de la péninsule indo-chinoise que nous allons cantonner notre étude.

L'Annamite n'est pas économe ; il n'a aucune

notion de l'épargne, il n'en a jamais eu, et de tout temps il a été obligé d'emprunter pour vivre en attendant la récolte prochaine. Comme il ne lui vient pas à l'idée d'entreprendre une culture autre que celle du riz, qui lui assure sa nourriture mais ne lui permet pas d'augmenter ses ressources, parce qu'il ne peut la vendre à un taux assez rémunérateur et que, d'ailleurs, la plupart du temps, il ne peut cultiver et récolter que la quantité strictement nécessaire à sa subsistance, il est enfermé dans un cercle vicieux. Obligé d'emprunter pour attendre la récolte, il doit s'acquitter à la réalisation de celle-ci : quand il a effectué sa libération, ce qu'il conserve ne lui suffit plus et il retombe entre les mains des usuriers.

Car on ne saurait nommer autrement les propriétaires plus riches, les mandarins qui consentent des avances aux cultivateurs au taux de 3 et 4 0/0 par mois, soit à 36 et 48 0/0 par an. Le Code annamite, il est vrai, interdit l'usure et édicte des peines sévères contre l'usure et les usuriers ; mais le taux que nous indiquons est considéré comme légal : il ne s'agit que de s'entendre.

Cependant, le Gouvernement Français pensa que l'on pourrait opérer dans cet ordre d'idées des réformes qui seraient profitables aux indigènes et qui assureraient à l'agriculture un développement favorable au développement économique de la jeune colonie. Et c'est en grande partie parce que le Comptoir d'Escompte ne pouvait, d'après ses statuts, consentir des prêts sur récoltes, que l'on décida la création de la Banque de l'Indo-Chine. On pensait que celle-ci allait donner de suite une grande extension à ce genre d'opérations et que rapidement elle attirerait à elle les emprunteurs, parce que le taux auquel elle consentirait ses avances serait beaucoup moins onéreux que celui exigé par les prêteurs indigènes.

Aussi, le décret du 21 janvier 1875, instituant la Banque de l'Indo-Chine, l'investit-elle de « tous les droits et privilèges en matière de prêts sur récoltes... édictés par la loi du 24 juin 1874 au profit des banques coloniales. » La Banque avait donc la faculté de consentir des prêts aux fermiers, métayers et locataires avec l'autorisation du propriétaire ; elle pouvait opposer un refus formel à toute opposition sur les prêts garantis par une cession de récolte ; enfin, elle avait l'autorisation de proroger jusqu'à la vente de la récolte l'échéance des prêts de cette nature.

Malgré ces privilèges, les prêts sur récolte ne se développèrent pas énormément. Il faut dire que les risques à courir étaient considérables. L'indigène empruntait facilement, mais il n'employait pas toujours le montant de son emprunt à améliorer ses conditions de culture : l'argent qu'il se procurait ainsi était employé par lui à l'extinction de dettes antérieures, par exemple. Et un tel résultat n'était guère fait pour encourager l'Administration de la Banque de l'Indo-Chine. On était souvent obligé d'avoir recours aux prorogations d'échéance jusqu'à la vente de la récolte, et une telle façon de faire présente bien des aléas avec un nantissement dont la réalisation demeure problématique jusqu'au dernier moment. Les grandes sécheresses et les inondations, si fréquentes en Indo-Chine, risquent de détruire en peu de temps les récoltes engagées.

Le 21 avril 1876, le gouverneur de la colonie prit un arrêté autorisant les communes à contracter, au nom et pour le compte des inscrits qui le demandaient, des emprunts à la Banque de l'Indo-Chine aux taux de 15 0/0 et déclarant « que l'Administration locale se rendait, par l'enregistrement de la demande de prêt, pécuniairement responsable vis-à-vis de la

Banque, de l'emprunt total contracté par la commune ».

La commune, en Indo-Chine, est la pierre fondamentale de l'édifice administratif. Nous n'avons rien eu à instituer sous ce rapport, nous nous sommes contentés de perfectionner et de réglementer un état de choses qui existait déjà. Autour d'un homme, chef de famille important et considéré, se groupent d'autres familles en plus ou moins grand nombre ; elles décident de fonder une commune, avisent un territoire qui leur convient et demandent au résident l'autorisation de s'y établir. Celui-ci fait une enquête, et si le territoire désigné n'appartient à personne, il donne l'autorisation demandée, en ayant soin de délimiter exactement la nouvelle circonscription administrative. Les habitants élisent alors un maire, généralement le plus influent parmi eux et celui autour duquel ils se sont groupés ; le maire s'entoure de notables, dont le nombre varie suivant l'importance de la commune et augmente au fur et à mesure que la commune se développe. Le maire sera l'intermédiaire entre la commune et l'administration ; ses attributions sont nombreuses, s'étendent à des objets très divers et nécessitent de la part de celui qui les remplit beaucoup de qualités et d'aptitudes. C'est pourquoi on a pu dire que le maire, choisi par les habitants et, dans une commune déjà organisée, par les notables, doit être « un homme fin, insinuant, habile parleur, ingénieux à défendre ses administrés, à leur éviter des charges, à leur gagner des privilèges » (1).

Les notables, avons-nous dit, secondent le maire. Pour pouvoir être notable, il faut, avant tout, être inscrit (Diâ-Bô) au rôle, soit des impôts fonciers, soit de la contribution personnelle. Or, comme les Anna-

(1) Luro. Le Pays d'Annam.

mites ne sont pas riches, le nombre des inscrits est forcément limité (environ 1 inscrit par 15 habitants). Mais comme, d'autre part, l'impôt est un impôt de répartition, que son rendement global est fixé d'avance pour une commune donnée, les inscrits ont intérêt à ce que leur nombre ne diminue pas. Aussi, dès que l'un d'eux vient à mourir, il est remplacé, soit par un habitant de la commune, même s'il s'en trouve un remplissant les conditions voulues, soit par un habitant d'une commune voisine.

On voit combien est importante la place occupée par la commune dans l'organisation administrative de l'Indo-Chine : « C'est sur la commune que reposent tous les services administratifs, judiciaires, financiers et militaires du royaume ; c'est elle qui établit le cadastre et qui préside à tous les actes de transmission de la propriété. » (1)

Ce bref aperçu de ce qu'est la commune annamite montre que le gouvernement de l'Indo-Chine était bien fondé à prendre l'arrêté du 21 avril 1876. C'est la commune qui contracte le prêt ; c'est elle qui intervient dans le contrat passé avec la Banque. Or, puisque l'administration locale n'a de rapports qu'avec la commune, qu'elle ne connaît pas individuellement les habitants, mais seulement le maire et les notables, elle peut, sans s'engager beaucoup, se rendre responsable vis-à-vis de la Banque. Il semble, en effet, qu'elle aura toujours un recours contre la commune. Si le prêt, à son échéance, n'est pas remboursé ou ne l'est que pour partie, elle se retournera vers celle-ci pour se faire dédommager, et le maire, à son tour, prendra telles mesures qui conviendront pour obliger à se libérer les inscrits qui ne se seront pas trouvés en mesure

(1) Nous avons puisé ces renseignements dans *L'Indo-Chine Française*, de M. de Lanessan, et dans le récent ouvrage de M. Albéric Neton, *L'Indo-Chine et son Avenir économique*.

au moment de l'échéance. Il pourrait exiger d'eux, par exemple, des impôts plus élevés : de la sorte, ils se libéreraient de la dette contractée vis-à-vis de la commune à l'échéance du prêt. Les autres inscrits seraient exonérés d'autant et cet allègement viendrait en compensation du sacrifice qu'ils auront dû s'imposer pour combler le déficit causé par ceux qui n'étaient pas en mesure alors du remboursement. Mais l'arrêté du 21 avril 1876 donne aux communes le moyen auquel elles auront recours pour rentrer dans leurs fonds. Au cas où les emprunteurs ne seraient pas en mesure de payer à l'échéance, aux communes, le montant des avances en capital et intérêts et après un délai de rigueur de 15 jours, les notables seront autorisés à faire vendre la récolte des débiteurs ; si les récoltes ne suffisent pas, on vendra le fonds lui-même, pour le prix en être affecté en atténuation ou jusqu'à due concurrence au paiement des sommes dues.

Il semblait, dans ces conditions, que les avances sur cession de récoltes dussent prendre une grande extension et devenir pour la Banque une raison de recrudescence d'activité et une source importante de bénéfices nouveaux. Cependant, les résultats obtenus ne furent pas conformes à ceux que l'on escomptait.

Il y avait à cela plusieurs raisons : d'abord, les formalités exigées sont beaucoup trop longues, compliquées et onéreuses. Aux termes de l'arrêté de 1876, la demande de prêt doit être établie en triple expédition et portée par le maire, deux notables et les emprunteurs partiels au chef-lieu d'arrondissement ou de province, où elle est enregistrée moyennant un droit fixe de 1 franc, versé par chacun des emprunteurs partiels. Il faut donc que plusieurs personnes se déplacent, entreprennent un voyage, parfois fort long et toujours onéreux, pour arriver au siège de l'ins-

pection : c'est là un premier inconvénient. Un autre inconvénient résulte des lenteurs que la Banque de l'Indo-Chine est obligée d'apporter au versement du prêt par suite des nécessités administratives. Il faut, en effet, qu'à la réception de la demande de prêt le directeur de la Banque de l'Indo-Chine envoie à la Direction un bon à payer de la somme représentant le montant du prêt, sur la caisse de l'administrateur qui aura reçu et enregistré la demande. Ce bon sera compris par l'administrateur dans son plus prochain versement au Trésor, qui sera immédiatement remboursé ou crédité du montant par la Banque.

Toutes ces démarches à accomplir, ces formalités administratives sont trop longues et rebutent l'Annamite, qui préfère avoir recours à ses prêteurs ordinaires qui, s'ils exigent des taux considérables, sont, au moins, à proximité et peuvent lui fournir dans un bref délai l'argent qui lui est nécessaire. L'entremise obligatoire de l'administration est une source de retards et de longueurs.

On aurait pu les éviter peut-être en favorisant l'établissement d'agences privées, auxquelles les indigènes auraient eu recours directement et individuellement ; ces agences auraient été en rapport avec la Banque de l'Indo-Chine, qui les aurait dirigées et surveillées. De la sorte, on aurait eu un autre avantage : on n'aurait pas eu besoin d'avoir recours aux notables. Il était à craindre, en effet, que ceux-ci ne profitassent de la situation que leur créait leur rôle d'intermédiaire. Les prêts consentis augmenteraient dans leurs mains le capital qui leur servait à faire l'usure. En outre, ils pouvaient être tentés de demander aux emprunteurs une commission abusive, en prétextant le dérangement que leur causait leur intervention obligatoire. En fait, et si l'on consulte certains docu-

ments officiels, il semble bien que les choses se soient souvent passées ainsi.

On a cherché à perfectionner le prêt sur cession de récolte et plusieurs arrêtés sont venus compléter et modifier celui du 21 avril 1876.

C'est ainsi qu'un arrêté du 21 janvier 1886 ramena à 12 0/0 le taux de l'intérêt des prêts que consentirait la Banque de l'Indo-Chine.

Le 23 janvier 1888, un arrêté vint modifier la marche à suivre pour faire une demande de prêt et exigea des emprunteurs le remboursement du prêt total chaque année pour le 15 mai, quelle que soit la date à laquelle les sommes avaient été remises aux villages.

Le 21 décembre 1893, un arrêté décide que des prêts sur récoltes seront consentis par la Banque de l'Indo-Chine aux Français qui en feront la demande par l'entremise de l'administration.

Ces demandes sont instruites par une commission spéciale et les prêts ne peuvent excéder le tiers de la récolte, estimée soit d'après l'importance des travaux, soit d'après la moyenne des récoltes obtenues dans les dernières années. Le gouvernement local d'Indo-Chine a été amené à prendre cet arrêté en raison du développement de la colonisation. Il n'y avait aucune raison pour ne pas accorder aux colons les mêmes avantages qu'aux indigènes, et la Banque de l'Indo-Chine devait voir cet arrêté d'un bon œil. En général, en effet, les colons français sont établis près des grands centres et on peut facilement se rendre compte de la surface qu'ils présentent. De plus, ils ont l'initiative et l'activité, qui manquent tellement aux indigènes. Ils s'efforcent d'augmenter leurs revenus en s'adonnant à des cultures plus rémunératrices que le riz, et pour les travaux à entreprendre peuvent avoir besoin de fonds. La Banque de l'Indo-Chine leur consentira des avances, semble-t-il, avec empressement,

ayant l'assurance de rentrer sans danger dans ses fonds à l'échéance qu'elle aura fixée, puisque les récoltes pourront être vendues facilement et à un prix plus rémunérateur que le riz de la culture indigène.

Le 17 novembre 1896, un nouvel arrêté, intéressant les prêts agricoles, décide que la Banque de l'Indo-Chine, en échange des garanties consenties par l'Administration, versera à celle-ci, tous les ans, les intérêts excédant 6 0/0. Si l'administration consent à ne pas exiger cette ristourne, le bénéfice en retourne aux emprunteurs. De la sorte, l'administration a voulu se réserver le droit de soulager les emprunteurs dans les mauvaises années en ne réclamant pas une ristourne à laquelle elle a droit, mais en empêchant la Banque de l'Indo-Chine de profiter aux dépens des emprunteurs de l'abandon consenti par elle-même.

Enfin, un arrêté du 11 janvier 1897 abaisse à 8 0/0 le taux des intérêts des prêts sur récoltes consentis par la Banque de l'Indo-Chine et stipule une ristourne de 2 0/0 en faveur de l'administration locale pour la couvrir de sa garantie.

On voit que nombreuses sont les modifications qu'on a apportées à la réglementation des prêts sur récolte. Le gouvernement local a essayé d'exaucer les vœux du Conseil de la Banque de l'Indo-Chine qui, dans son rapport à l'Assemblée générale des actionnaires, en 1883, s'exprimait ainsi : « Les prêts sur récoltes en Cochinchine atteignaient, au 31 décembre dernier, près de 320,000 francs, chiffre plus que double du montant le plus élevé obtenu jusque-là ; les 5/6 de ces prêts nous ont été demandés par un seul des arrondissements de la colonie, ce qui montre le développement que ce genre d'opérations pourrait prendre s'il s'étendait aux autres districts de la Cochinchine. Nous n'avons pas à faire ressortir les avantages considérables que les populations agricoles retireraient

de ces avances, dont les conditions modérées les soustraient à l'usure qui dévore le plus clair de leurs ressources ; ces prêts sur récoltes s'accordent avec les habitudes d'une population encore neuve à la civilisation et répondent aux besoins d'un pays où l'établissement de la propriété n'a pas encore reçu partout les sanctions de la législation française.

Nous espérons fermement que l'administration coloniale nous aidera de tout son concours dans une voie qui, plus que toute autre, favorisera en Cochinchine le développement de la culture, d'où dépend, pour ainsi dire, exclusivement la prospérité de cette belle colonie. »

En résumé, et pour fixer exactement les idées sur cette question, qui intéresse à un si haut point les banques coloniales en général et la Banque de l'Indo-Chine en particulier, voici comment on procède actuellement : Lorsque la demande de prêt, approuvée et visée pour garantie par l'administrateur, parvient à la Banque de l'Indo-Chine, celle-ci établit un bon à payer. Sur ce bon, figurent des indications, telles que le nom de la commune, les noms des emprunteurs, le montant des prêts par emprunteur, la date, le montant des intérêts qui sont dus, etc. De cette façon, et en établissant clairement cette pièce, la Banque de l'Indo-Chine prévient des différends qui pourraient surgir et donner lieu à des litiges, soit entre elle-même et l'administration, soit, surtout, entre l'administration et les communes, qui seraient habiles à saisir le premier prétexte venu pour essayer de s'affranchir des obligations contractées. Le bon à payer, soigneusement établi, est adressé, par les soins de la Banque, à l'administration de la province intéressée et est alors payé, soit au trésorier-receveur spécial, soit à tout autre fonctionnaire désigné pour en recevoir le montant. Le 15 avril de chaque année, c'est-à-

dire un mois avant la date fixée pour le remboursement (15 mai), la Banque adresse à chacun des administrateurs dans l'arrondissement desquels résident les emprunteurs, un relevé détaillé des avances à rembourser en capital et intérêts. C'est alors à l'administration locale qu'incombe le soin de rappeler aux communes les sommes dont elles sont redevables et de veiller à ce que les remboursements s'effectuent dans des conditions normales.

En somme, les démarches à accomplir ont été bien simplifiées, et il semble que les avances sur récoltes soient en train de prendre un développement qui ira en grandissant au fur et à mesure que les indigènes comprendront mieux les avantages que présentent pour eux les avances consenties par la Banque de l'Indo-Chine. Les tableaux que nous donnons ci-dessous indiquent, d'une part la situation des prêts sur récoltes pour la succursale de Saïgon au 31 décembre 1908, et, d'autre part, le montant général des avances durant ces dernières années. Ils permettront de se faire une idée nette de l'importance de ces opérations.

AVANCES SUR RÉCOLTES

consenties par la " Banque de l'Indo-Chine " de 1900 à 1907

EXERCICE	1 ^{re} ANNÉE	2 ^e ANNÉE	Augmentations	Diminutions
	DE L'EXERCICE	DE L'EXERCICE		
	Fcs			
1900-1901	» »	363.589 40	» »	»
1901-1902	363.589 40	429.682 61	66.093 21	»
1902-1903	429.682 61	601.700 36	172.018 35	»
1903-1904	601.700 96	774.491 »	172.490 04	»
1904-1905	774.191 »	1.739.464 42	965.273 42	»
1905-1906	1.739.464 42	1.255.251 05	» »	484.213 37
1906-1907	1.255.251 05	717.107 85	» »	538.143 20

SUCCURSALE DE SAÏGON

Situation des prêts sur récoltes au 31 Décembre 1908

PROVINCES	Prêts échus le 15 Mai 1908 en suspens au 31 Décembre 1908		Prêts échus le 15 Mai 1908 prorogés au 15 Mai 1909	NOUVEAUX PRÊTS	TOTAUX
	CAPITAL	INTÉRÊTS			
Bentré . . .	»	» »	»	8.750	8.750 »
Cantho . . .	19.828	1.531 34	»	2.200	23.559 34
Longxuyen .	7.000	» »	19.908	»	26.908 »
Mytho . . .	49.333	3.434 93	200	»	52.987 93
Rachgia . .	24.955	288 46	»	»	25.243 46
Soetrang . .	12.410	549 60	»	79.080	92.039 60
Sadec . . .	»	» »	1.700	1.800	3.500 »
Tanan . . .	»	» »	16.000	»	16.000 »
Vinhlong . .	1.150	» »	5.570	»	6.720 »
TOTAUX .	114.696	5.804 35	43.378	91.830	255.708 35

Il reste encore beaucoup à faire pour donner aux prêts sur récoltes le développement que doit prendre ce genre d'opérations. Certains auteurs se sont demandés si l'on ne pourrait pas instituer en Indo-Chine un Crédit foncier et si un établissement de ce genre ne donnerait pas de bons résultats : il ne le semble pas, pour le moment du moins. Il est possible, lorsque l'Indo-Chine sera une vieille colonie, lorsqu'elle sera parfaitement organisée, qu'une telle institution soit appelée à y fonctionner. Mais le cadastre n'est pas encore en assez bon état, les titres de propriété ne sont pas suffisamment établis, les lois successorales sont encore trop mal réglées pour qu'on puisse songer à la création d'un Crédit foncier. « Il faudrait », dit un document officiel, cité par M. de Lanessan, « il faudrait une institution semblable de bien grandes garanties et surtout des droits et des obligations absolument limités à ce genre de prêts et

tout spéciaux à la Cochinchine. » Il est peu probable que d'ici longtemps on ait un Crédit foncier dans ce pays, parce que, d'une part, le gouvernement ne voudra pas prendre la responsabilité des garanties qui seraient nécessaires, et que, d'autre part, il ne se trouvera pas de capitalistes pour s'engager dans une affaire qui serait pour le moins hasardeuse sans ces garanties.

A notre avis, les prêts sur récoltes prendront un développement de plus en plus grand à mesure que les Annamites comprendront mieux qu'ils ont tout à gagner à s'adresser à la Banque de l'Indo-Chine et à délaisser leurs prêteurs ordinaires, les usuriers des villages. Pour le moment ils ne connaissent pas encore assez les Européens, ils se défient d'eux et de leurs institutions et n'ont recours qu'à contre-cœur à ces dernières. En outre, ils ont peur de déplaire aux notables des communes et de s'attirer ensuite des désagréments de la part de ceux-ci s'ils ne s'adressent pas à eux. Lorsque la civilisation aura fait son œuvre, que les Annamites se sentiront en confiance et comprendront ce qu'est un grand établissement de crédit, lorsque la Banque de l'Indo-Chine aura étendu son action en ouvrant des comptoirs nouveaux qui se rapprocheront des cultivateurs, il n'est pas douteux que les prêts sur récoltes ne se développent dans de grandes proportions. Il faut laisser le temps et le progrès accomplir leur œuvre.

§ III. — **Souscription aux emprunts d'Etats. Exemples. — Participations à la création ou à la constitution d'Entreprises financières, industrielles ou commerciales sous certaines conditions. — Service de trésorerie. — Réception des souscriptions publiques.**

Depuis 1900, c'est-à-dire depuis le moment où fut décidée l'extension de la Banque de l'Indo-Chine et la

création d'agences de cette Banque dans les pays d'Extrême-Orient, elle est autorisée d'après ses statuts à participer aux emprunts d'Etats et notamment aux emprunts étrangers. Il semble que c'est en Chine que ce genre d'opérations doit prendre l'extension la plus grande. C'est ainsi que, tout dernièrement, le gouvernement chinois ayant manifesté son intention de rembourser, avant le 31 décembre 1908, les obligations du chemin de fer de Pékin à Hankéou au moyen de l'émission d'un emprunt nouveau de 5.000.000 de livres sterling, la Banque de l'Indo-Chine traita cette opération et couvrit cet emprunt de concert avec la Hongkong and Shangaï Banking Corporation. Les titres émis à Paris furent souscrits rapidement. C'est ainsi encore qu'en 1906, avec le concours de la même banque anglaise, la Banque de l'Indo-Chine couvrit un emprunt de 1,000,000 de livres sterling contracté par le gouvernement du Siam pour permettre la continuation des travaux du chemin de fer de Bangkok à Xiangmaï. La Banque a encore pris une part active à l'emprunt de 200,000,000 émis par le gouvernement général de l'Indo-Chine, conformément à la loi du 25 décembre 1898, emprunt affecté exclusivement à la construction des chemins de fer de l'Indo-Chine, émis sous forme d'obligations privilégiées de 500 francs à 3 0/0 et remboursables au pair par tirages semestriels.

La Banque de l'Indo-Chine a tout intérêt à prendre part à ces emprunts et cela à plusieurs points de vue. D'abord elle peut réaliser de grands bénéfices à cause des différences qui se produisent entre le cours auquel a été versé l'emprunt et celui auquel les titres sont émis ; en outre, elle y trouve un avantage moral, si on peut dire, et ce genre d'opérations est particulièrement favorable à son expansion en Extrême-Orient. Il est probable qu'elle y prendra une part de plus en

plus active, étant donné l'empressement avec lequel ont été souscrits les titres du dernier emprunt.

Certaines conditions sont nécessaires pour que la Banque de l'Indo-Chine puisse participer à des emprunts d'Etat. C'est ainsi qu'une autorisation spéciale du ministre des Colonies est indispensable pour que le montant total de ses participations puisse dépasser le quart du capital social. En outre, lorsqu'il s'agit d'emprunts émis par des gouvernements étrangers, elle doit avoir l'avis conforme du ministère des Affaires étrangères.

Des conditions analogues réglementent la proportion dans laquelle la Banque de l'Indo-Chine peut participer à la création ou à la constitution d'entreprises financières, industrielles, commerciales, ayant leur objet dans des pays où elle possède des comptoirs : des participations de ce genre ne peuvent excéder le tiers des réserves de la Banque.

Elle est intervenue d'une façon active dans la constitution de la Compagnie française des Chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan. Elle y était d'ailleurs poussée par son intérêt bien entendu. Si l'on entreprend des travaux pour établir des lignes de chemin de fer dans la péninsule indo-chinoise, les voies de pénétration que l'on crée ainsi deviendront plus tard des routes commerciales importantes. Le trafic croîtra considérablement et il s'ensuivra une augmentation des exportations et des importations. Cette augmentation aura forcément sa répercussion sur les affaires de la Banque de l'Indo-Chine. D'autre part, le chemin de fer ouvrira à l'activité économique européenne des centres importants comme Mi-Tchéou, Yun-Nan-Fou, où la Banque, dans un temps plus ou moins long, pourra être appelée à ouvrir des agences nouvelles. Dès maintenant les chiffres fournis par le rapport du Conseil d'administration de la Compagnie

des Chemins de fer du Yunnan montrent sur les années précédentes une augmentation notable, qui doit être en corrélation, jusqu'à un certain point, avec l'accroissement du chiffre d'affaires de la Banque ; c'est ainsi que les tonnes de marchandises transportées en 1908 se chiffrent par 117,709 ; que les voyageurs indigènes ayant emprunté la voie ferrée sont, pour cette même année, au nombre de 4,049 contre 3,480 seulement en 1907. Ces chiffres sont assez éloquents et montrent que l'on peut beaucoup attendre des chemins de fer en Indo-Chine au point de vue commercial (1).

La Banque de l'Indo-Chine est également intéressée dans l'entreprise des chemins de fer éthiopiens. En mars 1908, après de longues démarches auprès du négus et des pourparlers sans fin, un accord provisoire fut conclu entre le gouvernement français et un consortium formé de huit établissements de crédit français, parmi lesquels la Banque de l'Indo-Chine. Cet accord fut confirmé et une compagnie fut constituée pour remplacer la Compagnie impériale des Chemins de fer, qui ne pouvait continuer l'exploitation du réseau abyssin. On mit en discussion au Parlement un projet de loi, et ce ne fut que le 3 avril 1909 que fut votée la loi autorisant la création d'une compagnie française au capital de 17,300,000 francs. La Banque de l'Indo-Chine est intéressée pour un huitième dans la création de cette compagnie, qui a repris pour son compte l'exploitation du réseau le 1^{er} juillet 1909 et qui continue son achèvement jusqu'à Addis-Abeba.

La Banque de l'Indo-Chine a encore prêté son concours et son appui à de nombreuses autres entreprises d'importances diverses, mais présentant toutes

(1) La longueur du réseau de la Compagnie du Yunnan en exploitation au 15 juin 1908 s'élevait à 467 kilom.

le caractère de sérieux et de sécurité nécessaires. Parmi elles, on peut citer la Société Asiatique de Navigation, la Compagnie des Tramways et d'Eclairage électriques de Shanghai, la Société des Houillères de Tourane, la Société Cotonnière Indo-Chinoise.

Il faut souhaiter que la Banque de l'Indo-Chine entre de plus en plus avant dans cette voie de participation aux entreprises privées des diverses places où elle est établie. Il est probable qu'elle agira ainsi à mesure que les communications avec la métropole devenant plus rapides, les capitaux s'expatriant plus facilement, les sociétés et les compagnies qui se fonderont donneront une confiance de plus en plus grande. Dans nos colonies, à Saïgon par exemple, la Banque de l'Indo-Chine consent parfois des avances en comptes courants, qui ne sont en somme autre chose que des commandites. Elle doit persister dans ce sens et étendre cette façon d'agir à ses comptoirs étrangers, où elle se trouve en concurrence avec les banques étrangères. Ces dernières n'hésitent pas à avancer des fonds à des entreprises dont la hardiesse — même lorsqu'elle n'est qu'apparente — fait reculer la Banque de l'Indo-Chine ; les risques courus par ces établissements anglais ou allemands sont plus grands que ceux de notre Banque, mais en cas de réussite les bénéfices sont d'autant plus considérables... De plus ils augmentent leur clientèle ; on viendra à eux plus facilement et ce sera aux dépens non seulement de la Banque de l'Indo-Chine, mais aussi de l'influence française.

Aux termes de l'art. 11 du décret de 1900, il est décidé que la Banque de l'Indo-Chine devra, sous certaines conditions, se charger du service de trésorerie dans les colonies et protectorats français où sont établies ses agences et ses succursales.

En fait, ce système ne fonctionne qu'en Indo-Chine.

On a ouvert, à la succursale de Saïgon, un compte courant au trésorier-payeur du pays ; ce compte est alimenté par les versements opérés tant dans cette ville que dans les autres places, ainsi que par les envois de numéraires effectués de Paris.

Par contre, pour alimenter les caisses des préposés du Trésor, le trésorier-payeur de l'Indo-Chine délivre des versements au profit de ces derniers. Les frais de recouvrement des fonds nécessités par ces opérations sont à la charge de la Banque. Dans les villes où il n'y a pas de trésorier-payeur et où se trouvent des agences de la Banque, celles-ci doivent effectuer le paiement des mandats qui leur sont présentés revêtus du visa des agents autorisés.

La Banque de l'Indo-Chine perçoit un intérêt dont les conditions sont déterminées d'un commun accord par le gouverneur général de l'Indo-Chine et par elle-même. On fixe la somme pour laquelle la Banque de l'Indo-Chine ne bonifie aucun intérêt et celles pour lesquelles au contraire elle en bonifie un.

L'Etat et la Banque retirent tous deux des avantages de cet état de choses. L'Etat y réalise des économies, puisqu'il peut se dispenser d'entretenir des agents du Trésor dans les villes où la Banque possède une agence. La Banque, d'autre part, a à sa disposition des sommes qui sont parfois considérables. Elle a acquis dans des conditions fort avantageuses une facilité de plus pour développer ses opérations en Indo-Chine.

On peut se convaincre de l'importance des opérations de trésorerie effectuées par la Banque en considérant le tableau ci-dessous. Il donne la situation du compte courant du Trésor à Saïgon pour l'année 1908.

SUCCURSALE DE SAÏGON

Trésor, son Compte courant 1908

MOIS	DÉBIT	CRÉDIT
Janvier	3.763.584 27	22.752.390 34
Février	4.513.935 14	24.276.284 58
Mars	6.634.834 96	26.587.107 48
Avril	9.315.176 42	29.457.544 12
Mai	10.577.106 99	32.693.014 16
Juin	11.632.525 21	35.202.798 10
Juillet	853.414 90	28.597.239 82
Août	4.981.457 33	31.856.471 61
Septembre	3.573.660 49	33.202.857 79
Octobre	6.482.990 58	34.563.908 92
Novembre	9.323.851 44	35.746.770 01
Décembre	11.598.869 50	37.832.951 43

§ IV. — Encaissement et recouvrement des effets pour compte de tiers. — Comptes courants. — Commerce des métaux précieux. — Avances aux banquiers chinois. — Lettres de crédit.

La Banque de l'Indo-Chine fait encore d'autres opérations ; c'est ainsi qu'elle s'occupe de l'encaissement et du recouvrement des effets pour le compte de tiers, tant aux particuliers qui lui en font la demande qu'aux établissements correspondants. C'est ainsi encore, que, dans ses agences de Chine notamment, elle consent aux banquiers indigènes des avances à courte échéance. Dans plusieurs agences, ce genre d'opérations fut longtemps le seul à peu près à être traité par la Banque. Les banquiers chinois étaient les seuls à offrir des garanties suffisantes et le peu de développement du commerce ne permettait pas les opérations d'escompte local. Actuellement encore, il est une source importante de bénéfices pour

la Banque de l'Indo-Chine et la brièveté de la durée des prêts constitue une sérieuse garantie.

La Banque délivre des lettres de crédit aux personnes qui en font la demande. On voit de suite les services que peuvent rendre ces lettres, surtout dans des pays encore neufs, où il serait difficile de se procurer du numéraire d'une autre façon. La Banque, lorsqu'elle accrédite quelqu'un, lui demande le dépôt d'autant de spécimens de signature qu'il y a de correspondants inscrits sur la lettre : de la sorte les agences et succursales sont mises en garde, avant même que la lettre ne leur soit présentée, contre une tentative possible d'escroquerie. Les paiements sont inscrits, par les correspondants qui les effectuent, au dos de la lettre. Les succursales ou agences se remboursent soit en retournant au tireur un reçu signé de l'accrédité, et qui témoigne du paiement, soit en escomptant une lettre de change que l'accrédité est autorisé à tirer sur la personne ayant émis la lettre de crédit, soit encore en adressant à l'administration centrale, qui en réclame à qui de droit le remboursement, un des reçus signés de l'accrédité.

Un genre d'opérations qui rapporte des bénéfices à la Banque de l'Indo-Chine est le commerce des métaux précieux. Nous ne faisons que le signaler ici, car nous aurons à traiter ce sujet dans un chapitre ultérieur. Qu'il nous suffise de dire que les achats et ventes de monnaies d'or, d'argent et de cuivre représentent une importante partie des opérations traitées par la Banque et que la différence des cours des monnaies d'argent sur les diverses places où elle possède des comptoirs lui permet de réaliser, grâce à une judicieuse combinaison de ventes et d'achats, des bénéfices importants.

Nous avons ainsi passé en revue les principales opérations traitées par la Banque de l'Indo-Chine.

Leur nombre et leur variété montre que cet établissement a su s'adapter aux besoins des commerçants européens installés dans les pays d'Extrême-Orient ainsi qu'aux coutumes des indigènes eux-mêmes. Cette adaptation n'a pas été partout facile et souvent la Banque a dû s'imposer des sacrifices, notamment dans les pays étrangers où elle avait à lutter contre l'influence des banques européennes qui y étaient déjà installées ; elle a dû s'efforcer aussi de vaincre la méfiance qu'éprouvent les Orientaux pour tout ce qui est moderne et occidental. Les résultats auxquels elle est arrivée, souvent en peu de temps, grâce à ses efforts et à son esprit d'initiative joints à une certaine prudence, montrent ce qu'elle est capable de faire dans l'avenir à mesure que se développeront les relations commerciales entre la France et l'Extrême-Orient,

CHAPITRE IV

Les Succursales et les Agences de la Banque de l'Indo-Chine.

§ 1^{er}. — **Les Agences situées aux Colonies françaises : en Cochinchine et au Tonkin ; Saigon, Haïphong, Hanoï. — Aux Indes Françaises, Pondichéry. — En Nouvelle-Calédonie, Nouméa. — A Tahiti, Papeete. — Sur la Côte des Somalis, Djibouti.**

Aux termes du décret du 21 janvier 1875 constitutif de la Banque de l'Indo-Chine, celle-ci ne devait fonctionner que dans les colonies de la Cochinchine et de l'Inde française. Mais, en 1888, le décret du 20 février déclare que la Banque sera tenue d'ouvrir des agences sur la demande du ministre de la Marine et des Colonies, et une fois entendue la Commission de surveillance des banques coloniales, au Cambodge, en Annam et au Tonkin ainsi que des succursales ou des agences à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et dans les établissements français de l'Océanie.

Petit à petit la Banque de l'Indo-Chine exécute le programme qui lui était ainsi tracé. Actuellement elle possède dix succursales et agences tant dans les colonies proprement dites que dans les pays de protectorat ; mais il est probable que son essor ne s'arrêtera pas à ce chiffre et qu'elle étendra d'avantage son action sur un pays aussi riche et appelé à un développement aussi grand que paraît l'être l'Indo-Chine.

Saïgon

Nous avons vu dans une autre partie de cette étude comment la Banque de l'Indo-Chine remplaça le Comptoir d'Escompte à Saïgon et comment elle y trouva amorcées les premières affaires qu'elle eut à traiter : nous ne reviendrons donc pas sur les débuts de cette agence.

Celle-ci ne tarda pas d'ailleurs à prendre un essor rapide. L'influence française se fit heureusement sentir. L'autorité administrative et l'initiative privée collaborèrent activement à l'amélioration de la colonie ; Saïgon devint le centre commercial le plus important de la Cochinchine. Le pays est essentiellement agricole et la production principale, celle qui encore aujourd'hui constitue la presque totalité de l'exportation, est le riz. La quantité qui est produite annuellement est en corrélation avec le chiffre des affaires de la Banque de l'Indo-Chine. Si par suite de la sécheresse ou par suite au contraire des inondations, la récolte vient à diminuer, une contraction se manifeste dans les affaires de la place. De grands travaux ont été effectués déjà pour régulariser le débit du Mékong, des digues ont été élevées sur certaines parties de son cours, d'autres sont en voie d'exécution ou en projet, et un moment viendra où la culture cochinchinoise sera à l'abri de ces crues subites qui ruinaient en un moment des provinces entières.

Jusqu'en 1892 on constate une certaine irrégularité dans la progression de la Banque de l'Indo-Chine à Saïgon, et on constate surtout que les affaires traitées entre la colonie et la Métropole n'atteignaient pas le chiffre qu'on aurait pu espérer. Cet état de choses regrettable provenait notamment du mauvais régime

douanier en vigueur. Mais depuis le moment où l'on a adopté le régime de l'assimilation qui fait de la Cochinchine une province française et qui exonère de droits à leur entrée en France la presque totalité de ses produits, on a constaté une recrudescence notable dans les relations commerciales entre la France et sa colonie. C'est ainsi que l'exportation du riz en France et aux colonies françaises s'est élevée :

En 1898 à 142,000 tonnes.

En 1899 à 82,000 tonnes.

En 1900 à 112,000 tonnes.

En 1901 à 79,000 tonnes.

En 1904 à 250,000 tonnes.

Cependant c'est toujours vers la Chine que se dirige la plus grande proportion de la production de riz. L'exportation a été pour ce pays :

En 1898 de 260,000 tonnes.

En 1899 de 260,000 tonnes.

En 1900 de 204,000 tonnes.

Ce trafic donne lieu à un important mouvement de remises, source de revenus pour la Banque. Les opérations locales d'escompte prennent aussi un grand développement. Ces opérations ont parfois dû être réduites, afin d'éviter des mécomptes comme ceux qu'éprouva la Banque de l'Indo-Chine en 1889. On avait voulu accroître les opérations directes d'escompte traitées avec les Annamites, satisfait que l'on était des premiers résultats obtenus, mais une mauvaise récolte qu'on ne pouvait d'ailleurs prévoir fit que les effets impayés furent nombreux et que l'on se vit dans l'obligation de réduire ces opérations.

Les prêts sur récoltes ont pris aussi une grande extension quoiqu'ils ne donnent pas encore tout ce qu'on serait en droit d'attendre de ce genre d'avances.

La Banque de l'Indo-Chine y trouve cependant une source importante de revenus.

La Banque participe à la création d'entreprises commerciales ou industrielles, publiques ou privées. Elle prête son appui aux négociants et aux industriels français qui s'établissent en Cochinchine ; mais il faut bien dire que les usines françaises supportent difficilement la concurrence chinoise qui a plus de moyens, plus de facilités, et qui connaît mieux le pays.

Ainsi que nous l'avons dit, la Cochinchine est un pays essentiellement agricole ; depuis quelque temps on essaie d'introduire dans le pays la culture du coton ; si elle réussit, elle pourra donner lieu à une extension des transactions avec l'Europe. On commence également à acheter l'opium du Yunnan qui, s'il est un peu inférieur à l'opium indien, est par contre meilleur marché.

Quoi qu'il en soit, c'est toujours la Chine qui est le principal facteur des transactions commerciales. Les affaires conclues avec l'Europe sont beaucoup moins importantes. Mais elles s'accroissent et s'accroîtront toujours, et la Banque de l'Indo-Chine ne peut que devenir des plus florissantes à Saïgon, où le mouvement commercial s'est élevé, par exemple, à 175,413,828 francs en 1899 et à 259,612,887 francs en 1903.

Haïphong

La succursale d'Haïphong ouvrit ses guichets en avril 1885. Les résultats qu'elle obtint furent de suite satisfaisants : les opérations portèrent, au début, sur l'escompte local, les importations. Les exportations étaient encore peu nombreuses. Les affaires augmen-

tent d'intensité à mesure que le pays se voit doté de l'outillage indispensable à son développement économique. Les ressources du Tonkin sont nombreuses et incontestables ; mais, pour être mises en valeur, elles ont besoin de capitaux. C'est ainsi que le sous-sol du Tonkin offre des richesses considérables. Dès 1890, une Société se constitua pour l'exploitation des mines du Tonkin. Aujourd'hui, le zinc et l'étain sont exploités activement, et la production minière tient une place importante dans l'exportation du Tonkin.

Le sol du Tonkin est fertile. Le Tonkin a tout intérêt à développer les cultures riches et à ne pas se cantonner dans la production du riz. La fertilité du sol et la superficie cultivable augmenteront lorsque seront effectués les travaux d'endiguement, de canalisation et d'irrigation nécessaires. Avant que les Européens ne soient installés à Haïphong, l'exportation du Tonkin était nulle, mais l'influence française s'est fait sentir, et la Banque de l'Indo-Chine a joué un rôle important dans le développement de la place. Elle a aidé de son appui et de son crédit les industries naissantes ; elle a contribué à la création de sociétés industrielles ; elle a, par les rapports de ses agents, attiré l'attention des pouvoirs publics sur l'utilité qu'il y aurait à développer les voies de communication et à entreprendre certains travaux destinés à faciliter la production agricole.

Les affaires avec la Chine se sont développées ; celles avec la Métropole, si peu importantes lors des débuts de la succursale de Haïphong, commencent à être actives ; en 1899, les exportations s'élèvent à 19.500.000 francs. Le chemin de fer du Yunnan augmente considérablement le trafic du Tonkin. L'attention se porte sur les mines de zinc et d'étain. Le Tonkin tire de plus en plus parti de ses ressources naturelles si variées, au nombre desquelles apparaissent

aujourd'hui, outre le riz et le maïs, les produits miniers, notamment ceux que nous venons d'indiquer.

Les affaires de la Banque de l'Indo-Chine trouvent donc à Haïphong des aliments nombreux et variés. Outre les escomptes locaux, les exportations et importations lui sont des occasions d'achats de remises et de ventes de tirages. L'agriculture, qui tend à se développer de plus en plus, a besoin de capitaux et les avances sur récoltes, introduites en 1895 au Tonkin, prennent de l'extension. La contribution de la Banque de l'Indo-Chine à de nombreuses entreprises industrielles et commerciales, publiques ou privées ; sa participation aux emprunts émis par le gouvernement, sont pour elle de nouvelles sources de revenus. L'activité commerciale de Haïphong et les progrès constants réalisés par cette place assurent à l'agence de la Banque de l'Indo-Chine une importance notable et font d'elle l'une des plus riches parmi toutes celles de cet établissement.

Hanoï

Lorsque la Banque de l'Indo-Chine s'installa à Hanoï, en 1888, la place n'avait pas encore une grande importance commerciale. Là comme ailleurs, le besoin de capitaux se faisait sentir. Mais l'influence française ne tarda pas à porter ses fruits, et les affaires progressèrent en même temps que se terminait la pacification du pays. Dès 1893, un courant d'importations se manifeste : l'Angleterre et Bombay envoient au Tonkin des filés de coton. Les travaux publics sont activement menés, surtout en ce qui concerne ceux destinés à relier Hanoï à la frontière de Chine. La culture prend de l'extension : on cultive le riz, le maïs. La sériciculture se développe et les

soies du Tonkin s'améliorant, commencent à être appréciées des soyeux de Lyon. Des filatures de coton s'établissent à Hanoï. La population européenne s'accroît dans de notables proportions, et les travaux entrepris pour l'amélioration des conditions de l'agriculture se terminent vers 1906.

La Banque de l'Indo-Chine trouve des sources d'opérations fructueuses dans l'escompte local des remises sur l'Europe et l'Extrême-Orient ; les avances sur récoltes s'élèvent, en 1898, au chiffre de 15,000 ₮ réparti sur un millier de prêts. Elles peuvent prendre un grand développement, même pour ce qui est des plus petits prêts, et les emprunteurs peuvent toujours être assurés du concours de la Banque. Celle-ci contribue à la fondation de sociétés industrielles et commerciales, aux opérations nécessitées par la construction et l'exploitation des chemins de fer du Yunnan.

Comme les entrepreneurs de travaux publics, une fois achevée leur tâche, ont quitté la colonie en 1906 et que disparaît ainsi un important débouché de toutes les marchandises importées, il faut espérer que les négociants de la place sauront éviter l'écueil auquel se sont heurtés les négociants des places chinoises au moment de la guerre russo-japonaise. Il faut espérer qu'ils n'auront pas fait des approvisionnements trop considérables dont l'écoulement serait difficile ensuite et entraînerait une crise qui aurait naturellement une répercussion fâcheuse sur les affaires de la Banque.

D'ailleurs, il semble bien que cette faute sera évitée, car, ces dernières années, on a remarqué une baisse sensible dans les importations. Les exportations, au contraire, sont en augmentation ; Hanoï a pris son essor, et la Banque de l'Indo-Chine peut compter sur une progression constante dans le chiffre de ses bénéfices sur cette place.

Pondichéry

C'est en 1877 que la Banque de l'Indo-Chine s'installa aux Indes. Au début, elle constata que les éléments d'opérations nécessaires à une banque d'émission lui faisaient défaut, et elle eut à lutter contre la concurrence des établissements anglais installés dans le voisinage, à Madras notamment.

La principale production de la colonie est constituée par les arachides : c'est la base du commerce du pays. De bonnes récoltes favorisèrent les années de début de la Banque de l'Indo-Chine. L'exportation abondante des graines oléagineuses vers Marseille donna lieu à un mouvement de papier important, et la Banque vit son chiffre d'affaires grossir rapidement.

Mais de mauvaises années survinrent ; la récolte des arachides diminua, les exportations s'amoidrirent et les opérations devinrent rares pour la Banque. Elles étaient minimales en 1898 ; par suite de la dégénérescence des graines employées pour les semences, le rendement des arachides était à peine suffisant pour les besoins de la colonie elle-même, et il n'y avait donc pas d'opérations commerciales à traiter. Mais, en 1899, on sema des graines importées du Sénégal, et la récolte fut meilleure. Elle n'a fait que croître depuis ce moment, et les affaires de la Banque de l'Indo-Chine ont augmenté en même temps que reprenait son importance le mouvement d'exportation vers Marseille. Il est regrettable que les pouvoirs publics aient été si longs à comprendre l'utilité vitale que constituait pour Pondichéry son rattachement par une voie ferrée à Cuddalore et au réseau anglais. Ce n'est qu'en 1905 que fut voté un projet d'emprunt pour sa construction. Malgré le temps perdu et l'importance ac-

quise par les ports anglais concurrents, il faut espérer qu'il ne sera pas trop tard pour ramener au port de Pondichéry le commerce d'exportation des arachides qui lui appartenait autrefois pour la totalité, mais dont il s'est vu ravir la moitié par les ports du sud de l'Inde.

On pourrait peut-être développer le commerce des guinées entre Pondichéry et la Cochinchine, mais il faudrait pour cela augmenter la fabrication de ces toiles. Il semble qu'il y ait là un rôle à jouer pour la Banque. Elle pourrait prêter son appui et son crédit aux industries naissantes et leur aiderait à se développer. Elle doit aussi venir en aide aux acheteurs d'arachides et leur consentir des avances pour leur permettre d'acquérir leur stock. Elle possède, d'ailleurs, des magasins où sont déposées les marchandises qu'on lui remet en nantissement. Mais la Banque de l'Indo-Chine doit prendre garde aux opérations présentant un caractère par trop spéculatif et ne pas accorder un crédit trop considérable aux négociants qui s'y adonnent.

Nouméa

C'est le décret du 20 septembre 1888 qui décida l'établissement d'une succursale de la Banque de l'Indo-Chine en Nouvelle-Calédonie, en remplacement de la banque spéciale à cette colonie qui avait été liquidée. Les guichets de la nouvelle succursale s'ouvrirent le 17 septembre 1888.

Dès les débuts on constata qu'il faudrait apporter beaucoup de prudence à la conclusion des opérations, mais qu'on pouvait aussi espérer des bénéfices. Les deux principales sources d'affaires sont l'élevage et l'exploitation minière, notamment celle du nickel. La

prospérité de la colonie est étroitement liée à l'exploitation plus ou moins intense des mines de nickel : si cette exploitation se ralentit, le commerce se ralentit également.

L'agriculture semble pouvoir prospérer dans ce pays. La culture du café y réussit; malheureusement la Banque de l'Indo-Chine, d'une façon générale, doit s'abstenir de prêter son appui aux cultivateurs et les prêts sur récoltes n'existent pas en Nouvelle-Calédonie.

Des contrats ont été passés entre l'Administration locale et les éleveurs, qui assurent à ces derniers des prix rémunérateurs leur permettant d'apporter à leur installation les améliorations nécessaires, de façon à obtenir du bétail un bon rendement. Il faut que les pouvoirs publics continuent à soutenir l'élevage en Nouvelle-Calédonie pour encourager ceux qui s'y livrent. De la sorte, les crises qui agitent la colonie seront, sinon évitées tout à fait, du moins amoindries dans de notables proportions et les affaires pourront prendre un essor plus considérable.

Ces dernières années, d'importantes expéditions de minerais de cuivre, de nickel, de chrome, de cobalt ont été effectuées et cette exportation constitue la principale source d'affaires et de revenus pour la Banque de l'Indo-Chine. Le mouvement d'affaires pour la Nouvelle-Calédonie s'est élevé en 1899 à 11,488,000 francs pour les importations, et à 8,913,000 francs pour les exportations. Ces dernières doivent augmenter et il doit s'établir un jour une balance commerciale en faveur de la colonie ; sa prospérité sera du coup assurée et par contre-coup celle de la Banque de l'Indo-Chine le sera également.

Papeete

La création de cette succursale fut demandée par le gouvernement ; le 5 décembre 1905, un décret l'institua. Son importance n'est pas des plus grandes ; néanmoins, elle est au centre de nos possessions d'Océanie et peut être appelée à prendre un certain développement.

Il y a des sources d'affaires assez importantes et qui, surtout, le deviendront. C'est ainsi que la Compagnie française des Phosphates de l'Océanie a été instituée pour l'exploitation des phosphates dans les îles Pomotou, et qu'on récolte à Tahiti la vanille, le coprah, la nacre.

La Banque de l'Indo-Chine a contribué pour une large part à l'assainissement du régime monétaire de nos possessions d'Océanie. Les piastres chiliennes dépréciées qui y avaient cours en ont disparu. Des usages commerciaux plus réguliers tendent à s'établir de jour en jour davantage, et la clientèle ne paraît pas réfractaire à l'emploi des traites documentaires.

Il est probable que cette succursale prendra son essor comme les autres lorsqu'elle sera depuis plus longtemps établie et que son utilité apparaîtra mieux aux habitants de la colonie. Il faut souhaiter aussi que les colons français soient plus nombreux dans nos possessions d'Océanie ; car tout se tient : si les colons sont plus nombreux, le trafic augmentera, les compagnies de navigation sûres de trouver à Papeete du fret en quantité suffisante, enverront plus souvent des navires y toucher. Les communications seront ainsi plus faciles, plus rapides et les affaires de la Banque de l'Indo-Chine deviendront de plus en plus nombreuses et rémunératrices.

Djibouti

La succursale de Djibouti est la plus récemment créée : elle a commencé ses opérations le 5 janvier 1908. Cette agence a été demandée par le gouvernement et ne s'est fondée, en somme, que pour assurer le service de trésorerie et à cause des travaux du chemin de fer qui occasionnaient un important mouvement de fonds. La Banque de l'Indo-Chine est en corrélation étroite avec la Compagnie chargée de la construction et de l'exploitation du chemin de fer. Elle verra croître son importance lorsque Djibouti sera relié à Harrar, Diré Daroua et Addis-Abeba. Au point de vue politique, la Banque de l'Indo-Chine a un rôle à jouer : elle doit s'efforcer de faire triompher au point de vue commercial l'influence française sur toutes les régions d'Abyssinie où elle pourra atteindre ; elle est aidée en cela par les pouvoirs publics. C'est ainsi qu'en 1908 un traité destiné à favoriser le développement du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, fut conclu entre Ménélick et le gouvernement français. Le Négus s'engageait en outre à protéger la sécurité de tous ceux qui voyageraient sur le territoire abyssin.

La Banque a à lutter contre la routine, les vieux errements ; elle a à détruire les légendes que font courir sur son compte les Indiens banians, usuriers et malhonnêtes, pour conserver la clientèle des Arabes. Nouvelle venue sur la place, elle a su déjà se faire apprécier des négociants européens (1), qui ont compris sous quelle forme et dans quelle mesure le commerce peut recourir à son concours.

(1) Il y a à Djibouti 8 négociants français, 10 marchands étrangers, ayant une certaine importance.

Au point de vue agricole, le sol offre des ressources. On pourrait tenter avec succès la culture du coton, celle des dattiers, la culture maraîchère, dont les produits trouveraient à Aden un écoulement facile. Ce serait là pour la Banque de l'Indo-Chine la source d'intéressantes opérations.

Actuellement, la Banque se livre à l'achat et à la vente des monnaies ; elle effectue des recouvrements sur Djibouti, Harrar, Addis-Abeba. Elle a à soutenir la concurrence que lui fait la Bank of Abyssinia, installée à Addis-Abeba et bien placée pour conclure les meilleures affaires.

Mais l'achèvement des chemins de fer Ethiopiens, celui des travaux du port, la construction des Magasins généraux, donneront à Djibouti une importance de plus en plus grande et on peut espérer voir cette place devenir un jour le port servant à l'exportation, non seulement de l'Abyssinie, mais encore de tout le territoire des Somalis. Si le port de Djibouti ne peut espérer concurrencer Aden, dont la situation géographique se prête mieux à l'escale des lignes de navigation d'Extrême-Orient, il peut néanmoins acquérir un grand développement et devenir un centre d'affaires considérable. La Banque de l'Indo-Chine recueillera alors le fruit des sacrifices et des efforts qu'elle se sera imposés.

§ II. — Les agences situées dans les pays de protectorat : au Cambodge, Pnom-Peuh et Battambang. — En Annam, Tourane.

La Banque de l'Indo-Chine possède des agences dans les pays soumis au protectorat français et dans ceux où, simplement, l'influence française se fait sentir. C'est ainsi qu'elle est établie au Cambodge et en

Annam et qu'elle peut légitimement espérer voir s'accroître dans ces pays le nombre de ses comptoirs.

Pnom-Penh

Le gouvernement désirait que la Banque créât une agence dans la capitale du Cambodge. Le 12 décembre 1890 fut signé le décret la constituant : elle ouvrit ses guichets le 22 février 1891.

Au début cette agence ne fut qu'une annexe de Saïgon, mais elle ne tarda pas à acquérir son importance propre, lorsque les douanes à la sortie du Cambodge furent supprimées et que le royaume entra dans le système douanier de la Cochinchine. En 1895 le Mékong fut ouvert à la navigation ; ainsi fut détourné vers Saïgon le trafic du Laos qui se dirigeait auparavant sur Bangkok. La navigabilité du fleuve permet de tirer parti du traité conclu avec le Siam en 1893 et aux termes duquel les produits des riches provinces siamoises d'Angkor et de Battambang doivent se diriger par le Cambodge vers le Mékong. Un arrangement pris avec l'Angleterre corrobora ce traité en plaçant les deux provinces suscitées dans notre sphère d'action.

Dès 1897, les remises sur Saïgon augmentèrent notablement, les opérations d'escompte local prirent du développement. Des maisons chinoises de Cholon se sont installées à Pnom-Penh et cherchent à pénétrer dans le Cambodge, élargissant ainsi le champ d'opérations de la Banque.

Le Cambodge est un pays des plus fertiles. Outre le riz, on y cultive le coton, le poivre. L'agriculture se développera encore quand les voies de communication s'amélioreront et deviendront plus nombreuses, facilitant ainsi l'écoulement des produits.

Il est difficile de donner un grand développement aux prêts sur récoltes au Cambodge. Les habitants n'hésitent pas à emprunter, mais ils ne pensent pas à se libérer. Comme d'après les lois du pays, lorsqu'ils ne peuvent s'acquitter, il leur est loisible d'entrer comme esclaves au service de leurs prêteurs, ils n'épargnent pas pour être en mesure au moment de l'échéance. Cette façon d'agir est admissible pour les prêteurs indigènes, mais elle est incompatible avec les exigences d'un établissement de crédit, et la Banque de l'Indo-Chine sera obligée de ne pas consentir de prêts sur récoltes jusqu'au jour où les Indigènes auront adopté des coutumes commerciales plus modernes.

Mais Pnom-Penh n'en est pas moins un centre commercial prospère, dont le chiffre d'affaires croît chaque année et où la Banque de l'Indo-Chine réalise des bénéfices importants.

Tourane

Le gouvernement français avait consenti des avances au protectorat d'Annam pour lui permettre d'attendre la rentrée des impôts : il est probable que cette circonstance n'a pas été étrangère à la création de l'agence de Tourane, qui fut fondée par arrêté ministériel du 7 mars 1891 et qui ouvrit ses guichets au mois d'août de la même année.

Au début, elle fut rattachée à l'agence de Saïgon, puis à celle d'Haïphong, mais bientôt elle acquit son autonomie. Elle est destinée à prendre un développement important à cause de la proximité des centres miniers qui entourent la place et parce que Tourane est un port qui peut arriver à un trafic considérable.

L'agriculture, comme dans toute l'Indo-Chine, y est florissante. On cultive la cannelle, le thé, le café,

le jute. Ces derniers produits et notamment le thé sont des éléments d'exportation pour l'Europe. Dès 1899 l'exportation du thé s'est élevée à 150,000 kilog.

La France a fourni de remarquables efforts en Annam et la Banque de l'Indo-Chine a contribué au développement du commerce de Tourane. Actuellement, les Annamites qui, en 1890 encore, étaient habitués surtout aux échanges par voie de troc, commencent à se faire aux usages commerciaux de l'Occident et à reconnaître les avantages que peuvent leur donner un établissement de crédit. Il n'est pas douteux que ces progrès s'accroissent dans l'avenir. Le port de Tourane, dans lequel on a construit des docks et des appontements à l'ilot de l'Observatoire, est appelé à se développer. La Banque de l'Indo-Chine recueillera à Tourane les bénéfices auxquels lui donne droit son esprit d'initiative et d'entreprise.

Battambang

La province de Battambang, qui fut rétrocédée par le Siam au Cambodge en 1907, est soumise à l'influence française. La Banque de l'Indo-Chine y avait ouvert une agence le 1^{er} août 1904.

Battambang est encore très éloigné de la mer, très isolé en raison des difficultés de la navigation et de la rareté des moyens de transport. Lorsque les conditions de la navigation seront améliorées, la Compagnie des Messageries fluviales pourra augmenter le nombre de ses bateaux et en accélérer la marche ; l'enlèvement des récoltes se fera ainsi plus facilement et plus sûrement.

Le mouvement commercial prendra ainsi de l'extension et la Banque de l'Indo-Chine y trouvera sa part de bénéfices.

§ III. — Les agences à l'Étranger ; en Chine : Pékin, Tien-Tsin, Shanghai, Hankéou, Hong-Kong, Canton. — Au Siam, Bangkok. — Dans les Straits Settlements, Singapore.

Lors de sa création, la Banque de l'Indo-Chine n'était destinée qu'à être une banque coloniale proprement dite, et son champ d'opérations devait se borner aux colonies françaises d'Extrême-Orient. Mais le gouvernement français s'aperçut du parti que l'on pouvait tirer de cet établissement de crédit au point de vue de l'expansion commerciale française. Déjà les Anglais étaient installés en Chine, dans les Straits Settlements, leurs banques, connues et appréciées des Chinois, rendaient des services considérables à leurs nationaux et leur facilitaient la conclusion et le règlement de leurs affaires. D'autre part, leur influence s'étendait en Chine, ils étaient consultés et écoutés en matière financière et commerciale ; ils risquaient de drainer à eux tout le commerce d'Extrême-Orient et d'en faire profiter la seule Angleterre.

Aussi le décret du 20 février 1888, qui porte modification aux statuts primitifs de la Banque de l'Indo-Chine, décide-t-il qu'elle « sera tenue d'ouvrir des agences dans les ports de la Chine, du Japon, de la mer des Indes et de l'océan Pacifique qui lui seront désignés » et que « l'établissement de ces agences sera autorisé par arrêté du Ministre de la Marine et des Colonies après avis conforme du Ministre des Affaires Étrangères ». Ces dispositions se trouvent confirmées et élargies dans les statuts de 1900 : ce n'est plus seulement dans les ports que la Banque pourra être appelée à ouvrir des succursales, ce sera dans toute l'étendue des pays étrangers d'Extrême-Orient.

A vrai dire, la Banque hésitait à accepter les condi-

tions nouvelles, et ce ne fut pas non plus sans de longues réflexions que le gouvernement se décida à confier à la Banque le soin de s'occuper des intérêts commerciaux français en Extrême-Orient. On se demandait s'il ne vaudrait pas mieux favoriser l'établissement d'une autre banque dans les comptoirs et places étrangers et cantonner dans les colonies françaises la Banque de l'Indo-Chine pour la maintenir dans son rôle de banque coloniale. Mais on pensa qu'on avait tout avantage à favoriser l'extension de cette dernière, que son fonctionnement très autonome différenciait beaucoup des autres banques coloniales ; les résultats qu'elle avait obtenus, les progrès accomplis en peu de temps étaient des sûrs garants de ce qu'elle pouvait espérer faire, et les décrets des 20 février 1888 et 16 mai 1900 l'investirent de fonctions nouvelles en même temps qu'ils prorogeaient son privilège.

La Banque n'a pas de risques à courir : on ne lui impose pas, à proprement parler, la création d'agences nouvelles, on la lui demande. Et il n'est pas douteux que si la création d'un comptoir demandé par le gouvernement paraissait au Conseil d'administration de la Banque inutile ou dangereux, il n'est pas douteux que l'opinion de ce Conseil prévaudrait et qu'il ne serait pas donné suite au projet formé. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu lieu pour la Banque, de regretter la clause nouvelle introduite dans ses statuts en 1888 et 1900. Il semble, au contraire, qu'elle soit pour elle la source de bénéfices importants. Chaque création d'agence est une nouvelle porte ouverte à l'activité des agences déjà existantes ; les transactions augmentent, le champ s'en étend et il est à désirer, tant pour les progrès commerciaux français que pour ceux de la Banque de l'Indo-Chine, que celle-ci ouvre des agences de plus en plus nombreuses à

l'étranger, de façon à étendre de plus en plus ses ramifications.

Actuellement, la Banque de l'Indo-Chine possède huit agences situées en pays étrangers, dont six en Chine, une au Siam et une dans les Straits Settlements. Nous allons les passer rapidement en revue.

Hong-Kong

Un arrêté ministériel du 29 mars 1894 décida l'établissement d'une agence à Hong-Kong, agence qui ouvrit ses guichets le 1^{er} juillet de la même année. L'importance de cette place considérable est due à deux causes principales : d'abord sa situation sur la route maritime des ports du nord de la Chine et de la mer du Japon, et le fait qu'elle est le grand marché d'argent d'Extrême-Orient. Il y avait encore une autre raison pour ouvrir une agence à Hong-Kong : c'est que le commerce du riz est très actif entre Saïgon et cette place, où s'approvisionnent les négociants chinois, et qu'il était dès lors intéressant pour la Banque d'Indo-Chine d'y pouvoir continuer elle-même les opérations commencées dans notre colonie.

L'agence de Hong-Kong prit de suite une grande importance. Les affaires qui furent traitées au début furent des opérations traitées pour le compte de Saïgon et d'Haïphong et des avances sur marchandises à court délai. Ces dernières sont en constant développement ; elles sont fructueuses et ne font courir aucun risque. La Banque d'Indo-Chine effectue des achats de traites fournies sur les établissements de l'Inde (Bombay, Calcutta, Rangoon) par les raffineries de Hong-Kong et par les maisons Parsies faisant avec l'Inde le commerce des soies. La contre-partie est fournie par la vente des transferts télégraphiques aux impor-

tateurs des filés de coton ou d'opium indien. Les transactions commerciales sont importantes aussi avec le nord de la Chine, et la Banque de l'Indo-Chine y prend une part de plus en plus active.

Hong-Kong, avons-nous dit, est le marché d'argent le plus important d'Extrême-Orient. Ce fait est pour la Banque une source d'affaires ; mais les fluctuations incessantes du cours de l'argent rendent très difficiles, très délicates, la conclusion des ventes et des achats permettant la réalisation des bénéfices en arbitrage ; il faut extrêmement de prudence, il faut souvent attendre longtemps un cours favorable et, comme les circonstances commerciales ne permettent pas de choisir toujours le cours le plus propice à l'achat des remises ou à la vente des tirages, les bénéfices sont aléatoires qu'on peut retirer de ce genre d'opérations.

L'agence de Hong-Kong rendit des services importants lors de l'expédition de 1900. Elle prit une large part aux opérations de trésorerie nécessitées par la présence en Chine du corps expéditionnaire français. Son concours fut des plus effectifs : un inspecteur de la Banque fut adjoint au payeur général comme conseiller financier, et la connaissance qu'il avait des affaires du pays lui permit de rendre des services qui furent très appréciés. C'est là un exemple entre un grand nombre d'autres des services que peuvent rendre les agences étrangères de la Banque de l'Indo-Chine. Les circonstances dans lesquelles s'est manifestée ici l'utilité de l'agence de Hong-Kong étaient exceptionnelles, mais on ne saurait jurer qu'elles ne se reproduiront plus à l'avenir, et il est incontestable que pour l'achat des denrées, leur paiement, etc., un conseiller commercial au courant des mœurs du pays sera toujours d'un très grand secours à l'Intendance d'un corps d'occupation en Chine.

La prospérité de la place de Hong-Kong s'est rare-

ment ralentie. Si parfois des crises ont éclaté comme au moment de la guerre russo-japonaise, elles ont atteint surtout le commerce chinois et la Banque a toujours su rester en dehors d'elles. Son chiffre d'affaires a pu diminuer, mais elle n'a jamais eu des pertes à déplorer. La crise qui éclata en 1904 eut pour cause des spéculations énormes auxquelles s'étaient livrés les commerçants chinois sur l'opium, la soie, le coton, et qui eurent une désastreuse issue ; d'autre part, les Chinois espéraient réaliser des bénéfices du fait de la guerre : ils s'approvisionnèrent de gros stocks de marchandises et ne purent ensuite les écouler ; il en résulta un arrêt forcé dans les importations et un ralentissement dans les affaires.

Ce ralentissement n'eut d'ailleurs que peu de durée. Dès 1905 la place de Hong-Kong reprit son importance. Actuellement, la Banque de l'Indo-Chine a une situation acquise dans une place en plein essor, d'une très grande activité et d'une prospérité exceptionnelle. Bien qu'elle ait à lutter contre des banques étrangères importantes et notamment contre la Hongkong and Shanghai Banking Corporation, qui a son siège sur la place même, elle n'en occupe pas moins un rang fort honorable dans la concurrence internationale.

Shanghai

Bien que situé au cœur de la Chine, le port de Shanghai est presque entièrement aux mains des Européens. Les principales nations y possèdent des concessions. Le trafic qui se chiffre annuellement par 15,000,000 de tonneaux fait de Shanghai un des ports les plus importants du globe : la moitié des exportations et les deux tiers des importations de la Chine se font par Shanghai.

La nécessité pour le commerce français d'avoir

sur cette place un établissement de crédit de sa nationalité était évidente : ce sont toujours les maisons françaises qui occupent le premier rang pour le commerce des soies. Le gouvernement s'en rendit compte, la Banque de l'Indo-Chine reconnut quels avantages elle pouvait retirer de la création d'une agence dans ce port et le 5 juillet 1898, elle ouvrait ses guichets après y avoir été autorisée par un arrêté ministériel du 12 mars de la même année.

Les débuts de l'agence furent entravés par les troubles de 1900. A la première alerte, les banquiers chinois qui contractaient des emprunts à la Banque de l'Indo-Chine à un taux d'intérêt rémunérateur pour elle arrêtaient immédiatement leurs comptes et cessèrent leurs emprunts. Le commerce en général se ressentit vivement des troubles et le chiffre des affaires de la Banque de l'Indo-Chine n'atteignit pas, les premières années, le niveau que l'on pouvait espérer.

Néanmoins, même à cette époque, la Banque de l'Indo-Chine rendit d'importants services et réalisa des bénéfices. De même qu'à Hong-Kong, elle vint en aide, par ses conseils et son concours, au service de trésorerie du corps expéditionnaire. Elle fut également chargée d'encaisser les indemnités chinoises, non seulement pour le compte du gouvernement français, mais aussi pour ceux de l'Espagne et de la Belgique — du moins en ce qui concerne ce dernier pays — jusqu'à la fondation de la Banque Sino-Belge. Le directeur de l'agence de la Banque de l'Indo-Chine à Shanghai fut appelé à siéger dans la Commission internationale des banquiers qui avait pour mission de contrôler les opérations relatives au service des indemnités et de résoudre les questions financières s'y rattachant. Ce fait montre bien l'importance réelle de la Banque parmi les grands établissements installés à Shanghai.

De même qu'à Hong-Kong et plus vivement peut-être, on ressentit à Shanghai le contre-coup de la guerre russo-japonaise. Les marchandises furent amoncelées en quantités considérables et ne purent s'écouler. En outre, la fermeture des ports du nord de la Chine et de la Mandchourie fit diminuer les affaires à Shanghai, où ces places s'approvisionnent en temps ordinaire.

Mais ces crises ne durent pas. D'ailleurs, le commerce entre Shanghai et la France portant surtout sur la soie, les affaires ne subirent pas de grand ralentissement en ce qui concerne notre pays, et la Banque de l'Indo-Chine prêta toujours son appui aux négociants français. En outre, elle participa en 1906 à la création de la Compagnie des Tramways et d'Eclairage électriques de Shanghai. Actuellement, le commerce a repris toute son intensité ; le chiffre d'affaires de l'agence est toujours en progrès, et l'on constate que les grandes maisons étrangères s'adressent volontiers à elle, montrant ainsi qu'elles apprécient la solidité de l'établissement et sa façon sérieuse de travailler.

Canton

Un décret du 11 mars 1901 décida l'ouverture d'une agence dans cette ville. Les opérations, commencées le 1^{er} mars 1902, ont suivi une progression qui n'a été interrompue que peu de temps par la crise de 1904 qui fut générale dans les places commerçantes de Chine.

L'avenir de cette agence semble plein de promesses. La Banque de l'Indo-Chine consent des avances sur marchandises, sur matières, aux banquiers chinois, toutes opérations fructueuses et des plus

sûres. Elle prend une part notable au commerce des soies, qui constitue à Canton un vaste champ d'activité, puisque l'exportation s'est élevée à 48,000 balles en 1903 et donne lieu à peu près chaque année à un mouvement de traites documentaires que l'on peut évaluer à cent millions de francs.

En outre, le chemin de fer de Kawloon à Canton ouvrira à cette agence un nouveau champ d'opérations. Actuellement, les effets de la crise de 1904 ne se font plus sentir, la liquidation des stocks accumulés est terminée, la reprise des affaires avec l'Europe s'est effectuée avec intensité et l'agence de Canton ne peut que retirer un bénéfice de plus en plus grand de la situation florissante de la place.

Hankéou

Métropole importante du Yang Tse Kiang, Hankéou ne pouvait rester en dehors du rayon d'action de la Banque de l'Indo-Chine. Aussi, un décret du 11 mars 1901 décida-t-il la création d'une agence qui ouvrit ses guichets en mars 1902.

L'agence de Hankéou effectue toutes les opérations communes aux banques et plus spécialement elle négocie des remises, documentaires pour la plupart, émet des tirages sur la France et l'Angleterre, consent des avances aux exportateurs, avances consistant en ouvertures de crédit aux maisons de commerce établies sur la place et avantageusement connues. Ces avances sont remboursées par les négociants au fur et à mesure de l'expédition de leurs marchandises en Europe ou en Amérique, sous forme de remises documentaires que la Banque de l'Indo-Chine escompte. Naturellement, les efforts de la Banque tendent à aug-

menter le plus possible le chiffre de ses affaires avec les firmes européennes ou américaines, mais ce sont encore les avances aux banquiers chinois qui sont pour l'agence d'Hankéou, comme pour toutes celles de la Chine, la source la plus importante et la plus sûre de bénéfices. En effet, ces avances sont effectuées par l'intermédiaire du compradore, qui en garantit le remboursement et à des taux d'intérêts des plus rémunérateurs.

Les éléments du commerce à Hankéou sont fournis par le thé, les huiles de sésame, les cuirs, les peaux. Hankéou est le centre où la Russie vient s'approvisionner en thé ; cela explique que la guerre russo-japonaise ait eu une certaine répercussion sur le commerce de cette place et, par suite, sur les affaires de la Banque, car les exportations de thé vers la Russie ont forcément subi un certain ralentissement durant cette période troublée.

Mais Hankéou est destiné à voir croître son importance. C'est le centre vers lequel convergent les principales lignes de chemins de fer construites ou projetées. Et si l'on songe que dès 1905 les recettes atteignaient 10,000 piastres par jour sur la seule ligne d'Hankéou à Pékin où circulaient quotidiennement 10 trains, on peut prévoir qu'Hankéou deviendra de plus en plus, à mesure que se complétera le réseau des voies ferrées en Chine, la véritable métropole commerciale de ce pays. Il n'est pas douteux que la Banque de l'Indo-Chine doive trouver son avantage dans le développement des affaires et améliorer toujours sa situation. Dès aujourd'hui, malgré la concurrence qu'elle a à combattre, elle occupe en importance le second rang parmi les établissements de crédit établis à Hankéou, venant de suite après la Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation, et précédant la Chartered Bank of India Australasia and China, la Banque

Russo-Chinoise, la Deutsche Asiatische Bank, la Yokohama Specie Bank, etc.

Ce résultat acquis en si peu de temps permet de bien augurer de l'avenir.

Tien-Tsin

Cette agence n'ouvrit ses guichets qu'en septembre 1906 ; c'est dire qu'il est encore difficile de se rendre compte de sa situation. Néanmoins elle effectue dès ses débuts des avances sur promessory-notes et des avances aux banquiers chinois ; elle effectue des opérations d'arbitrage et se livre au commerce des métaux précieux. Tien-Tsin est en outre le centre d'un commerce important de fourrures susceptible de donner cours à un certain mouvement de remises et de tirages dont bénéficiera la Banque de l'Indo-Chine.

Actuellement la place de Tien-Tsin tente de sortir d'une crise où l'imprévoyance des commerçants chinois l'a plongée, la Chambre de Commerce chinoise, après avoir déterminé les causes de cette crise et l'avoir trouvée d'abord dans les troubles de 1900, puis dans les approvisionnements exagérés effectués durant la guerre russo-japonaise et dont il fut impossible de se débarrasser ensuite, propose comme remède de laisser du temps aux commerçants indigènes pour se libérer de leurs dettes. Il semble bien, à vrai dire, qu'il faille agir de la sorte.

Une autre cause du trouble commercial est l'instabilité du cours du sycée qui est la monnaie locale, et l'irrégularité de son titre. Des pourparlers sont engagés entre les directeurs des banques européennes et la Chambre de Commerce chinoise, pour unifier le cours du sycée. Il faut espérer que lorsque ces pourparlers auront abouti, il y aura déjà un grand pro-

grès d'accompli et que l'activité commerciale reprendra son cours à Tien-Tsin.

Il ne semble pas que l'avenir de la Banque sur cette place doive être moins brillant que sur les autres places chinoises. D'après sa situation géographique, Tien-Tsin semble être appelé à devenir un jour l'intermédiaire entre Pékin et la mer. Comme la Banque de l'Indo-Chine possède dès maintenant une agence dans cette capitale, le développement de celle de Tien-Tsin sera assuré lorsque le réseau du chemin de fer sera complet et que les relations commerciales pourront s'établir facilement entre les diverses places.

Pékin

L'agence de Pékin est, comme celle de Tien-Tsin, une agence encore jeune, puisqu'elle ne commença à fonctionner qu'en juillet 1906. Son installation fut particulièrement difficile et délicate. Il fallut de nombreuses démarches, de longs pourparlers pour acquiescer à des conditions raisonnables, dans un quartier sûr, un immeuble pouvant servir à l'établissement de la Banque.

Les Chinois ont recours difficilement et à regret aux banques européennes, et cette répulsion qu'ils éprouvent est sensible plus qu'ailleurs à Pékin, dont les habitants sont en général xénophobes et vivent à côté des Européens sans jamais vouloir se mêler à eux.

En somme, l'agence de la Banque de l'Indo-Chine à Pékin est presque autant diplomatique que commerciale. Elle est pour le gouvernement français un excellent organe d'influence et ses agents servent d'intermédiaire entre la France et la Chine, non seulement pour favoriser le développement au commerce, mais

aussi pour entretenir des relations entre les deux pays.

La Banque de l'Indo-Chine a déjà su à plusieurs reprises répondre à ce que le gouvernement attendait d'elle. C'est ainsi qu'elle a consenti des prêts à diverses personnalités chinoises (au vice-roi de Mandchourie, par exemple), et que, plus récemment, elle a, de concert avec la Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation, couvert un emprunt de 5,000,000 de livres sterling, contracté par le gouvernement chinois pour faire face au remboursement des obligations du chemin de fer de Hankéou à Pékin. Des opérations de ce genre sont fructueuses pour la Banque de l'Indo-Chine non seulement d'une façon immédiate, mais encore parce qu'elles lui assurent pour l'avenir la faveur et le concours du gouvernement chinois.

La Banque de l'Indo-Chine a à lutter, à Pékin, contre bien des influences étrangères. Allemands, Anglais, Russes, Américains, Belges cherchent par tous les moyens à faire triompher leur pays aux dépens des autres dans la lutte commerciale. Les compétitions sont ardentes sur cette place qui n'est encore qu'entr'ouverte au commerce étranger, mais qui doit devenir des plus importantes, d'abord parce qu'elle est la capitale du Céleste-Empire, et aussi parce que le chemin de fer la reliera un jour aux centres principaux comme il la relie déjà à Hankéou et à Kazan. Il y a beaucoup à faire à Pékin pour la Banque de l'Indo-Chine. Mais il est nécessaire d'aller vite ; il faut que le gouvernement français prête un concours effectif à la Banque ; il faut qu'une grande latitude soit laissée au directeur de l'agence pour lui permettre de se plier — du moins dans une certaine mesure et comme le font les autres banques — aux exigences des commerçants, comme à celles du gouvernement chinois.

Nous avons ainsi passé en revue les agences de la Banque de l'Indo-Chine en Chine. D'une façon générale, elles sont créées depuis un petit nombre d'années et ne sont pas encore arrivées à leur état normal. Dans toutes les places ouvertes aux étrangers, la concurrence est effrénée entre les établissements de crédit de nationalités diverses. Il faut faire des efforts considérables, consentir des facilités nombreuses aux Chinois pour conclure des affaires avec eux et il faut éviter, d'autre part, leurs tromperies et leurs ruses. La Banque de l'Indo-Chine a pu arriver à d'excellents résultats, et cela malgré l'étroitesse relative de ses statuts qui ne lui permettent pas des opérations aussi hardies que celles conclues parfois par les banques anglaises. Néanmoins, on peut bien augurer de l'avenir des agences de Chine. A mesure que le pays s'ouvrira davantage à la civilisation occidentale, à mesure qu'il adoptera nos usages commerciaux, le chiffre de leurs affaires augmentera et leurs bénéfices deviendront de plus en plus considérables.

Mais la Chine n'est pas le seul pays étranger où la Banque de l'Indo-Chine possède des établissements ; elle est installée encore au Siam, à Bangkok, et dans les Straits Settlements, à Singapore.

Bangkok

A la fin de l'année 1896, le gouvernement demanda à la Banque de l'Indo-Chine de fonder une agence au Siam où il n'existait que des établissements anglais. Il paraissait nécessaire d'avoir dans ce pays un établissement susceptible d'y appuyer nos intérêts. Bien que ceux-ci n'y fussent pas d'une grande importance, on pensait que la création d'un établissement de cré-

dit français présenterait des avantages et encouragerait notre commerce à s'étendre dans le pays.

L'Administration de la Banque, bien qu'elle ne se dissimulât pas les difficultés de la tâche qui lui incombait, n'hésita pas à adopter les vues du gouvernement, et, le 22 février 1897, elle ouvrit son agence, à laquelle un arrêté du 11 novembre 1896 avait donné l'existence.

Les débuts ne laissèrent pas que d'être laborieux, le terrain étant tout à fait nouveau et le Siam étant un pays où le commerce français était à peine représenté. Ses aspirations étaient naturellement tournées vers les contrées depuis longtemps en rapport direct et constant avec le gouvernement siamois. Néanmoins, la Banque entreprit de détourner à son profit une part au moins des affaires de la place et de démontrer au gouvernement et au commerce du Siam que son installation à Bangkok ne pouvait constituer qu'une ressource de plus pour le développement des transactions et de la prospérité du pays.

Malheureusement, il n'y avait point, au Siam, de maisons françaises ; notre infériorité en matière de commerce dans les pays lointains se manifestait au Siam plus qu'ailleurs. En 1895, sur quarante et une maisons étrangères établies dans ce pays, on en comptait trente anglaises, sept allemandes, trois italiennes, une américaine. Il appartenait à la Banque de l'Indo-Chine d'ouvrir la voie au commerce national et de lui fournir l'appui indispensable à ses entreprises dans un pays encore neuf, pour ainsi dire, pour lui, mais dont il doit pouvoir tirer un parti aussi avantageux que ses concurrents.

Car il existe au Siam d'importants éléments d'affaires. Les statistiques établissent qu'en 1895 le mouvement commercial s'est élevé à 120 millions de francs, dont la moitié environ consistant en exporta-

tions. Les produits essentiels du pays sont le riz et le bois de Teck. Ce bois que l'on ne trouve que dans la Birmanie et au Siam est apprécié pour les constructions navales : les constructeurs français auraient tout avantage à posséder au Siam des maisons compatriotes au lieu d'être obligés de s'adresser aux maisons étrangères qui profitent de leur monopole pour réaliser de plus beaux bénéfices.

Cependant, dès 1898, le chiffre d'affaires de la Banque de l'Indo-Chine à Bangkok dépassait 12 millions ; depuis, il s'est constamment accru : il s'alimente surtout par les affaires conclues entre le Siam d'une part et la Chine et les Détroits d'autre part, affaires traitées par des commerçants chinois, protégés français, s'adressant de préférence à une banque française. La Banque de l'Indo-Chine prend d'ailleurs une certaine part aux relations commerciales du Siam. Si l'on considère la situation économique du Siam, on n'hésite pas à s'abstenir malgré les résultats auxquels arrivent l'Angleterre et l'Allemagne qui voient chaque année s'augmenter leur chiffre d'affaires, la Banque traite des affaires d'une certaine importance avec les maisons allemandes.

Il faut souhaiter que le commerce français devienne plus hardi et que des maisons se fendent au Siam. Si l'on considère la situation économique du pays et si l'on observe qu'en 1905 le commerce général s'est élevé à 179,693,143 ticaux, dont 78,706,687 pour les importations, et 101,380,456 pour les exportations, on constate l'importance que doit prendre l'agence de la Banque de l'Indo-Chine à Bangkok. Elle est prête dès maintenant à accorder toute son aide au commerce national, il faut seulement que celui-ci vienne prendre sa part de l'exploitation du champ si fertile qui lui est offert.

Singapore

Singapore est en quelque sorte un entrepôt pour les opérations nombreuses qui se traitent entre Saïgon et les Philippines et Java. La nécessité s'imposait pour la Banque de l'Indo-Chine d'y posséder une agence. Elle fut créée par un décret en date du 14 avril 1904 et ouverte le 1^{er} mars 1905 ; une promulgation du gouvernement des Détroits lui accorda la reconnaissance légale.

La péninsule malaise exporte des métaux, surtout de l'étain (pour une quantité représentant 60 0/0 environ de la production mondiale en ce qui concerne celui-ci). C'est là un important élément de transactions. Mais la concurrence est très grande à Singapore et, là encore, l'infériorité du commerce français se manifeste malheureusement trop. De plus, Singapore tend à ne plus rester le seul grand port de la péninsule. Penang prend une importance de plus en plus grande et attire une certaine partie du trafic commercial, notamment le caoutchouc et l'étain.

Cependant l'agence de Singapore se développe constamment et rend surtout de grands services à la succursale de Saïgon.

Telles sont les agences de la Banque de l'Indo-Chine situées en pays étrangers. On voit, par leur situation géographique, que cet établissement occupe déjà un vaste champ d'opérations. Il est probable que le nombre de ses agences étrangères augmentera avec le temps, avec le développement commercial des pays d'Extrême-Orient, à mesure aussi que le commerce français deviendra plus entreprenant et ira porter au loin son activité. Il y a en Chine, notamment, bien des places ouvertes aux étrangers où la Banque de l'Indo-

Chine n'a point encore d'agence. Il faut souhaiter qu'elle arrive à s'y établir la première parmi les banques étrangères, elle y a tout avantage. Car de même qu'en droit, il vaut mieux être défendeur que demandeur, de même en matière commerciale, il est plus facile de lutter avec l'appoint d'une situation bien acquise contre une concurrence nouvelle, que de concurrencer au contraire des établissements installés depuis longtemps sur une place et parfaitement au courant des mœurs du pays et de ses usages commerciaux.

Nous avons vu succinctement ce qu'étaient les succursales et les agences que possède la Banque de l'Indo-Chine. Toutes, aussi bien celles situées dans nos colonies que celles de l'étranger, ont suivi depuis leur fondation une progression constante plus ou moins importante naturellement, suivant que les places où elles sont installées ont atteint un développement plus ou moins considérable.

Les unes sont purement commerciales et ont été fondées pour réaliser des bénéfices immédiats. Mais il en est également qui, en même temps que leur rôle commercial, ont à jouer un rôle diplomatique en quelque sorte. Elles doivent s'efforcer de combattre les influences étrangères et de faire triompher l'influence française. Il est certain que l'agence de Pékin, par exemple, arrivera plus tard à un chiffre d'affaires bien plus élevé que ceux qu'elle a atteints jusqu'à ce jour, mais, pour le moment, elle doit lutter tant contre les agents commerciaux des autres nations que contre la méfiance, contre l'hostilité des Chinois. La part importante prise par la Banque de l'Indo-Chine au dernier emprunt chinois est une victoire remportée sur le terrain financier, victoire qui permet de bien augurer de l'avenir. La Chine ne fait encore que

s'entr'ouvrir au commerce occidental. Son immense étendue, ses ressources considérables en feront un champ d'opérations des plus fertiles pour une banque, lorsque seront plus avancées les réformes entreprises ces dernières années et notamment lorsque les chemins de fer auront étendu davantage leur réseau. Il est évident que la Banque de l'Indo-Chine a tout intérêt à faire triompher dès maintenant sa manière de comprendre le commerce, à se rendre utile, indispensable si possible, tant aux négociants chinois qu'aux hommes politiques du pays. Elle recueillera un jour le fruit des efforts et des sacrifices qu'elle aura dû s'imposer pour se maintenir au premier rang des compétiteurs si nombreux qui briguent la suprématie commerciale en Chine.

Cette concurrence n'existe pas ou du moins les effets en sont considérablement atténués dans les colonies françaises. Ici, la Banque de l'Indo-Chine est privilégiée et arrive facilement à supplanter ses concurrentes. L'influence française est naturellement la seule qui s'exerce et les indigènes s'adressent à la banque française pour la conclusion de leurs affaires. En outre, la Banque est installée depuis un temps relativement long en Cochinchine et au Tonkin, tandis que ses agences étrangères sont encore toutes récentes. L'ensemble de ces circonstances explique que les chiffres d'affaires et les bénéfices réalisés par les comptoirs de la Banque de l'Indo-Chine dans nos colonies d'Extrême-Orient soient plus élevés que ceux des agences de Chine. Il semble qu'il existera toujours une différence au profit des premières, du moins tant que la Banque possédera la grande sécurité et la supériorité que lui donne son privilège.

(A) TABLEAU DES CHIFFRES D'AFFAIRES RÉALISÉS
DE 1875 A

ANNÉES	Saïgon	Pondichéry	Haïphong	Hanoï	Nouméa	Pnom-Penh	Tourane	Hong-Kong	Bang-Kok
1875	23.969.033 25								
1876	48.114.818 05								
1877	44.926.850 30	12.314.870 35							
1878	35.808.212 30	10.399.326 20							
1879	63.892.242 25	16.833.298 35							
1880	31.324.146 90	25.032.575 45							
1881	30.131.940 88	29.999.576 85							
1882	42.135.502 60	24.203.866 95							
1883	45.418.718 50	35.658.751 25							
1884	68.299.306 70	57.581.336 60							
1885	84.220.302 »	53.687.902 85	7.325.398 85						
1886	82.646.161 85	58.951.777 15	19.463.993 25						
1887	82.368.093 75	36.988.728 35	31.047.401 35						
1888	102.722.000 »	36.925.168 35	30.981.876 25						
1889	108.842.881 30	31.537.057 85	32.294.491 45		18.099.855 95				
1890	56.352.180 75 Et Pnom-Penh	26.281.608 40	34.132.231 20		22.169.983 18				
1891	63.999.486 05 Et Tourane	57.903.353 15	38.452.929 90		26.138.569 06				
1892	107.748.180 15	45.919.536 65	33.048.152 80		31.104.467 53				
1893	94.238.471 80 P.-Pnom et Hong Kg.	45.503.259 05	28.021.019 75		26.470.025 84				
1894	85.962.430 25	34.336.609 75	35.275.215 30		23.447.416 99				
1895	150.704.996 20	23.393.369 10	29.623.448 05		18.333.669 25				
1896	165.021.535 75 Et Pnom-Penh	15.893.509 85	41.538.310 95		22.495.119 70				
1897	122.707.556 05	17.189.035 20	45.229.302 65		19.272.014 68			82.855.908 05	12.652.013 10
1898	123.187.759 90	16.620.322 50	44.967.456 70		24.030.341 64			90.277.771 80	16.363.930 25
1899	172.664.917 » (seul)	21.700.645 20	52.585.739 75		20.835.345 41			86.422.896 »	19.428.983 05
1900	197.317.423 65	38.638.065 85	36.300.811 80	22.553.162 35	23.144.411 05	8.904.360 70	8.774.038 30	93.229.640 90	31.867.123 55
1901	216.498.321 80	78.701.163 05	43.355.964 55	29.644.892 90	28.838.047 84	11.688.167 30	9.618.617 95	99.133.282 60	47.441.276 50
1902	241.176.903 90	94.484.906 35	37.675.063 65	36.106.398 35	37.051.719 21	11.185.392 35	10.462.387 30	113.302.508 70	45.085.039 50
1903	259.324.592 35	95.799.782 75	25.965.032 75	45.789.083 15	37.818.485 75	8.639.516 20	11.028.805 »	123.845.456 49	50.068.059 75
1904									
1905									
1906									
1907									
1908									

(1) Ce tableau est aussi complet qu'il nous a été possible de l'établir. Les rapports du Conseil d'administration auxquels nous avons emprunté les chiffres ne donnent plus que le chiffre global. Cela explique les vides que nous avons dû laisser sous les noms des agences le plus récemment créées.

S PAR LA BANQUE DE L'INDO-CHINE

908 ⁽¹⁾

Shanghai	Canton	Han-Kéou	Battambang	Singapore	Papeete	Tien-Tsin	Pékin	Djibouti	TOTAUX
									23.969.033 23
									48.114.818 05
									57.241.720 65
									46.207.538.50
									80.725.540 60
									56.356.722 35
									60.131.517 73
									66.339.369 55
									81.077.469 75
									125.880.643 30
									145.233.603 70
									161.061.232 25
									150.404.223 45
									170.629.044 60
									190.774.286 53
									138.936.003 53
									186.494.338 16
									217.820.337 13
									194.232.776 44
									179.021.672 29
									222.055.482 60
									244.948.476 25
									299.905.829 73
									387.049.696 49
									441.648.029 01
									530.915.151 80
									695.114.533 59
									795.199.886 61
71.602.113 70									816.062.445 20
71.009.502 60									789.227.466 88
70.186.113 65									905.670.490 26
30.194.799 10									1.062.397.066 46
35.399.589 85	15.234.967 95	18.035 009 50							1.270.730.951 86
09.125.553 »	16.352.415 21	32.355.662 80			2.040.750 71				1.324.293.163 94

chiffres qui y figurent donnent jusqu'en 1904 les chiffres d'affaires réalisées par chaque comptoir séparément. Depuis cette date au contraire,

§ IV. — **Situation pécuniaire des Agences et Succursales. — Tableaux des progrès accomplis par elles. — Les bénéfices réalisés. — Accroissement des affaires de la Banque.**

Il nous reste à envisager les chiffres d'affaires réalisés par les succursales et agences de la Banque de l'Indo-Chine et les bénéfices effectués par cet établissement. En considérant le tableau A ci-contre on remarque que le chiffre total des affaires de la Banque de l'Indo-Chine a suivi une progression moins constante que celle suivie par les bénéfices : c'est que les affaires ont pu être moins abondantes, les récoltes de riz, par exemple, ont pu être en diminution, mais il n'en résulte pas pour cela que les opérations traitées aient été moins fructueuses ; s'il y a eu moins d'escompte, il a pu y avoir plus d'opérations d'arbitrage. C'est un des avantages de la Banque de posséder des agences nombreuses dans des pays variés. Si l'une d'elles voit diminuer une année son chiffre d'affaires, les autres lui viennent en aide, s'efforcent de trouver des opérations à conclure avec elles et lui procurent ainsi le moyen de reprendre son activité.

Le second tableau que nous donnons indique le montant des effets que possède la Banque de l'Indo-Chine en portefeuille à la fin de chaque semestre. On constate parfois que ce montant s'est abaissé d'une année à l'autre dans des proportions assez sensibles, et que des écarts anormaux existent entre les chiffres du premier semestre et ceux du deuxième. Ces différences proviennent en partie de l'importance des récoltes du riz en Indo-Chine. Suivant qu'elles ont été plus ou moins considérables, les effets remis à la Banque ont atteint un chiffre plus ou moins élevé. Il a pu arriver aussi que la Banque ait été obligée de restreindre momentanément ses opérations d'es-

Tableau indiquant le total des Effets en portefeuille au
30 Juin et au 31 Décembre de chaque année (Paris,
Succursales, Agences).

ANNÉES	PREMIER SEMESTRE	DEUXIÈME SEMESTRE
1876	3.400.084 61	3.743.749 40
1877	5.272.915 33	3.573.762 49
1878	4.048.027 52	4.461.948 87
1879	6.533.148 09	4.010.952 92
1880	4.525.676 68	3.639.025 »
1881	5.376.989 22	5.949.550 08
1882	7.375.920 31	3.369.732 64
1883	6.264.620 38	6.956.668 30
1884	10.366.139 49	6.133.528 38
1885	8.081.014 57	9.001.170 56
1886	11.186.414 39	11.334.977 97
1887	13.887.976 24	11.364.380 57
1888	14.951.172 42	13.919.434 45
1889	11.600.999 29	9.123.701 46
1890	11.586.086 08	9.886.508 01
1891	13.130.711 83	13.633.999 05
1892	14.338.849 67	10.556.455 32
1893	14.818.272 97	13.112.991 23
1894	15.604.813 24	15.553.060 44
1895	11.689.129 71	9.255.890 98
1896	9.755.507 74	10.542.660 49
1897	13.790.533 65	18.443.605 04
1898	15.575.328 23	17.717.240 51
1899	17.640.677 83	22.123.120 09
1900	16.454.087 53	21.852.946 40
1901	27.458.690 05	31.850.006 75
1902	34.605.160 »	37.662.857 »
1903	24.408.884 67	31.522.310 98
1904	30.940.496 32	35.290.611 68
1905	37.071.967 40	41.739.621 14
1906	41.905.411 97	49.814.606 45
1907	51.670.192 67	56.288.010 13
1908	52.848.858 97	48.165.989 92

compte et n'ait plus accepté autant de papier afin d'éviter des mécomptes que de mauvaises années auraient pu amener.

Mais, malgré ces circonstances, la progression suivie par le portefeuille de la Banque de l'Indo-Chine a été constante et l'on peut envisager avec satisfaction les résultats obtenus. Durant ces dernières années, et notamment depuis 1904, il n'y a plus eu aucune contraction et le portefeuille a accru constamment son importance.

Pour donner une idée juste des bénéfices réalisés par la Banque de l'Indo-Chine, nous avons pensé que le meilleur moyen était de dresser le tableau ci-dessus qui en indique le montant pour chaque semestre depuis 1875 à 1908. Les chiffres qui y sont portés représentent les bénéfices avant qu'aucun prélèvement statutaire n'ait été effectué. Les actionnaires ne se voient donc pas attribuer la totalité de ces bénéfices ; leur part ne leur est distribuée que lorsqu'on a alimenté le fonds de réserve statutaire, le fonds de prévoyance, lorsqu'on a distrait les sommes destinées à l'amortissement des frais de fabrication des billets de banque, etc.

Les chiffres ci-dessus sont éloquents par eux-mêmes ; leur progression est rapide et constante ; c'est surtout depuis 1900 qu'ils ont progressé avec le plus de rapidité. C'est que c'est aussi de cette époque que date la création de la plupart des agences étrangères qui ont donné un élan vigoureux à la vie économique de la Banque de l'Indo-Chine, élan dont ont profité les anciennes agences à l'activité desquelles s'ouvraient de nouveaux débouchés. En 1878, la Banque de l'Indo-Chine réalisait des bénéfices s'élevant à 182,847 fr. 69 ; en 1888 ils s'élevaient à 701,250 fr. 35, ayant augmenté en dix ans de 618,402 francs 66 ; de 1888 à 1898, ils restent presque station-

TABLEAU DES BÉNÉFICES NETS

réalisés par la Banque de l'Indo-Chine depuis 1875 à 1908

ANNÉES	PREMIER SEMESTRE	DEUXIÈME SEMESTRE	TOTAUX
1876	36.250 93	89.631 84	125.882 77
1877	97.423 87	99.969 84	197.393 71
1878	94.172 59	88.675 10	182.847 69
1879	117.075 21	99.552 54	216.627 75
1880	108.471 75	125.239 »	233.710 75
1881	130.241 57	108.314 40	238.555 97
1882	141.704 05	119.460 »	261.164 05
1883	138.155 50	132.764 95	270.920 45
1884	164.836 45	149.129 15	313.965 60
1885	177.982 38	215.671 78	393.654 16
1886	213.873 47	213.751 15	427.624 62
1887	208.181 39	215.685 50	423.866 89
1888	345.904 49	355.345 86	701.250 35
1889	292.484 91	291.185 50	583.670 41
1890	300.287 54	285.273 73	585.561 27
1891	293.869 47	289.424 88	583.294 35
1892	294.821 49	299.954 46	594.775 95
1893	287.784 27	295.772 13	583.556 40
1894	282.691 64	302.103 94	584.795 58
1895	286.666 35	359.093 70	645.760 05
1896	348.275 95	380.530 »	728.805 95
1897	352.844 84	379.689 78	732.534 62
1898	374.469 03	369.773 31	744.242 34
1899	365.076 09	371.589 38	736.665 47
1900	368.041 32	756.569 67	1.124.610 99
1901	886.410 03	903.379 75	1.789.789 84
1902	876.756 03	1.018.614 50	1.895.370 53
1903	1.034.458 22	1.185.471 02	2.219.929 24
1904	1.184.325 84	1.201.724 84	2.386.050 68
1905	1.338.315 38	1.327.519 45	2.665.834 83
1906	2.019.305 78	2.007.846 53	4.027.152 31
1907	2.012.104 71	2.222.520 51	4.234.625 22
1908	2.236.192 53	2.210.277 83	4.446.470 36

naires, passant à 744,242 fr. 34, en augmentation de 42,991 fr. 99 seulement. En 1908, enfin, ils ont passé à 4.446.470 fr. 36, ce qui fait pour la dernière décade une augmentation de 3,702,228 fr. 02. Or, en se reportant aux dates de création des agences, on voit que, durant cette période qui va de 1888 à 1898, il a été ouvert quatre agences seulement et qui ne sont pas des plus importantes. Au contraire, les agences de Chine sont postérieures à 1900 ou, du moins, n'ont commencé à compter qu'à cette époque. Il n'est donc pas douteux qu'il y ait un rapport de cause à effet entre la création de ces agences étrangères et l'accroissement considérable des bénéfices de la Banque de l'Indo-Chine : c'est là une marque tangible des excellents résultats qu'a eu le décret de 1900 donnant à celle-ci la possibilité de s'établir en pays étranger.

La part attribuée aux actionnaires dans la répartition des bénéfices a sensiblement varié depuis la fondation de la Banque. Elle est plus élevée maintenant qu'elle ne le fut à aucune époque. Le dividende annuel servi aux actionnaires classe les titres de la Banque de l'Indo-Chine parmi les meilleurs et les plus prisés.

Il faut considérer en outre que les actions de la Banque ne sont libérées que pour un quart et que, si elles sont de 500 francs, les acheteurs n'ont en réalité déboursé encore que 125 francs sur chacune. Le calcul de l'intérêt produit ne doit donc porter que sur cette dernière somme pour être parfaitement exact et on voit de suite combien il est avantageux de posséder des actions de la Banque de l'Indo-Chine (1).

(1) Ces considérations ne peuvent naturellement s'appliquer qu'aux actions achetées au prix d'émission. Le taux de l'intérêt ne serait plus de beaucoup aussi élevé pour une personne qui achèterait une action de la B. I. C., au cours actuel qui est de 1,500 francs environ.

Le dividende distribué en 1900 s'est élevé à 25 fr., ce qui représente pour un capital de 125 fr. un intérêt de 20 0/0.

En 1901, le dividende s'est élevé à 30 fr., ce qui représente un intérêt de 24 0/0.

En 1902, le dividende s'est élevé à 32 fr. 50, ce qui représente un intérêt de 26 0/0.

En 1903, le dividende s'est élevé à 37 fr. 50, ce qui représente un intérêt de 30 0/0.

En 1904, le dividende s'est élevé à 40 fr., ce qui représente un intérêt de 32 0/0.

En 1905, le dividende s'est élevé à 45 fr., ce qui représente un intérêt de 36 0/0.

En 1906, le dividende s'est élevé à 45 fr., ce qui représente un intérêt de 36 0/0.

En 1907, le dividende s'est élevé à 48 fr., ce qui représente un intérêt de 38 fr. 40 0/0.

En 1908, le dividende s'est élevé à 48 fr., ce qui représente un intérêt de 38 fr. 40 0/0.

Les progrès accomplis par la Banque de l'Indo-Chine jusqu'à ce jour, et que mettent en évidence les différentes statistiques que nous avons cherché à établir, prouvent la bonne marche de ses affaires. Celles-ci ne peuvent, semble-t-il, que s'accroître encore maintenant que les contrées où elle est installée — tant celles soumises à la France que les autres — ont atteint un développement économique qui permet au commerce, à l'agriculture, à l'industrie d'y prospérer d'année en année davantage.

CHAPITRE V

Les monnaies en usage dans les pays où est installée la Banque de l'Indo-Chine.

§ 1^{er}. — Difficultés qu'a à surmonter la Banque de l'Indo-Chine résultant de la multiplicité des monnaies employées en Extrême-Orient et de la variabilité de leur cours. — Monométallisme et bimétallisme en Extrême-Orient.

Nous avons vu que la Banque de l'Indo-Chine possédait des comptoirs dans plusieurs pays : en Chine, en Cochinchine et au Tonkin, au Siam, en Annam, dans les Straits Settlements, aux Indes, dans les possessions françaises du Pacifique, à Djibouti. Chacun de ces pays possède un système monétaire qui lui est propre et dans chaque agence les opérations sont naturellement évaluées en monnaie locale. C'est à l'administration centrale qu'à la fin de chaque semestre on concentre en francs les bénéfices de toutes les agences d'après un cours fixé pour chaque monnaie.

Cette diversité de monnaies est la source de nombreuses difficultés et se complique encore de ce fait que leur cours est variable non seulement dans le temps mais encore dans l'espace. Le tael, par exemple, voit sa valeur varier non seulement d'un jour à l'autre, mais aussi d'une place à l'autre et cela dans des proportions sensibles. On voit quelle prudence il faut à un directeur d'agence et quelle connaissance

des cours des changes, pour conclure des opérations au mieux des intérêts de la Banque. Si une agence, celle de Saïgon, par exemple, veut se couvrir vis-à-vis de l'administration centrale, elle enverra en France des disponibilités. Pour ce faire elle achètera des remises ; mais pour conclure le plus favorablement possible cette opération il faudra qu'elle débourse le moins possible de piastres pour obtenir la plus grande somme possible en francs ; elle devra donc attendre que le cours de la piastre soit aussi élevé que possible. Si, au contraire, elle veut vendre des tirages pour se procurer du numéraire, elle fera le calcul inverse et cherchera un cours bas. C'est pour cela que l'on peut dire qu'il faut acheter cher et vendre bon marché pour réaliser des bénéfices, contrairement à ce qu'il semblerait logique de faire.

La monnaie, a dit Stuart Mill, est le thème le plus compliqué de toute l'économie politique. Nous n'avons pas l'intention, dans cette modeste étude, de traiter à fond la difficile question monétaire en Extrême-Orient. Mais il nous paraît nécessaire de dire quelques mots sur le régime qui y est généralement en vigueur en l'envisageant notamment au point de vue commercial.

Les pays d'Extrême-Orient emploient la monnaie d'argent. Or, la dépréciation de ce métal qui s'est fait sentir d'une façon très nette en 1874 et qui depuis lors n'a guère cessé de s'accroître, a créé une situation difficile pour le commerce. Il est incontestable que les loyers, les salaires des domestiques, ceux des ouvriers agricoles, etc., ont notamment augmenté et que la vie en général est beaucoup plus chère qu'autrefois, en Indo-Chine notamment. Mais l'on peut à la rigueur expliquer ce renchérissement par le fait que l'Indo-Chine est en voie de développement, qu'elle traverse « une crise de croissance pendant laquelle la demande

de ces divers objets augmente normalement » et ne pas en chercher la cause dans la dépréciation du métal argent. Il n'en est plus de même en ce qui concerne le commerce extérieur.

Ici la monnaie en usage, la piastre, cesse d'être considérée comme une monnaie, on ne la regarde plus que comme un lingot et sa valeur est déterminée par son poids. Comme en Europe, c'est l'or qui constitue le métal étalon, c'est en or qu'on évaluera la piastre. Un commerçant de Paris ou de Londres bénéficiaire d'une lettre de change émise à Saïgon demandera à être payé en or. Il est certain que pour une certaine somme en or, le négociant de Saïgon devra donner un plus grand nombre de piastres d'argent si ce métal est déprécié que si sa valeur est élevée. On voit que la dépréciation de l'argent exerce donc une influence importante sur le change européen. Et cette situation qui est ainsi créée aux commerçants et négociants de l'Indo-Chine n'est même pas constante. Nous voulons dire que l'acheteur français de change indo-chinois n'est pas toujours avantagé, ni l'acheteur indo-chinois de change français toujours désavantagé. Si la situation était stable les commerçants pourraient fixer leurs prix de façon à éviter autant que possible les conséquences du change. Mais il n'en est pas ainsi. Les cours de l'argent varient dans des proportions notables dans des laps de temps très courts et souvent les prix de la piastre, par rapport au franc, ne sont pas du tout les mêmes au moment du règlement de l'opération commerciale qu'au moment de sa combinaison. De l'impossibilité où se trouvent les commerçants de fixer sûrement le cours du règlement de leurs affaires résulte pour eux de fréquents mécomptes.

Cette incertitude est encore plus pénible pour un établissement de crédit que pour des commerçants.

Ceux-ci, à la rigueur, peuvent, dans une certaine mesure, choisir le moment où le change leur est le plus favorable pour présenter à l'escompte leurs effets de commerce. Mais la Banque, elle, est obligée de négocier les papiers dans les délais voulus et, comme les variations du change portent sur tous les effets en portefeuille, les différences sont d'autant plus sensibles que leur total est plus élevé.

Ces variations continuelles dans le cours de l'argent et l'incertitude qu'elles entraînent constituent une des causes pour lesquelles la Banque de l'Indo-Chine est obligée de ne traiter ses opérations qu'à un taux relativement élevé d'escompte ou d'intérêt. En agissant ainsi, elle se réserve une marge assez grande pour que les effets de ces variations soient aussi restreints que possible. Elle est assurée qu'une partie au moins des bénéfices qu'elle escompte se réaliseront.

En somme, tous les commerçants d'Extrême-Orient, tant importateurs qu'exportateurs, sont atteints par la variabilité du cours de l'argent, aussi bien les indigènes que les Européens ; mais les conséquences sont beaucoup plus graves pour ces derniers. Quand ils se sont établis — en Indo-Chine par exemple — ils ont consacré à la fondation de leur entreprise un certain capital en francs qu'ils ont transformé en un certain capital en piastres. Or, comme la piastre a baissé de valeur, si maintenant ces commerçants veulent se retirer des affaires et liquider leur situation, ils ne pourront plus retirer de leur capital en piastres qu'un capital en francs inférieur à celui qu'ils avaient emporté. Dans cette hypothèse, à vrai dire, nous avons considéré un commerçant qui n'aurait pas réalisé de bénéfices, qui n'aurait éprouvé aucune perte, dont le capital piastres n'aurait pas varié. Cette éventualité est bien improbable dans la pratique ; la réalité est que le commerçant

aura vu fondre son capital par suite de mauvaises affaires ou l'aura au contraire augmenté si ses affaires ont prospéré. Cette seconde alternative seule nous intéresse ; qu'arrivera-t-il dans le cas où elle se produira ? C'est que le commerçant sera obligé de déduire de l'accroissement obtenu une certaine somme représentative de la dépréciation de la piastre.

Si, pour une cause quelconque, la Banque de l'Indo-Chine devait liquider sa situation, ces inconvénients se manifesteraient pour elle comme pour n'importe quel commerçant. Elle serait obligée de réaliser les piastres qu'elle posséderait, au cours du jour de l'arrêt des opérations et sans tenir compte des cours qui ont servi de base pour la constitution de son encaisse métallique. Les piastres qui sont envoyées de la Monnaie à la succursale de Saïgon sont calculées au cours du jour de l'argent. Leur valeur suit les fluctuations du change : au cas de liquidation soudaine, la Banque subirait donc une certaine perte du fait de leur dépréciation.

Les commerçants indigènes seuls, qui n'ont pas affaire à l'extérieur, paraissent être à l'abri des conséquences de la baisse de la piastre. Ils effectuent toutes leurs opérations à l'aide de cette monnaie et n'ont jamais à s'inquiéter de sa valeur en or : la dépréciation de l'argent n'existe pas pour eux.

Mais ils sont les seuls à n'avoir pas à en souffrir. Les commerçants européens, les fonctionnaires, le Trésor sont tous affectés par la dépréciation de la piastre et par les variations continuelles des cours du change. C'est à cause de cette variabilité et de l'incertitude qui en résulte que les entreprises commerciales et industrielles européennes ont tant de peine à se fonder et à prospérer en Indo-Chine. Les capitalistes ne veulent pas expatrier leurs capitaux pour commander des entreprises indo-chinoises, à moins qu'on ne

s'engage à leur rembourser des francs. Et si cet engagement est pris, les aléas du change ne disparaissent pas, ils ne sont que déplacés : le colon commandité risquera de voir chaque année la charge des intérêts qu'il doit servir au prêteur augmenter proportionnellement à la baisse qu'aura pu subir la piastre.

Cet état de choses a une répercussion sur la prospérité de la colonie, qui se trouve ralentie de ce fait, et, par suite, sur la prospérité de la Banque de l'Indo-Chine. Cet établissement aurait en effet tout avantage à voir augmenter le nombre des entreprises européennes qui augmenteraient d'autant le trafic avec la Métropole : il y trouverait la source de nouvelles affaires aussi importantes que fructueuses.

§ II. — Monnaies des divers pays où la Banque de l'Indo-Chine possède des agences. — Rapide étude de ces monnaies et notamment de la piastre et du tael.

Les monnaies d'argent et notamment la piastre indo-chinoise sont dépréciées et ce n'est pas un rapport constant qui unit leur valeur à celle de l'étalon d'or (en ce qui concerne du moins la piastre et le tael). Nous avons vu sommairement la répercussion des variations du cours de l'argent sur le commerce d'Extrême-Orient et particulièrement en Indo-Chine. Nous devons étudier maintenant les monnaies en cours en Extrême-Orient et spécialement celles dont se servent les diverses agences de la Banque de l'Indo-Chine pour l'établissement de leurs comptes locaux.

Parmi ces monnaies, la plus importante et celle dont l'étude présente le plus d'intérêt est la piastre. La piastre d'argent est l'unité monétaire de l'Indo-Chine. Lorsque nous nous sommes établis dans le pays, c'est la monnaie que nous y avons trouvée et

nous l'avons conservée. Toutefois, ce n'est que le 9 octobre 1878 qu'une décision du Ministre des Finances autorisa la Monnaie à frapper des piastres françaises pour l'Indo-Chine.

Mais du jour où des relations commerciales avaient commencé de s'établir entre des Européens et la Chine, la piastre était devenue la monnaie du commerce étranger en Extrême-Orient. La pièce d'argent espagnole, dite piastre à colonnes, a circulé dans l'Extrême-Orient et surtout en Chine ; elle y avait été introduite par les Espagnols, qui, n'ayant pas de denrées d'échange à fournir aux commerçants chinois, leur offrirent leur propre monnaie.

Lorsque les colonies espagnoles se séparèrent de la mère-patrie, la piastre mexicaine remplaça, en Extrême-Orient, la piastre à colonnes. Ces nouvelles pièces étaient frappées dans les mêmes conditions de titre et de poids que les anciennes ; elles sont restées les mêmes (1). Ce fut le corps expéditionnaire français qui propagea la piastre mexicaine en Annam.

Pour se procurer les fonds nécessaires à l'entretien de l'armée, on négociait des traites sur le Trésor public de la Métropole, et cette opération ne pouvait s'effectuer que sur les places voisines de Hongkong et de Singapore, où les seules monnaies en circulation étaient les piastres mexicaines. En outre, les commerçants chinois, vendeurs des denrées nécessaires, n'en voulaient point accepter d'autres en paiement. Il fallait donc introduire en Indo-Chine la piastre mexicaine.

A côté d'elle, le trade-dollar américain avait cours — et même cours légal (2) — en Indo-Chine. La frappe

(1) Le poids de la piastre mexicaine est de 27 grammes 073. Son titre est de 902,7 millièmes. Elle contient 24 gr. 4388 de fin.

(2) Suivant un arrêté du 30 juin 1874.

de cette monnaie avait été entreprise par les Etats-Unis dans le but de faciliter les relations commerciales de ce pays avec l'Extrême-Orient. La nouvelle pièce, plus lourde et plus riche que la piastre mexicaine, pesait 27 gr. 215, était au titre de 900 millièmes et contenait 21 gr. 4935 de métal pur. Mais elle ne resta pas longtemps en circulation ; la loi de Gresham trouva ici son application et, en raison de leur forte teneur en métal fin, les trade-dollars furent méthodiquement drainés en Chine pour y être transformés en lingots. En 1878, la fabrication en fut arrêtée.

Le gouvernement français avait, dès la prise de possession de la Cochinchine, tenté d'y introduire le système monétaire de la Métropole. Le 15 mars 1863, le commandant en chef des troupes d'occupation donna cours légal aux pièces françaises de 2 et de 1 francs et de 0,50, 0,10 et 0,05 centimes. Cette mesure avait pour but de mettre à la disposition du commerce des espèces divisionnaires plus pratiques que les sapèques de zinc, monnaie lourde et incommode, et de mettre un terme aux abus qu'avait entraîné l'habitude que l'on avait prise de couper les piastres par moitié, quarts, huitièmes, pour se procurer des monnaies divisionnaires. Par décision du 24 janvier 1864, on voulut donner également à la pièce française de 5 francs la qualité de monnaie légale ; cette pièce fut réputée valoir quatre-vingt-dix centièmes de piastre. Mais cette tentative échoua ; les pièces de 5 francs trouvèrent une telle défaveur dans le commerce que le gouvernement dut les retirer de la circulation. Seules, les monnaies divisionnaires nécessaires pour les appoints de la piastre continuèrent à circuler. La cause de la défaveur de la pièce de 5 francs résidait dans ce fait qu'on lui avait donné une valeur légale trop minime en regard de celle de la piastre que des arrêtés avaient légalement rehaussée dans de trop fortes proportions.

En 1877 et 1878 on fit une nouvelle tentative pour introduire en Indo-Chine les écus français. Cette fois ces pièces furent non seulement acceptées mais recherchées, seulement elles ne restaient pas en circulation et étaient immédiatement reexportées, voici pourquoi : le taux fixe auquel le Trésor estimait la piastre était de 5 fr. 35. Mais, par suite de la dépréciation de l'argent, le taux commercial, celui auquel le banquier recevait les espèces du commerçant obligé de faire une remise sur Paris, était de 4 fr. 75. Du fait de cette différence entre les deux taux, le commerçant subissait une perte. Or, l'écu français était toujours pris au taux minimum de 4 fr. 85. Le commerçant avait donc tout intérêt à se libérer en donnant des écus, aussi n'y manquait-il pas. A mesure qu'augmentait la dépréciation de l'argent, le bénéfice que l'on trouvait à exporter des écus français s'accroissait également. La pièce française valait toujours 4 fr. 85, la piastre baissait au contraire constamment ; aussi les écus, à peine arrivés dans la colonie, étaient-ils immédiatement retournés en France. Malgré cet état de choses, la pièce de 5 fr. a théoriquement conservé cours légal en Indo-Chine jusqu'en 1905.

C'est encore pour une autre cause que la monnaie française n'a pu s'acclimater en Indo-Chine. Notre colonie a surtout des relations commerciales avec la Chine, avec Hong-Kong et Singapore. Or ces places n'ont point d'autres monnaies que les piastres. Comme d'autre part elles sont le plus souvent débitrices de l'Indo-Chine, celle-ci est bien obligée de recevoir en paiement des marchandises qu'elle exporte la seule monnaie qu'on lui offre, les piastres.

Lorsque l'on vit qu'il était impossible de remplacer en Indo-Chine la piastre par une autre monnaie et qu'on ne pouvait espérer voir les écus français circuler dans la colonie, on se demanda s'il ne serait pas :

utile, politiquement parlant, de fabriquer des piastres françaises. On paraissait devoir trouver dans cette mesure un moyen puissant pour affirmer la souveraineté de la France sur le pays. On pensait d'autre part pouvoir ainsi conjurer une crise monétaire imminente. La piastre mexicaine en effet était devenue fort rare par suite des troubles du Mexique ; elle faisait même prime sur l'argent. Cette prime avait amené en août 1876 sur la place de Saïgon une hausse assez considérable dans le prix du change sur l'Europe et on avait pu craindre que l'encaisse de la Banque de l'Indo-Chine ne fut attaquée. Puisqu'on avait à tenter cette attaque un intérêt qui découlait de la prime de la piastre sur l'argent, il était à prévoir que les spéculateurs s'y laisseraient entraîner ; ils n'avaient qu'à acheter en grande quantité du papier sur la Banque de l'Indo-Chine. La situation serait devenue difficile pour celle-ci qui n'aurait pas pu se réapprovisionner en espèces puisque les autres marchés de piastres d'Extrême-Orient étaient déjà démunis de cette monnaie.

C'est dans ces conditions que fut prise la décision du 9 octobre 1878 autorisant la frappe de la piastre française. Mais on frappa d'abord des pièces divisionnaires de la nouvelle monnaie. On commença par la pièce en bronze de 5 centièmes de piastres ou sapèque, puis on frappa des pièces de 0,10, 0,20, 0,50 centièmes et ce ne fut qu'en 1885 seulement que l'on frappa des piastres entières auxquelles vint donner cours légal un arrêté du gouverneur de la Cochinchine en date du 22 décembre de la même année.

Actuellement les seules monnaies d'Indo-Chine sont la piastre française et ses subdivisions, y compris la sapèque ; celle-ci n'est qu'une minime subdivision de celle-là. Certains commerçants ainsi que le Trésor établissent, il est vrai, tout ou partie de leurs

comptes en francs, mais le franc ne circule pas en Indo-Chine ; il est seulement employé comme monnaie de compte. Jusqu'en 1903 on rechercha l'introduction de la piastre mexicaine dans notre colonie et un décret avait même taxé d'un droit prohibitif la sortie de ces monnaies. Mais cette taxe d'exportation ne tarda pas à être supprimée ; on ne s'en tint pas là ; un décret en date du 3 juin 1903 interdit l'importation des monnaies étrangères ; un autre décret a supprimé le cours légal de la piastre mexicaine depuis le 1^{er} janvier 1906.

La piastre française a subi certaines modifications avant d'adopter ses caractéristiques actuelles. Elle fut d'abord du même poids et du même titre que le trade dollar américain ; mais en 1895, son poids fut réduit ; cette mesure avait pour but de réduire le fin à une quantité à peu près égale à celle que contiennent le « british dollar » et le yen japonais qui étaient acceptés en Indo-Chine, bien que n'y ayant pas cours légal. Ces monnaies auraient pu chasser la piastre française dont le poids de fin était plus élevé avant cette réduction. Telle quelle la piastre française pèse 27 grammes, elle est au titre de 900 millièmes et contient 24 gr. 3 de fin.

L'Indo-Chine est donc dotée d'un système monétaire parfaitement organisé. Si nous considérons maintenant la Chine au même point de vue, nous verrons qu'il n'en est pas de même.

En Chine, il n'y a pas d'unité de monnaie. La véritable monnaie chinoise est la sapèque, étrange pièce de cuivre, percée d'un trou. Régulièrement la sapèque devrait peser environ 3 gr. 50 et mesurer 0, 025 mill. de diamètre, mais les Monnaies provinciales qui les frappent ont jugé plus lucratif de les rogner sans cesse, et actuellement c'est tout au plus si la sapèque pèse 2 grammes et a 0,015, 0,016 mill. de diamètre.

La sapèque est composée d'un alliage de cuivre, de zinc, de plomb et d'étain, sans proportion établie pour chaque métal. Sa valeur se cote : tant de mille sapèques pour tant de centièmes de tael (1.000 sapèques égalent : tael, 0,55 environ) ; le cours varie tous les jours et est établi par les banquiers chinois.

Par suite de leur infime valeur, les sapèques circulent par grandes quantités, réunies en chapelets de 1.000 appelés « ligatures ». Le tael valant actuellement 3 francs, la valeur de la sapèque est donc de 0 fr. 00165. Cette valeur nous paraît ridiculement infime mais elle permet aux classes pauvres chinoises qui gagnent très peu de ne dépenser que le strict minimum nécessaire à assurer leur existence.

Depuis quelques années certains Trésors provinciaux frappent des « cash », monnaie de cuivre absolument semblable à notre monnaie de billon. Leur valeur varie de un à un demi-centième de piastre et est égale à 10 sapèques environ. Il est question de frapper des sapèques dont la forme et la taille seront à peu près celles du « farthing anglais ».

Dans les grands centres où se trouvent les Européens, certains Trésors provinciaux ont émis des piastres en argent de même poids et de même forme que la piastre mexicaine. Ces pièces que l'on nomme dollars sont subdivisées en pièces d'argent de 0,50, 0,20, 0,10, 0,05 centièmes. La parité du dollar au tael varie chaque jour ; elle est en moyenne de 100 dollars pour 71 taels.

Nous avons vu que la sapèque constituait le principal terme d'échange entre Chinois. Dans les grands centres où séjournent les Européens, la monnaie de cuivre est délaissée et c'est l'argent qui forme l'objet de toutes les transactions. Mais si l'argent joue le rôle de monnaie, il n'en a point la forme. C'est en effet en lingots qu'il circule ; ces lingots ont la forme de sabots

et on leur donne le nom de sycée (saï-ci). L'émission de ces sycées présente ceci de particulier, qu'elle n'est réglementée par aucune loi, qu'elle n'est soumise à aucun contrôle de la part de l'Etat en ce sens que chacun peut faire fabriquer des sycées du poids et du titre qui lui conviennent. Cependant, avant d'être mis en circulation et lorsqu'il sort de la fonderie, le lingot est porté chez le peseur (Kongping) qui en certifie le poids réel au moyen d'une empreinte à l'encre ; après quoi l'expert (Kong-Kou) l'estime suivant son poids et le plus ou moins de pureté de l'alliage. Ces experts suppléent par une longue expérience à l'insuffisance du matériel qu'ils ont à leur disposition ; outre qu'on les choisit parmi des personnes réputées honnêtes, on est garanti de la sincérité de leur expertise par la responsabilité qu'ils sont tenus d'assumer des erreurs qu'ils peuvent commettre. Cette expertise est répétée lorsque les sycées changent de mains, lorsqu'ils passent par exemple de Hankeou à Shanghai. On voit donc que l'on est sérieusement garanti par ces mesures de vérification contre la fraude.

La valeur moyenne du sycée est de 50 tael et il présente le plus souvent la forme d'un sabot. Mais ces caractéristiques n'ont rien d'immuable. On trouve des lingots de toutes grosseurs et de toutes formes depuis 1 tael jusqu'à 55.

Le tael est donc l'unité de valeur de ce qui sert de monnaie en Chine. Mais ce n'est qu'une chose fictive, une monnaie de compte qui n'a pas, dans la réalité, un équivalent comme le franc ou la livre sterling. C'est une unité de poids : le tael est un certain poids d'argent non monnayé. Alors que 50 francs, par exemple, sont la représentation de 50 *pièces* de 1 franc, 50 tael ne représentent pas 50 fois l'unité tael, mais simplement un lingot d'argent d'un certain poids et d'un certain titre qui vaut 50 tael. Suivant les villes

le poids du tael change : à Shanghai il pèse environ 36 gr. 65 ; à Hankeou, 37 gr. 85 ; à Canton, 37 gr. 58. Tous ces taels sont des taels de commerce, mais à côté d'eux, il y en a d'autres variétés qui servent de base pour établir les comptes et droits de douane, de gabelle, etc. Comme chacun de ces taels a une valeur différente, comme en outre, malgré leur caractère fictif, ils se divisent en « macé », « candarine », « li hao », subdivisions dont chacune est le dixième de la précédente, il est facile de se rendre compte de la difficulté que présentent les transactions et notamment le transfert de numéraire d'une place à une autre.

Le service de trésorerie, en Chine, est des plus compliqués et des plus lents. Une fois pesés et estimés, les lingots sont mis en circulation par caisses de 60 ou 65 sabots. Chacun des banquiers entre les mains desquels passent ces sabots y met son cachet, ce qui consacre leur valeur. On joint à chaque caisse un bordereau mentionnant le nombre des sabots, leur poids, leur titre, suivant l'estimation de chacun de ceux qui les ont en mains. Lorsque quelqu'un porteur d'un chèque chiffré en taels se présente à une banque, il pourra demander ou bien l'équivalent en dollars de son chèque en taels, ou bien des taels. Dans ce dernier cas, les banques européennes donnent au porteur du chèque un bon sur une grande banque chinoise qui, outillée en conséquence, lui détaillera le montant de son chèque en un ou plusieurs morceaux d'argent. Mais les véritables difficultés ne se manifestent que lorsqu'il s'agit d'un règlement de banque sur banque, portant sur une grosse somme en taels. Supposons qu'à une échéance chinoise, un banquier ait à régler à un autre 400,000 taels (et le cas est normal), il va falloir transporter la formidable masse de métal que représente cette somme. Etant donné que chaque caisse contient en moyenne 60 sabots, que 400,000 taels représentent

environ 8,000 sycées et que le tael pèse environ 37 gr. 85 à Hankeou, par exemple, on peut se représenter les difficultés que comporte le transport du numéraire en Chine (1). Comme il faut reconnaître et accepter ces sommes en quelques heures, tout contrôle sérieux est à peu près impossible ; c'est surtout sur la bonne foi que reposent ces échanges. Dans le cas où le détenteur vient à découvrir une erreur ou une fraude, il a recours contre son cédant et ainsi de suite, de cédant en cédant, jusqu'à l'expert, au cas où l'erreur proviendrait d'une fausse estimation de sa part.

On voit combien est tout à la fois compliqué et rudimentaire ce système monétaire, quelles difficultés présente le commerce de l'argent et combien on est justement porté à dire que, contrairement à ce qui se passe en Europe, c'est le chaos monétaire qui règne en Chine (2).

Il serait nécessaire de mettre un peu d'ordre dans cet état de choses. Il faudrait créer une monnaie qui aurait un poids et un titre défini et qui remplacerait les sycées de poids et de titre si variables. Le commerce y trouverait un réel avantage, le service de trésorerie en serait considérablement simplifié, et les Européens verraient leurs transactions avec les Chinois rendues plus faciles et prendre une extension nouvelle.

(1) 400,000 taels représentent à Hankeou 15,140 kilogrammes. Étant donné qu'il faut 8,000 sycées pour faire cette somme, le sycée pèsera 1 kil. 8925. Comme il y en a environ 60 par caisse, chaque caisse atteindra le poids de 113 kil. 55. Il faudra donc 133 caisses pour transporter 400,000 taels. Et comme enfin la manipulation de chaque caisse nécessite deux hommes, il faudra avoir recours à 266 coolies pour effectuer le règlement.

(2) Nous devons ces renseignements sur le système monétaire de la Chine à l'obligeance de M. Lions, agent de la Banque de l'Indo-Chine, à Hankeou, que nous sommes heureux de remercier ici tout particulièrement.

La Banque de l'Indo-Chine emploie d'autres monnaies que la piastre et le tael. C'est ainsi qu'au Siam elle utilise le tical. Jusqu'en 1902, cette monnaie était frappée librement et représentait les deux cinquièmes de la piastre. Mais, à cette époque, un décret est venu suspendre cette frappe, et cette mesure a dissocié la valeur du tael de la valeur de l'argent. Un article organique du ministère des Finances fixait le prix de vente des ticaux à 17 ticaux pour 1 liv. st. (1 fr. 48 pour 1 tical), versée au crédit du gouvernement siamois chez ses banquiers de Londres. Mais, par suite des protestations des banquiers de Bangkok qui trouvaient que cette mesure inopinée pouvait les léser dans de sérieuses proportions, le gouvernement Siamois décida de prendre une mesure transitoire et de porter à 20 ticaux par liv. st. le taux de vente des ticaux, en stipulant que ce taux devait suivre les fluctuations de hausse du change à Singapore au-dessus de 1 sh. 7 pence, mais sans pouvoir être modifié en cas de baisse à Singapore. On espérait ainsi arriver progressivement au taux de 17 ticaux par liv. st. primitivement fixé, mais on n'a pu y arriver encore qu'en partie.

Le gouvernement Siamois n'a pu mettre complètement à exécution le projet qu'il avait formé, faute d'avoir constitué une réserve d'or suffisante avant de l'entreprendre. Les exportations excèdent, c'est vrai, les importations, mais l'afflux du numéraire qui résulte de cette balance économique favorable n'est cependant pas suffisant pour faire face aux dépenses qu'entraînent pour le pays les travaux d'utilité publique qui y sont en cours d'exécution.

Bien que le tical ait atteint le taux de 17 ticaux pour 1 liv. st. qu'avait fixé le gouvernement siamois ; bien qu'il ait été stipulé que la valeur du tical, une fois ce taux atteint, y serait maintenu malgré les fluctuations éventuelles du cours de l'argent, le gouvernement Sia-

mois a dû s'incliner devant la force des choses et n'a pu empêcher que la baisse de l'argent exerce sa répercussion sur la valeur du tical. Une stabilisation définitive ne pourra être acquise que par la constitution d'une forte réserve d'or. Cependant, comme les travaux entrepris au Siam prendront fin un jour, et que le Siam continue d'être créancier de l'étranger, sa réforme monétaire lui sera facilitée. Le Siam ramène graduellement au taux fixé à l'origine le prix des ticaux cédés contre versement d'or à son crédit à Londres.

On ne sait encore quels résultats économiques aura pour le Siam cette réforme monétaire. Elle est fort discutée à Bangkok, et peu de personnes sont d'accord, tant sur la nécessité que sur les bienfaits qu'apportera sa réalisation. Il ne faut pas oublier que l'un des principaux clients du Siam est la Chine ; or, la Chine, nous l'avons vu, n'a pas de monnaie à cours fixe ; en outre, l'étalon d'or y est parfaitement inconnu. On peut donc se demander si un pays en relations avec elle a un intérêt à adopter une monnaie qui soit reliée à l'étalon d'or par un rapport constant. De même qu'au Siam on a cherché à stabiliser le tical, de même le gouvernement des Straits Settlements a, en 1908, décidé de stabiliser la piastre. Suivant le « Local Currency act », le Trésor s'est engagé à vendre les piastres contre de l'or au taux de 2 sh. 4 et à les acheter à celui de 2 sh. 3 11/16. C'est donc entre ces deux points extrêmes que s'est établi le change sur la place de Singapore.

Le problème de la roupie est beaucoup trop complexe et difficile pour que nous l'abordions ici ; ce serait d'ailleurs sortir des limites de notre étude. Qu'il nous suffise de dire que la roupie, après de nombreuses difficultés a vu son cours stabilisé et qu'elle est au pair de 1 roupie pour 16 pence ou de 15 rou-

pics pour 1 liv. st. Depuis 1899 le prix des transferts télégraphiques ne s'est jamais élevé au-dessus de 16 p. 1/8 et n'est jamais descendu au-dessous de 15 p. 7/8. Le taux de conversion de la roupie par rapport au franc d'or est depuis cette même année 1899 demeuré invariable au cours de 1 fr. 67.

A Djibouti, la monnaie du pays est le thalari de Marie-Thérèse. Le cours en est difficile à établir ; il est câblé par le consul de France d'Aden ou gouverneur de notre colonie qui le communique au directeur de la Banque de l'Indo-Chine. Un inconvénient de cette monnaie résulte de ce qu'elle n'a pas de subdivisions. Il existe bien des monnaies divisionnaires de certains thalers appelés thalers « Menelick », mais ceux-ci n'ont pas cours partout. On peut se demander si l'on n'aurait pas des avantages à acclimater par tout le pays la monnaie française comme on l'a fait à Djibouti même : les choses en seraient bien simplifiées.

Comme en Nouvelle-Calédonie et à Papeete, les comptes de la Banque de l'Indo-Chine s'établissent en francs et que c'est cette monnaie qui est employée dans ces colonies, nous n'avons pas à insister sur leur système monétaire.

De cette rapide étude des monnaies utilisées par la Banque de l'Indo-Chine, il ressort surtout que tous les pays d'Etrême-Orient se sont inquiétés de la variabilité du cours de leur monnaie. Partout des essais de stabilisation ont été tentés ; dans certains pays on est arrivé à un résultat, dans d'autres on est en train d'aboutir. En Chine même, des commissions se sont occupées et s'occupent encore de l'établissement d'une monnaie uniforme pour tout le pays. L'Etrême-Orient presque tout entier est passé virtuellement à l'étalon d'or : il est naturel que voyant la baisse du métal argent et la répercussion de cette baisse sur le

cours de la monnaie et, par suite, sur le commerce en général, les différents gouvernements se soient émus de la situation et aient cherché à arrêter la marche progressive de cette dépréciation et de ses conséquences. L'Indo-Chine, seule avec la Chine, est restée fidèle au monométallisme argent, mais elle ne s'est pas désintéressée de la question et la stabilisation de la piastre y est discutée et donne lieu depuis déjà bien des années à de nombreuses controverses.

§ III. — Projets de stabilisation de la piastre. — De l'utilité que présenterait cette réforme. — Des inconvénients qu'on y trouve. — Est-elle possible ?

Si nous considérons la piastre au point de vue de son cours, nous remarquons qu'après avoir été jusqu'en 1881 supérieur à 5 francs, celui-ci, à cette époque, a commencé à baisser. En 1887, la piastre valait encore 4 francs. Elle ne valait plus que 3 fr. 85 en 1890 et descendait en 1898 au cours de 2 fr. 30. Jusqu'en 1902 elle oscillait entre 2 fr. 30 et 2 fr. 65, s'abaissait encore en novembre 1902 au cours très minime de 2 fr. et stationnait à ce cours jusqu'en mars 1903. Depuis ce moment et après des alternatives continues de hausse et de baisse, elle reprenait un mouvement ascensionnel qui s'est continué avec de fréquents arrêts et des reculs jusqu'à cette année où la piastre est au cours de 2 fr. 40 environ.

Cette baisse considérable qu'a subi la piastre, le manque de certitude dans lequel on se trouve de la voir au moins se maintenir au niveau qu'elle a atteint, les inconvénients qui résultent pour le commerce comme pour le budget de la colonie, de ces variations continues, ont attiré l'attention des économistes sur cet état de choses. Ils ont été amenés à considérer s'il

n'y aurait pas lieu pour l'Indo-Chine de suivre l'exemple donné ces dernières années par la plupart des pays d'Extrême-Orient et d'attribuer à la piastre une valeur stable, ayant un rapport légal avec notre monnaie d'or.

Cette mesure présenterait-elle des avantages ? Est-il nécessaire de l'adopter ou faut-il au contraire maintenir le *statu quo* ? La question est controversée.

Les adversaires de la réforme disent tout d'abord que l'Indo-Chine, exportant la plus grande partie de sa production en Chine, la stabilisation de la piastre sera impossible tant que ce dernier pays ne sera pas à même de prendre une mesure analogue. Car cette stabilisation devant avoir pour résultat de donner à la piastre une valeur nominale supérieure à sa valeur économique, le commerce d'exportation de l'Indo-Chine serait dans la nécessité de majorer ses prix de la différence des deux valeurs. Cette majoration amènerait une contraction dans nos opérations commerciales avec la Chine, contraction dont bénéficieraient nos concurrents directs : les Philippines, le Siam, les Détroits.

Les adversaires de la stabilisation disent encore que celle-ci aurait une mauvaise influence sur le commerce de l'Indo-Chine avec l'Europe et serait désavantageuse tant pour les importateurs d'Europe en Indo-Chine que pour les exportateurs d'Indo-Chine sur l'Europe. Les traites sur l'Europe se négocient à Hong-Kong ou Shanghai ; sur ces places on considère non pas le cours des monnaies mais celui de l'argent. Donc, au cas d'une balance défavorable, c'est-à-dire au cas où les traites devront être payées en piastres, il surviendra une aggravation du change sur Hong-Kong ou Shanghai qui sera égale à l'écart existant entre le cours stabilisé de la piastre et son cours commercial. D'autre part, les exportateurs sur l'Eu-

rope perdront, si on stabilise la piastre, le bénéfice que constitue pour eux le change de leurs traites par suite de la dépréciation de l'argent par rapport à l'or. Si, au cours commercial de 2 fr. 40, une traite de 100 francs sur l'Europe est vendue 41 piastres 66, cette même traite ne sera plus vendue que 36 piastres 36 au cours de stabilisation de 2 fr. 75, d'où diminution de bénéfice de 12,72 0/0.

Enfin, un inconvénient du même genre se manifesterait pour les habitants européens de l'Indo-Chine. En prenant l'exemple donné ci-dessus, nous constatons qu'au cours commercial de 2 fr. 40, un billet de 100 fr. vaudra 41 piastres 66 et n'en vaudra plus que 36.36 au cours de 2.75. Il résulterait pour les colons, de cette différence de valeur, un renchérissement considérable de la main-d'œuvre indigène payable en piastres, suivant un tarif traditionnel soustrait aux fluctuations de la valeur de celles-ci. Ils verraient aussi diminuer la puissance d'acquisition locale de leurs traitements comptés en francs et convertis en piastres. Les partisans du maintien du *statu quo* disent qu'à cet égard surtout, la stabilisation de la piastre est pour le moins inutile, car si les fluctuations de sa valeur ont pu avoir de l'influence sur le marché extérieur, elle n'ont pu en avoir aucune sur le marché indigène où la piastre a gardé au contraire une valeur et un pouvoir d'achat à peu près constants.

Pour répondre à la première objection, les partisans de la stabilisation font observer que celle-ci n'entravera en rien les relations commerciales de l'Indo-Chine avec la Chine. Tous les pays d'Extrême-Orient, sauf cette dernière, ont adopté l'étalon d'or ou cherchent à l'adopter. Notre colonie, en les imitant, ne fera qu'en compléter le nombre et la Chine sera alors entourée de pays ayant tous adopté l'étalon d'or. Dès lors, la hausse résultant de la stabilisation de la piastre

sera supportée seulement par la Chine, qui ne pensera pas à retirer sa clientèle à l'Indo-Chine au profit des Philippines ou du Japon, parce qu'elle n'y aurait aucun avantage et que, d'autre part, elle n'y trouverait peut-être pas en quantité suffisante ce qu'elle vient chercher chez elle : le riz.

Quant au second argument, on le réfute en faisant remarquer que tout projet de stabilisation comportant forcément une réserve d'or, les importateurs trouveront en Cochinchine même, des remises sur l'Europe et n'auront plus besoin de s'inquiéter du change sur Hong-Kong ou Shanghai puisqu'ils n'auront plus besoin du concours de ces places. En outre, les bénéfices que réalisent actuellement les exportateurs, grâce à la dépréciation de la piastre, sont peut-être un peu illusoire. Le commerce d'exportation et celui d'importation sont solidaires l'un de l'autre et les bénéfices du premier sont compensés par les pertes du second. Si certains commerçants réalisent des bénéfices, le pays lui-même ne gagne pas grand'chose.

Enfin, si la stabilisation de la piastre doit entraîner un renchérissement dans le prix de l'existence en Cochinchine, cet inconvénient sera largement compensé pour les Européens auxquels elle permettra des amortissements ou des liquidations plus avantageux : en échange de leurs piastres, ils obtiendront un plus grand nombre de francs si le cours de la piastre est à 2 fr. 75 que s'il est à 2 fr. 40.

Tels sont, brièvement résumés, les principaux arguments que font valoir les partisans de la stabilisation et les objections que leur opposent ceux qui en sont les adversaires. Il nous paraît que, dans l'état actuel des choses, il serait prématuré de procéder à la stabilisation. Le Conseil d'administration de la Banque de l'Indo-Chine, dans son rapport de 1904, disait que l'établissement dans notre colonie d'un régime moné-

taire analogue à celui de l'Inde constituait le but à atteindre. Mais il ajoutait qu'il fallait que la Chine entrât, elle aussi, dans la voie des réformes monétaires et que l'Indo-Chine pût se constituer une réserve d'or suffisante. Or, si la première condition n'est plus aussi indispensable, puisque tout l'Extrême-Orient tend à adopter l'étalon d'or et que nous n'aurions plus maintenant, le cas échéant, à craindre la concurrence étrangère dans nos relations commerciales avec la Chine, la seconde condition reste absolument nécessaire. Si la roupie a pu être stabilisée au cours de 16 deniers et se maintenir à ce cours, c'est surtout grâce à la circonstance éminemment favorable d'une balance des comptes constamment créditrice qui a fait affluer aux Indes l'or nécessaire à constituer la réserve de ce métal indispensable à la stabilisation. De même, la solution de la question en Indo-Chine se ramène au développement des exportations de ce pays, vers les pays à étalon d'or surtout. A ce point de vue, l'examen des statistiques commerciales est de bon augure : le chiffre des exportations tend de plus en plus à se rapprocher de celui des importations. Le jour où il l'aura dépassé, la question sera résolue et l'on verra la réalisation des projets actuels de stabilisation de la piastre indo-chinoise.

§ IV. — Opérations de change et d'arbitrage effectuées par la Banque de l'Indo-Chine. — Bénéfices et pertes en arbitrage.

La variabilité des cours des monnaies d'argent, le nombre de ses agences et le fait pour elles d'être disséminées sur des places diverses permet à la Banque de l'Indo-Chine d'effectuer des opérations d'arbitrage importantes et fructueuses. Ces opérations comprennent plus spécialement celles auxquelles donnent lieu les

rapatriements de fonds des succursales chez l'Administration centrale, ainsi que celles que font entre elles les succursales et les agences lorsqu'elles sont situées sur des marchés ou places de changes comme Hong-kong, Shanghai, Saïgon.

Ces opérations sont difficiles à traiter ; elles sont basées sur le principe suivant : acheter une marchandise, et particulièrement une lettre de change, sur un marché où le prix actuel offre un bénéfice comparativement au cours d'une autre place sur laquelle on se propose de réaliser la transaction. La difficulté consiste, pour les agents de la Banque de l'Indo-Chine, à connaître le prix auquel revient le change sur la place étrangère avec laquelle elle fait l'arbitrage, en d'autres termes, à rechercher la parité du change. Il faut, dans une agence donnée, considérer si l'on est débiteur ou créancier dans les autres agences ou chez l'Administration centrale, c'est-à-dire si l'on a à remettre des fonds ou si, au contraire, on attend des remises.

Supposons, par exemple, qu'il s'agisse de la succursale de Saïgon et de l'Administration centrale. Si la succursale de Saïgon est créancière, elle attendra des remises venant de l'Administration centrale. La parité sera avantageuse, si elle peut procéder à l'encaissement de ces remises à un cours bas, puisque pour une même somme en francs, elle obtiendra un plus grand nombre de piastres. Si, au contraire, la succursale est débitrice, elle se trouvera dans une situation inverse et aura d'autant plus de bénéfices que le cours de la piastre sera plus haut.

La difficulté consiste à trouver le moment propice, tant pour la vente des tirages que pour l'achat des remises. Il faut savoir prévoir à quel cours va être la monnaie locale, considérer si la balance des comptes est créditrice ou débitrice, s'occuper de l'importance du mouvement commercial. Et ces difficultés sont

encore grossies de celles qu'entraînent les fluctuations du cours de l'argent, qui influent, comme nous l'avons vu, dans une grande mesure, sur les monnaies employées en Extrême-Orient.

Si les opérations de change et d'arbitrage sont difficiles à traiter, elles sont aussi rémunératrices et les diverses agences de la Banque de l'Indo-Chine, celles notamment de Shanghai, Hongkong et Saïgon, ont réalisé déjà maintes fois des bénéfices en arbitrages qui se chiffrent par de grosses sommes.

CHAPITRE VI

Les Banques Etrangères concurrentes de la Banque de l'Indo-Chine. Comparaisons.

§ 1^{er}. — Concurrence que la Banque de l'Indo-Chine a à soutenir en Extrême-Orient contre d'autres établissements de crédit. — Les principaux : Hongkong and Shanghai Banking Corporation ; La Banque Russo-Chinoise ; Deutsch Asiatische Bank. — Côtés par lesquels ces banques se rapprochent de la Banque de l'Indo-Chine. — Côtés par lesquels elles en diffèrent.

Nous avons été amenés à diverses reprises, au cours de cette étude, à attirer l'attention sur la concurrence que la Banque de l'Indo-Chine a à soutenir en Extrême-Orient et notamment dans les pays qui ne sont pas exclusivement soumis à l'influence politique de la France. Les grandes puissances européennes ainsi que les Etats-Unis ont tous reconnu quel débouché offrait à leur activité le vaste empire qu'est la Chine. L'Angleterre exerce depuis longtemps son génie commercial en Extrême-Orient, mais elle a vu suivre son exemple par des compétiteurs nombreux et maintenant, Français, Allemands, Russes, Américains, Belges, rivalisent avec elle tant au point de vue commercial qu'au point de vue politique.

Du moment que les Européens entretenaient des relations commerciales avec la Chine, il y avait ma-

tière à fonder des banques dans ce pays. Les commerçants avaient intérêt à être appuyés par des établissements de crédit de leur nationalité qui devaient leur faire des facilités et leur offrir une sécurité plus grande que les banques chinoises dont les coutumes étaient pour la plupart inconnues d'eux et qui ne présentaient d'ailleurs que bien peu de surface.

D'autre part, les banques européennes devaient espérer tirer des bénéfices importants en Extrême-Orient non seulement des opérations des négociants européens, mais aussi de celles des Chinois. Enfin, la fondation d'une banque constitue pour la nation à laquelle appartiennent ses fondateurs, un excellent moyen de pénétration dans un pays. C'est pour ces raisons que des banques européennes se sont installées de plus en plus nombreuses dans les différentes places de Chine ouvertes aux étrangers.

Nous ne saurions les examiner toutes ; mais il nous a paru intéressant de prendre parmi elles trois types de banques différant par leur nationalité et leur organisation, d'indiquer leurs principaux caractères et de chercher à établir un parallèle entre elles et la Banque de l'Indo-Chine. Nous étudierons donc rapidement la « Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation », la « Banque Russo-Chinoise », et la « Deutsch Asiatische Bank ».

La Hong-Kong and Shanghai fut fondée en 1867 par une ordonnance du Conseil législatif de Hong-Kong. C'est une société anonyme au capital de 15 millions de piastres, entièrement versé et divisé en 120.000 actions de 125 piastres. Dans ce chiffre sont comprises les 40.000 actions nouvelles qui ont été émises en 1907 au prix de 30 liv. st. chacune, dans la proportion d'une nouvelle action pour deux anciennes. Cela signifie que l'on a réservé aux propriétaires des actions anciennes un privilège pour l'achat des nou-

velles, en ce sens que si les demandes d'actions dépassent le nombre de celles-ci et que l'on soit obligé de ne pas satisfaire entièrement tout le monde, on sera néanmoins tenu de donner la préférence aux anciens actionnaires et que la proportion dans laquelle ceux-ci devront être servis ne pourra pas être inférieure à la moitié du nombre d'actions en leur possession. Des privilèges de ce genre sont fréquents en France et nous avons vu que lors de la première augmentation du capital social, en 1888, les anciens actionnaires de la Banque de l'Indo-Chine s'étaient vus accorder un droit de préférence pour l'acquisition des nouveaux titres.

Le fonds de réserve de la Hong-Kong and Shanghai s'élevait en 1908 à 29.000.000 de piastres. Son siège social est à Hong-Kong. Elle possède vingt-cinq agences tant en Chine qu'au Japon, au Siam, aux Etats-Unis et même en France où elle a établi à Lyon un comptoir qui trouve un important élément d'affaire dans les transactions nécessitées par le commerce des soies.

La première particularité qui nous frappe est que la Hong-Kong and Shanghai a établi son siège social à Hong-Kong. Il faut voir là une conséquence de la facilité qu'ont les Anglais à décentraliser et à coloniser. Ils ont pensé que le meilleur moyen de se faire connaître des Chinois était de s'établir le plus près possible d'eux et n'ont pas hésité à faire tous les sacrifices d'argent, à vaincre les difficultés qu'entraînait l'établissement, dans une ville aussi éloignée de la Métropole, du siège central d'une Banque. C'est donc à Hong-Kong qu'ont lieu, en février et en août, les assemblées semestrielles des actionnaires.

Bien que le capital de la Hong-Kong and Shanghai soit indiqué en piastres et que les écritures du bilan soient aussi passées dans cette monnaie, les divi-

dendes sont évalués en livres sterling. C'est que la plupart des actionnaires sont Anglais, ou du moins Européens et que d'autre part il faut tenir compte dans l'attribution des bénéfices de la valeur de la piastre en or. D'ailleurs les actions de la Hong-Kong and Shanghai sont également cotées en livres, il n'y a, en somme, que les opérations traitées en Extrême-Orient qui le soient en piastres. Il n'en est pas moins vrai que les bénéfices des divers comptoirs sont concentrés à Hong-Kong et calculés tout d'abord en piastres.

Les dividendes que la Hong-Kong and Shanghai distribue à ses actionnaires sont importants. En 1904, ils s'élevaient à 1 liv. st. 10 sh par semestre. De 1905 jusqu'à la première distribution de 1907, ils ont été de 1 liv. 15 sh. par semestre ; en décembre de la même année ils ont atteint 2 liv. st.; enfin, au 31 décembre 1908, le dividende servi aux actionnaires a été de 2 liv. st. par action auxquelles vient s'ajouter un boni de 5 sh. Comme pour la Banque de l'Indo-Chine, on constate une progression constante dans les dividendes distribués.

La Hong-Kong and Shanghai Banking arrive à un bien plus gros chiffre d'affaires que la Banque de l'Indo-Chine et distribue aussi des dividendes plus considérables. Il est vrai que son capital est plus important et qu'elle dispose de plus de fonds, mais il semble que l'on doive chercher ailleurs la cause de sa supériorité : celle-ci est manifeste. Nous savons qu'il n'existe point de grandes banques chinoises et que les Chinois s'adressent aux banques européennes. Or, c'est dans les caisses de la Hong-Kong and Shanghai que les gros capitalistes viennent de préférence déposer leurs fonds et, par suite, c'est à cet établissement que les commerçants confient le plus volontiers leurs affaires. C'est que, il faut bien le dire, les conditions

sont beaucoup moins rigoureuses dans cette banque qu'à la Banque de l'Indo-Chine. L'intérêt servi pour les dépôts est plus considérable, l'on n'y demande pas autant de garanties et le taux des prêts et escomptes qu'elle consent est beaucoup moins élevé. En outre, lorsqu'on vient lui proposer une affaire, elle n'a pas d'enquête à faire, elle n'a pas besoin d'en référer à une administration centrale lointaine comme le font les agences de la Banque de l'Indo-Chine pour la plupart des affaires présentant de l'importance. Le succès des entreprises est moins assuré en Extrême-Orient qu'en Europe et cependant, pour y prospérer, une banque doit en premier lieu réaliser des bénéfices. Pour atteindre ce résultat, la Hong-Kong and Shanghai préfère traiter beaucoup d'affaires, le plus rapidement possible, se mettre à la portée du commerce chinois sans lui imposer des conditions trop dures, quitte à éprouver sur le nombre quelques mécomptes. La Banque de l'Indo-Chine préfère ne traiter qu'en s'entourant des garanties qui lui donnent l'assurance qu'elle n'aura pas le moindre ennui, elle aime mieux faire peu d'affaires mais n'en faire que des sûres. Et puis elle n'a pas besoin d'argent, elle prête à un taux très élevé, ne sert que peu ou point d'intérêts aux déposants.

Il faut dire que la Banque de l'Indo-Chine n'est pas absolument mal fondée à agir avec réserve et prudence : elle est avant tout, en effet, une banque coloniale privilégiée, une banque d'Etat dans une certaine mesure, et doit défendre son encaisse métallique en exigeant un taux d'intérêt élevé afin de pouvoir rembourser rapidement les billets qu'elle émet, si la nécessité s'en fait sentir. Si ses statuts sont d'une étroitesse peut-être un peu excessive, elle n'est pas maîtresse de les modifier comme elle veut, elle reste soumise au gouvernement dont elle dépend. Bien que

beaucoup plus indépendante que les autres banques coloniales françaises, elle l'est cependant moins que la Hong-Kong and Shanghai. Comme la Banque de l'Indo-Chine est établie dans plusieurs colonies et que dans chacune, elle a, avec les avantages qu'il procure, les responsabilités que lui fait encourir son privilège, elle doit sauvegarder partout avec beaucoup de soin ses intérêts qui sont ceux de ses actionnaires et de ses clients. Elle doit se tenir à l'abri des crises toujours possibles qui peuvent éclater dans un pays comme la Chine et dont les répercussions se feraient sentir sur tous les points où elle a des comptoirs et risqueraient d'avoir une influence des plus fâcheuses sur la prospérité des colonies où elle est établie.

La Banque Russo-Chinoise. — La Banque Russo-Chinoise date de 1896. Au lendemain de la guerre sino-japonaise, la Chine demanda l'appui de l'Europe. La France, la Russie, l'Allemagne répondirent à cet appel et proposèrent à la Chine de lui avancer l'argent nécessaire au paiement de l'indemnité imposée par le Japon. Cette offre fut bien accueillie et des négociations pour un emprunt furent entamées à Saint-Petersbourg. Les démarches furent entreprises par le gouvernement et la haute finance russe, et l'emprunt fut émis avec le concours de certaines grandes banques françaises.

La fondation de la Banque Russo-Chinoise est la conséquence naturelle de l'action suivie par le gouvernement russe. Le cabinet de Saint-Petersbourg pensa s'être concilié les bonnes dispositions des autorités chinoises en permettant au gouvernement de ce pays de se procurer, dans des conditions avantageuses, le moyen de payer une partie de son indemnité de guerre et il engagea les financiers russes à profiter de la situation pour fonder une banque destinée à favoriser et

développer les relations financières, commerciales et industrielles entre la Russie et la Chine. De grands établissements français (Comptoir d'Escompte, Hottin-guer, Crédit Lyonnais, etc.) furent associés à l'affaire, et un ukase impérial du 10 décembre 1895 investit la nouvelle banque de statuts et de privilèges.

Le capital de la Banque est composé de 15.000.000 de roubles en actions libérées de 187 roubles 50 ; de 2.000.000 de Shanghai taels en actions libérées de 125 taels et d'une commandite du gouvernement chinois de 5.000.000 de taels. La commandite consentie par le gouvernement chinois explique que la Banque Russo-Chinoise soit une puissance en Chine ; elle est devenue la deuxième banque d'Extrême-Orient et rivalise avec la Hong-Kong and Shanghai. Non seulement elle retire de ses opérations d'importants bénéfices financiers, mais elle en tire aussi un grand profit commercial et des avantages politiques ; elle est fort considérée par le gouvernement chinois, qui a tout intérêt à la prospérité d'un établissement dans lequel il a placé des fonds.

Il est à remarquer que la France aurait pu, en la circonstance, profiter de la situation beaucoup plus facilement que la Russie. Les capitaux qui ont servi à la constitution de la Banque sont en grande partie des capitaux français, et la Banque Russo-Chinoise devait, au début, s'appeler Banque Franco-Russe. L'administration comprenait des financiers des deux nations, le personnel était en grande partie français. Mais, peu à peu, les agents français ont été éliminés ou rejetés en sous-ordre. Si le Conseil d'administration contient encore plusieurs noms appartenant à la grande finance française, il n'en est pas moins vrai que la direction est à Saint-Petersbourg et non plus à Paris, et que la Banque Russo-Chinoise est au service de la Russie et non de la France. Les capitalistes fran-

çais n'ont pas osé prêter directement aux Chinois ; ils ont trouvé plus sage, lors de l'emprunt chinois, de ne pas se lier avec la Chine et ont seulement passé, au taux de 3 0/0, aux Russes, qui les ont repassé à la Chine à celui de 5 0/0, les capitaux nécessaires. Prêter à la Chine les effrayait ; prêter à la Russie les rassurait : ils ont payé du tiers de leur revenu cette sorte d'assurance et ont perdu une partie de l'influence que nous pouvons exercer en Chine.

Et cela est regrettable pour la Banque de l'Indo-Chine. Si, en effet, la Banque Russo-Chinoise était restée en partie française, les deux établissements auraient pu tirer, de cette communauté de nationalité, des avantages appréciables. Les relations qu'ils ont ensemble sont excellentes, mais elles auraient été, semble-t-il, plus intimes, plus resserrées, par ce seul fait que l'esprit présidant à leurs destinées respectives eût été le même, et ils se seraient partagé le profit commercial comme les avantages politiques.

Quoi qu'il en soit, la Banque Russo-Chinoise occupe une place prépondérante en Chine, mais elle ne limite pas à l'Extrême-Orient le champ de ses opérations. Elle possède aussi des agences tant en Russie d'Asie qu'en Russie d'Europe, à Paris, aux Etats-Unis, au Turkestan. Il faut remarquer à ce sujet que ses statuts ne lui donnent pas le droit de traiter partout le même nombre d'opérations. Ils sont plus ou moins larges, suivant qu'il s'agit de Shanghai, de Vladivostock, d'Irkoutsk, de Samarcande ou de San-Francisco. La Banque de l'Indo-Chine qui étend, elle aussi, son rayon d'action sur des pays très différents les uns des autres, est cependant soumise partout aux mêmes statuts. Il paraît difficile qu'il en soit autrement. On ne pourrait par exemple dissocier la Banque de l'Indo-Chine, banque coloniale, de la Banque de l'Indo-Chine, banque étrangère. Car si son privilège

ne subsiste pas pour ses agences étrangères, il n'en est pas moins vrai que les opérations traitées par ces agences ont une influence sur les bénéfices réalisés par toutes. Quoique la Banque de l'Indo-Chine n'ait le privilège d'émission que pour les colonies françaises, elle est tenue à la même prudence partout puisque sa comptabilité est une et que les agences étrangères sont solidaires des agences coloniales.

Nous avons vu que le siège de la Banque Russo-Chinoise est à Saint-Pétersbourg ; c'est dans cette ville qu'a lieu l'Assemblée générale des actionnaires, en Juin généralement. Les dividendes distribués par cette banque ont atteint 8 0/0 en 1903, 4 0/0 en 1904, 10 0/0 en 1905, 9 0/0 en 1906. En 1908, il a été attribué un dividende de 4 0/0 au gouvernement impérial de Chine pour sa commandite, 7 r. 50 à chaque action en roubles et 6 r. 07 1/2 sur chaque action en taels. Le chiffre de ces bénéfices confirme ce que nous avons dit sur l'importance qu'avait acquise en peu de temps la Banque Russo-Chinoise. Elle est appelée à grandir encore et augmente chaque année le nombre de ses agences qui dépasse actuellement cinquante.

La Deutsche Asiatische Bank. — Bien que les Allemands n'occupent pas en Chine une place aussi prépondérante que les Anglais ou que les Russes, ils possèdent cependant au moins une concession en propre, Tsintau, et sont établis également à Shanghai et à Pékin. A Tsintau, ils sont en train de bâtir une capitale, capitale industrielle et commerciale qui deviendra aussi importante que Hong-Kong et le principal centre de commerce extérieur de toute une province chinoise, le Chantoung.

La Deutsche Asiatische Bank, déjà florissante, est donc appelée à le devenir encore davantage étant donnée l'importance des intérêts commerciaux alle-

mands engagés en Extrême-Orient. Elle fut fondée en 1899 par un consortium composé de la Dresdner Bank, de la Seehandlung, de la Deutsche Bank, de la Berliner Handelsgesellschaft, etc., en résumé, de toute la haute banque allemande. Son capital fut fixé à 5.000.000 de taels, mais il a été élevé en 1906 à 7 millions 500.000 taels divisés en actions de 1.000 taels complètement libérées. Il faut remarquer que les actions émises lors de cet accroissement de capital n'ont participé qu'à la moitié du dividende distribué en 1904. Elles ont été remises à un consortium de banques au cours de 115/100 sous la condition qu'elles seraient rétrocédées aux anciens actionnaires qui en demanderaient, au même cours et dans les proportions d'une action nouvelle pour deux anciennes. Ce privilège réservé aux anciens actionnaires est à rapprocher de celui dont ont bénéficié dans des circonstances analogues les actionnaires de la Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation.

La Deutsche Asiatische Bank n'est pas absolument indépendante du gouvernement. C'est ainsi que celui-ci doit ratifier la nomination du président de son Conseil d'administration. De même les statuts de la Banque de l'Indo-Chine exigent pour la nomination des directeurs l'agrément du ministre des Colonies. De même encore que la Banque de l'Indo-Chine, la Deutsche Asiatische Bank s'est vu attribuer le privilège de l'émission de billets de banque dans les colonies allemandes d'Extrême-Orient. Ces billets sont valables seulement dans ces colonies et en Chine. En Allemagne ils sont achetés au cours du jour, la Deutsche Asiatische Bank les encaisse dans ses agences de la Métropole comme dans celles des colonies ou de l'étranger. La couverture de ces billets de banque doit être faite par des titres qui doivent être de la même catégorie que ceux admis par la Reichsbank ;

au cas où ils devraient être remplacés, le chancelier de l'empire intervient pour désigner ceux qui doivent être choisis ; c'est là encore une preuve de la dépendance dans laquelle se trouve, vis-à-vis du gouvernement, la Deutsch Asiatische Bank. Mais, tandis que la somme représentée par les billets en circulation ne peut excéder pour la Banque de l'Indo-Chine une certaine proportion comparativement à son capital et à ses réserves, et tandis que cette proportion a été nettement déterminée ainsi que nous l'avons vu, par le décret de 1900, nulle prescription de ce genre ne vient limiter l'émission des billets de la banque allemande. Seulement, la totalité des billets de banque en circulation est frappée d'une taxe égale à 1 0/0 de la moyenne journalière. C'est là un bon moyen d'empêcher la banque d'émettre trop de billets puisque la taxe sera d'autant plus élevée et plus lourde à supporter que le nombre de ces billets sera plus grand.

Le siège social de la banque est à Berlin. Les Assemblées générales ont lieu soit dans cette ville, soit à Hambourg ou à Brême. C'est là de la décentralisation ; Hambourg et Brême sont les deux plus grands ports de l'Allemagne et c'est vraisemblablement parce que les relations entre l'Allemagne et l'Extrême-Orient s'établissent surtout par l'entremise de ces deux places et que les actionnaires y sont nombreux qu'on a décidé de tenir l'Assemblée générale tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre.

De même qu'à la Banque de l'Indo-Chine, on opère sur les bénéfices de la Deutsch Asiatische Bank des prélèvements destinés à alimenter le fonds de réserve, à rétribuer les services des membres du Conseil d'administration, avant de distribuer les dividendes. C'est ainsi qu'en 1908, par exemple, il a été attribué 10 0/0 au fonds de réserve, 8 0/0 au Conseil d'administration

et 9 0/0 aux actionnaires. Les dividendes se sont élevés en 1899 à 6 0/0, en 1903 à 10 0/0, en 1907, à 8 0/0 ; les coupons des titres sont payables en Europe au cours fixé par le Conseil d'administration.

La Banque de l'Indo-Chine est plus considérable, semble-t-il, que la Deutsch Asiatische Bank, mais il est incontestable que la Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation et la Banque Russo-Chinoise la dépassent, tant par l'importance de leur chiffre d'affaires que par la notoriété qu'elles ont su acquérir en Extrême-Orient. Les éléments ne manquent pas en Chine à l'activité d'une banque française et la Banque de l'Indo-Chine, même contenue comme elle l'est dans les limites de statuts relativement étroits, pourrait, semble-t-il, se développer davantage qu'elle ne le fait. Au lieu de se contenter des bénéfices moyens que lui procurent les affaires qu'elle traite, elle devrait se lancer sans crainte dans des entreprises plus considérables ; les quelques affaires de grande envergure qu'elle a traitées (le dernier emprunt chinois, par exemple) lui ont fort bien réussi, et elle n'aurait qu'à gagner à généraliser cette manière de faire. Il est vrai que si parfois l'initiative et l'esprit d'entreprise semblent lui manquer, la faute n'en doit pas retomber sur ceux qui dirigent sa destinée en Extrême-Orient. Les actionnaires sont les premiers à faire preuve d'une certaine timidité ; les capitalistes français hésitent à confier leurs fonds à des entreprises lointaines et, s'ils le font, c'est en exigeant des garanties innombrables. Cette appréhension de ce qui est étranger et lointain se retrouve dans ce qui a trait aux entreprises commerciales ou industrielles. On a reproché parfois à la Banque de l'Indo-Chine de ne pas faire assez pour le développement des entreprises françaises de ce genre en Extrême-Orient. Mais comment pourrait-elle aider des compatriotes à s'installer dans une

place chinoise ? Comment leur avancerait-elle les capitaux nécessaires, comment les soutiendrait-elle dans les premières années d'exploitation alors qu'il n'y a point de Français qui émigrent en Extrême-Orient ? La Banque de l'Indo-Chine s'intéresserait volontiers aux entreprises privées plus qu'elle ne le fait — et ses statuts l'y autorisent — mais les Anglais ou les Allemands ne s'adressent naturellement pas à elle, mais bien aux banques de leur nationalité.

Et cependant les capitaux sont abondants en France, plus abondants qu'en Angleterre et surtout qu'en Allemagne. Il serait à souhaiter que nos capitalistes fassent preuve davantage des sentiments nationaux qu'on est en droit de leur demander et que, plutôt que de commanditer des étrangers, ils fondent eux-mêmes des entreprises qui feraient connaître et apprécier la France au loin et qui offrirait des débouchés à toute l'activité du pays. Le jour où ils s'y seront décidés, la prospérité de la Banque de l'Indo-Chine s'accroîtra sensiblement et cette banque atteindra le niveau de celles qui la dépassent actuellement en Extrême-Orient.

CONCLUSION

§ 1^{er}. — La situation actuelle de la Banque de l'Indo-Chine. — Elle est appelée à étendre son rayon d'action. — De la probabilité de la création d'agences nouvelles: a) dans les pays où elle est déjà installée; b) dans les pays où elle n'en a point encore: Philippines, Indes Néerlandaises, Japon,

Nous savons que la Banque de l'Indo-Chine est établie dans des pays nombreux, dont les uns sont colonies ou protectorats français et dont les autres ne sont soumis à notre influence que pour partie ou n'y sont même pas soumis du tout. Nous savons qu'elle est investie de privilèges, mais qu'elle n'en a le bénéfice que dans les possessions françaises. Nous avons vu que dans les pays étrangers elle a à soutenir la concurrence d'importants établissements de crédit de diverses nationalités dont quelques-uns au moins la dépassent tant par leur chiffre d'affaires et les bénéfices réalisés que par l'influence politique qu'ils exercent. Il nous faut rechercher maintenant si la Banque de l'Indo-Chine est appelée à étendre son champ d'action, tant dans les contrées où elle est déjà établie que dans celles où elle ne possède point encore de comptoirs.

En Indo-Chine, la Banque semble être en bonne posture pour se développer. Les divers pays de la péninsule sont tous plus ou moins soumis à l'influence française. Sans parler de la Cochinchine et du Tonkin, nous exerçons encore notre hégémonie sur l'Annam et sur le Siam, sur le Cambodge, et cela déjà milite

en faveur d'un accroissement de l'importance de la Banque. Si nous possédons à un degré plus ou moins profond la confiance de ces pays, si les relations que nous entretenons avec eux aboutissent à la conclusion d'affaires commerciales ou industrielles de quelque envergure, on peut prévoir que la fondation de nouvelles agences s'imposera à la Banque lorsqu'ils auront atteint un développement plus complet.

La construction des chemins de fer du Yunnan permettra d'ouvrir au commerce européen des centres que leur éloignement rendait inaccessibles. Les villes situées sur les rives du Fleuve Rouge et qui sont desservies par la ligne de Hanoï à Lao-Kaï, sont destinées à être un jour des places où viendra se concentrer la production agricole des provinces environnantes. L'activité commerciale de la Cochinchine et du Tonkin ne sera pas toujours confinée dans les ports comme Saïgon ou Haïphong : elle s'exercera à l'intérieur du pays lorsque la civilisation, faisant son œuvre, aura mis à la disposition des négociants des moyens de transport de plus en plus rapides et économiques. Les Chemins de fer du Yunnan sont actuellement exploités jusqu'à Lao-Kaï, c'est-à-dire jusqu'à la frontière chinoise. Sans parler des villes intermédiaires, il semble que la création d'une agence de la Banque de l'Indo-Chine dans cette place présenterait son utilité. Non seulement elle y rendrait des services immédiats, mais encore elle préparerait l'avenir ; la province chinoise du Yunnan n'est guère fréquentée encore du commerce européen, mais du jour où la ligne en construction atteindra Yun-Nan-Fou, qui doit être son point terminus, cette place deviendra l'entrepôt commercial d'un vaste territoire. Or, puisque les Chinois se sont montrés favorables à la construction d'un chemin de fer par les soins d'une compagnie française, ils ne feront sans doute pas de difficultés pour permettre

à la Banque de l'Indo-Chine de s'installer dans le pays (1).

D'une façon générale, la Cochinchine et le Tonkin sont encore des pays neufs. Les voies de communications y sont rares, la sécurité n'y est pas encore complète, les entreprises industrielles et commerciales n'y sont pas nombreuses et sont confinées dans quelques villes. Mais ces colonies sont riches, les travaux qu'on y a déjà accomplis, ceux qui sont en train et ceux qu'on entreprendra les doteront de voies de pénétration de plus en plus nombreuses. On mettra en exploitation les richesses agricoles, forestières, minières de ces contrées, le mouvement commercial se développera et la nécessité de la création de nouvelles agences se manifesterà à la Banque de l'Indo-Chine pour des places comme Viétry et Lang-Son, outre celles que nous avons déjà citées.

Il ne semble pas que la Banque de l'Indo-Chine doive être appelée à créer des agences nouvelles dans nos comptoirs des Indes. Ceux-ci, en effet, sont enclavés dans les territoires anglais et l'agence — imposée par le gouvernement — que possède la Banque à Pondichéry a eu trop de peine à se développer pour qu'elle soit un encouragement à en fonder d'autres. Comme d'autre part le Comptoir d'Escompte possède une agence à Bombay, et qu'il ne semble pas qu'il y ait place dans les Indes anglaises pour deux établissements de crédit français, il est probable que la Banque de l'Indo-Chine s'en tiendra, aux Indes, à sa seule agence de Pondichéry.

De même la côte des Somalis n'est pas trop vaste pour alimenter le comptoir de Djibouti. Nous avons vu que cette succursale avait été fondée surtout pour

(1) La B. I. C. va prochainement s'installer à Mong-Tsé, dans la province chinoise du Yunnan.

assurer le service de trésorerie et à cause du mouvement de fonds occasionné par les travaux de construction du chemin de fer. L'achèvement de ces travaux accroîtra son importance, mais il n'est pas probable que la nécessité d'une agence s'impose d'ici longtemps sur des centres comme Harrar ou Dire-Daroua. D'autre part, la concurrence anglaise se manifeste à Addis-Abeba où est installée la Bank of Abyssinia, et il n'y a vraisemblablement point de place encore pour une banque française dans cette ville.

Aux termes du décret du 16 mai 1900 (art. 2 et 3), la Banque pourra être tenue de créer des succursales ou agences nouvelles soit dans les colonies où elle est déjà établie, soit dans toutes autres colonies ou protectorats français de l'Océan Indien ou de l'Océan Pacifique. Elle peut être également tenue de créer des succursales ou des agences... « au Japon et dans les ports de l'Océan Indien ou de l'Océan Pacifique situés dans les pays non soumis à la souveraineté française. » Nous avons envisagé l'éventualité visée par le premier alinéa de l'art. 7. Il nous reste à considérer la possibilité de la création d'agences nouvelles dans les colonies ou protectorats français ainsi que dans les pays étrangers non encore compris dans sa sphère d'action.

Tout d'abord, il faut remarquer que depuis la date à laquelle a été promulgué le décret de 1900, la Banque de l'Indo-Chine a ouvert plusieurs agences dans les conditions qu'il déterminait. Dans l'Océan Indien, il n'y a guère comme possessions françaises que Madagascar qui ne possède point de banque coloniale ; or le Comptoir d'Escompte a établi des agences dans cette île, et il est peu probable qu'il soit disposé à céder la place à la Banque de l'Indo-Chine. Il est vrai que le gouvernement peut y exiger l'établissement d'un comptoir de cette banque. Mais il est vraisemblable qu'il ne le fera pas ; les agences du Comptoir d'Es-

compte suffisent à assurer les transactions commerciales de l'île, et il n'y aurait aucun intérêt à établir une banque privilégiée dans un pays où l'initiative privée a suffi à fonder des établissements florissants.

Restent les pays étrangers. Il semble que l'activité de la Banque de l'Indo-Chine trouverait des débouchés dans l'établissement de comptoirs au Japon, dans les Philippines, aux Indes néerlandaises et que ces comptoirs présenteraient de l'utilité non seulement au point de vue commercial, mais aussi au point de vue politique. En ce qui concerne le Japon, nous avons vu que les banques étrangères auxquelles nous avons comparé la Banque de l'Indo-Chine possédaient toutes trois des agences à Yokohama, à Nagasaki, etc. Elles sont au service de leurs nationaux établis au Japon, mais, en outre, elles sont en lutte pour entrer le plus possible dans la confiance des Japonais, pour y faire prédominer l'influence de leur pays respectif. Bien que le Japon ait adopté les mœurs et les coutumes commerciales d'Europe avec une grande facilité ; bien qu'il soit des plus nationalistes et qu'il n'accepte que les leçons des Européens et non leur domination ; bien qu'il ne considère pas toujours avec une extrême bienveillance les entreprises étrangères qui viennent se fonder chez lui, il semble pourtant qu'il ne serait pas mauvais que la France y possédât un représentant commercial, si l'on peut dire, sous la forme d'une agence de la Banque de l'Indo-Chine. Quel que soit le degré de civilisation auquel ait atteint le Japon, il n'en est pas moins certain qu'il lui reste encore bien des choses à apprendre : la France aurait beaucoup à gagner à lui servir de professeur dans les branches commerciales et financières, comme elle l'a déjà fait et le fait encore pour ce qui est, par exemple, de l'instruction militaire. Il est à souhaiter que la Banque de l'Indo-Chine prenne l'initiative de fonder une agence

au Japon et que le gouvernement la soutienne dans cette voie.

Nous avons vu que l'agence de Singapore avait été fondée pour faciliter les relations commerciales établies entre Saïgon et les Indes néerlandaises. Il semble qu'il y ait là une indication et que cette création ne soit qu'un acheminement vers Bornéo, Sumatra et Java. Il pourrait être utile que la Banque de l'Indo-Chine possédât dans les possessions hollandaises une agence susceptible d'y soutenir les intérêts indo-chinois et français. Et ce qui serait utile pour les Indes néerlandaises, le serait aussi pour les Philippines. Nombreuses sont les transactions conclues entre Saïgon et Manille ; l'exportation de notre colonie se dirige de plus en plus vers cette dernière place ; les affaires commencées par la Banque de l'Indo-Chine à Saïgon devraient pouvoir se terminer à Manille par son entremise également. Trois banques anglaises sont installées à Batavia, une à Manille ; il serait bon que la Banque de l'Indo-Chine s'installât sur ces places : elle pourrait ainsi se servir de correspondant à elle-même et n'aurait plus besoin du concours qu'elle est obligée de demander pour le moment aux banques étrangères.

La Banque de l'Indo-Chine peut donc être appelée à agrandir encore notablement son champ d'opérations, tant dans nos colonies que dans les pays étrangers. Mais il est certain que l'établissement d'une agence entraîne toujours des frais considérables et que la Banque ne saurait de sa propre volonté faire face à ces dépenses si elle n'a pas la quasi certitude de réaliser dans l'avenir des bénéfices suffisants. Il faut songer que l'Indo-Chine est encore en voie d'évolution et n'aura pas de longtemps atteint son complet développement. On ne saurait exiger de la Banque des efforts disproportionnés avec les résultats qu'ils

auraient. Il faut laisser à notre colonie le temps de se peupler davantage d'hommes et de capitaux français. Leur afflux fera augmenter les transactions commerciales, les exportations et les importations deviendront plus importantes, les relations s'établiront de plus en plus suivies, entre les villes de la péninsule d'abord, avec les pays étrangers ensuite, et la Banque pourra alors en toute sécurité étendre le champ de ses opérations.

- II. — De la faculté que possède le Gouvernement français d'imposer à la Banque l'ouverture de certaines agences. — Quid de cette faculté? — Le privilège qui est accordé à la Banque: Y aura-t-il des avantages à renouveler ce privilège, y aura-t-il des inconvénients?

Le gouvernement peut, dans une certaine mesure, forcer la main à la Banque de l'Indo-Chine et lui imposer l'ouverture de nouvelles agences lorsqu'il le juge nécessaire. Mais il n'use de cette prérogative que très modérément: il ne saurait en être autrement. Les agences imposées par le gouvernement peuvent présenter une utilité diplomatique incontestable et devenir des plus florissantes dans un avenir plus ou moins éloigné, mais il s'écoulera toujours avant d'atteindre un résultat appréciable un certain temps, durant lequel les frais généraux seront plus élevés que les bénéfices. Le gouvernement ne saurait exiger le développement de la Banque de l'Indo-Chine au péril de sa prospérité, et ce n'est pas sans consulter sa direction qu'il l'incite à ouvrir de nouveaux comptoirs.

Nous savons que c'est en partie pour compenser les sacrifices qu'imposait à la Banque de l'Indo-Chine

cette nécessité d'ouvrir des agences au gré du gouvernement qu'on a prorogé son privilège jusqu'en 1920. La question se pose de savoir s'il y aura quelque avantage à renouveler ce privilège lors de son expiration.

D'une part ce privilège donne à la Banque l'incontestable supériorité d'être seule à émettre des billets dans les colonies où elle est établie ; il la place en bonne posture pour résister aux concurrences étrangères. Mais il lui impose aussi des charges, et, notamment, de veiller à ce que son encaisse métallique soit rigoureusement entretenue, ce qui n'est pas toujours facile ainsi que l'ont démontré les crises monétaires qu'a traversées l'Indo-Chine.

Il nous semble que le privilège n'est pas absolument indispensable à une banque coloniale, surtout à une banque ayant atteint le degré de développement de la Banque de l'Indo-Chine. Placée sous la tutelle de l'Etat, elle lui est soumise dans une certaine mesure, et cette dépendance risque d'être une entrave à son essor. Nous savons que si la Banque de l'Indo-Chine n'a pas atteint le degré de développement des banques étrangères auxquelles nous l'avons comparée, c'est en partie à cause de son caractère de banque d'émission et de la prudence qu'elle est obligée de montrer dans le choix des affaires. N'a-t-on pas dit, lors du renouvellement du privilège des banques coloniales, en 1895, que la faculté donnée à la Banque de l'Indo-Chine de recevoir des dépôts productifs d'intérêts était périlleuse, et que l'avantage de pouvoir employer, au taux d'intérêt des colonies, des capitaux prêtés par la métropole, à un intérêt inférieur, était balancé par un risque qu'une banque à émission fiduciaire ne saurait courir ? Et cependant on doit encourager la Banque à recevoir des dépôts ; la Banque doit servir un intérêt aux déposants pour leur appren-

dre le chemin de ses guichets et pouvoir lutter contre la concurrence étrangère. Enfin, le privilège empêche les banques libres de s'établir dans un pays et d'y apporter l'émulation nécessaire à faire s'abaisser, par exemple, le taux de l'intérêt. S'il se comprend dans un pays neuf et s'il est un moyen d'empêcher que les capitaux n'y arrivent trop vite en trop grande abondance, il ne présente plus la même utilité lorsque ces pays ont atteint déjà un certain degré de développement, et c'est le cas pour l'Indo-Chine.

Il paraît donc possible que, la prospérité de l'Indo-Chine augmentant, les capitaux émigrant plus volontiers dans ce pays, des banques libres viennent s'y fonder, plus hardies et plus entreprenantes qu'une banque d'émission privilégiée ne saurait l'être. Dans ce cas la Banque de l'Indo-Chine sera la première sans doute à demander le retrait de ses privilèges ; elle préférera une complète indépendance et une liberté d'action totale à la tutelle que l'Etat exerce encore sur elle.

§ III. — *Desiderata* encore formulés. — La question des prêts sur récoltes. — Importance de la Banque de Cochinchine à cet égard.

En somme, on ne peut guère demander à la Banque de l'Indo-Chine d'agir autrement qu'elle ne le fait, dans l'état actuel des choses. Nous avons vu dans le chapitre précédent que ce n'était pas toujours sa faute si elle ne donnait pas à certaines opérations tout le développement désirable, et que c'étaient surtout les capitalistes français qui s'en rendaient responsables en ne mettant pas assez d'empressement à venir fonder des entreprises en Extrême-Orient.

Il est toutefois une question importante sur laquelle nous devons insister encore : c'est celle des prêts sur récoltes. L'avenir de notre colonie d'Extrême-Orient est intimement lié au développement de son agriculture et l'on conçoit facilement que les avances faites aux indigènes doivent la développer beaucoup. Et cependant les prêts sur récoltes ne sont pas très en faveur à la Banque de l'Indo-Chine et ne donnent pas des résultats satisfaisants. Est-ce que d'autres établissements réussissent là où échoue en partie la Banque de l'Indo-Chine, ou bien y a-t-il à la conclusion de cette nature d'opérations des obstacles impossibles à surmonter ?

Comme autre établissement pratiquant des avances aux indigènes, il y a la Banque de Cochinchine. Encore nouvelle venue en Extrême-Orient, cette banque n'a pas les avantages et les privilèges que possède la Banque de l'Indo-Chine ; mais, pleine d'initiative et douée d'esprit d'entreprise, elle a cherché à se mettre en contact direct avec l'indigène pour lui faire des avances sur ses récoltes. N'ayant pas la garantie de l'Etat comme la Banque de l'Indo-Chine, ce n'est pas au village qu'elle a voulu prêter, c'est à l'Annamite lui-même, sans avoir recours à aucun intermédiaire ; elle a éprouvé dans la conclusion et dans le règlement de ces opérations les mêmes difficultés que la Banque de l'Indo-Chine.

D'abord elle s'est heurtée à la concurrence des prêteurs chinois. Car ceux-ci font aussi des avances sur récoltes ; ils vont trouver l'indigène, lui demandent à combien il estime sa récolte, lui offrent une certaine somme et la lui donnent immédiatement. Ils ont beau prendre des intérêts exorbitants, ils ont beau s'arranger de telle manière qu'au moment de l'échéance ils encaissent la totalité de la récolte alors qu'ils n'ont avancé que la moitié de sa valeur, ils gardent tout de

même la clientèle de l'Annamite, qui trouvera au moins, à s'adresser à eux, l'avantage de toucher son argent immédiatement et sans avoir à passer un contrat quelconque.

La Banque de Cochinchine a rencontré une autre difficulté résultant de ce fait que, lorsque l'Annamite ne réussit pas sur un champ, il n'hésite pas à l'abandonner pour un autre. Mais cette facilité de changement, ce manque de suite dans la culture présentent des dangers pour le prêteur qui n'est pas sûr de sa garantie ; il hésite à consentir des avances sur un gage tout au moins incertain.

Enfin, on a constaté que l'on ne pouvait sans danger prêter à l'indigène au delà de son revenu et qu'il était impossible de lui demander annuellement plus du dixième de ce revenu si l'on voulait atteindre le but réel des avances sur récoltes, c'est-à-dire permettre à l'indigène de développer sa culture sans avoir recours à l'aide si onéreuse des prêteurs chinois ou annamites. Donc il faudra compter pour le remboursement d'une avance, en ajoutant à son montant celui des intérêts, une quinzaine d'années environ. On voit à quelles immobilisations on peut être entraîné, de quelle durée elles sont et quel fonds de roulement il serait nécessaire pour une banque de mettre au service de ce seul genre d'opérations.

Une banque en Extrême-Orient traite des opérations de change qui sont à court terme, des opérations d'escompte qui sont à plus ou moins longue échéance mais sans dépasser jamais une limite nettement déterminée, et des opérations à long terme, à échéance indéterminée — ou qui devraient l'être pour porter tous leurs fruits — et qui sont les prêts sur récoltes. Il est bien difficile de concilier ces trois genres d'opérations et l'on conçoit que la Banque de l'Indo-Chine, comme les autres banques, d'ailleurs, préfère apporter tous

ses soins à la conclusion d'opérations du premier et du second genre, délaissant plus ou moins celles du troisième, qui, si elles peuvent avoir une portée humanitaire et civilisatrice, ne présentent guère d'avantages au point de vue pratique des bénéfices qu'on en peut tirer.

Du jour où l'Annamite aura compris que son avantage est de recourir aux services des prêteurs européens et qu'il ne subira plus la domination des usuriers annamites ou chinois, du jour où un cadastre nettement établi d'après des conceptions européennes rendra plus facile l'évaluation des terres, du jour où des lois strictes fixeront les indigènes sur un territoire déterminé qu'ils ne pourront plus quitter tout à coup pour aller cultiver ailleurs au gré de leur fantaisie, les avances sur récoltes deviendront des opérations faciles ne présentant point de risques et que les banques pourront traiter dans les meilleures conditions de sécurité pour elles et de profit pour les Annamites.

Il faut donc que les pouvoirs publics et l'initiative privée combinent leurs efforts pour montrer aux Annamites, par leurs exemples et par des faits, les avantages de la civilisation européenne. Des entreprises tentées par des associations entre Européens et Annamites — pourvu qu'elles soient couronnées de succès — des essais de cultures nouvelles effectués sous les yeux des Annamites et procurant des bénéfices, et en général toutes les tentatives susceptibles de montrer aux Indo-Chinois qu'on a un intérêt à les exécuter et qu'on en retire un profit plus grand que si l'on s'en tient à leurs propres méthodes, feront plus pour les amener à la civilisation occidentale que de longues discussions et de vaines démonstrations.

C'est en faisant valoir aux yeux des Indo-Chinois l'intérêt et surtout l'intérêt pécuniaire qu'ils trouveront à adopter nos méthodes que nous pourrons leur

faire comprendre que leur civilisation, vieille de cinquante siècles, mais depuis presque autant de temps stationnaire, doit céder le pas à la civilisation européenne, plus jeune peut-être, mais aussi plus complète et plus forte.

Vu, pour le Doyen :

Vu le Président de Thèse,

L'Assesseur, P. CAUWÈS.

• LESEUR.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD.

STATUTS

DE LA

BANQUE DE L'INDO-CHINE

TITRE I^{er}

Constitution de la Banque et nature des opérations
qui lui sont attribuées

Section première

CONSTITUTION, DURÉE ET SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE PREMIER

La Banque de l'Indo-Chine est constituée en Société anonyme. La Société se compose de tous les porteurs d'actions. Chaque sociétaire n'est responsable des engagements de la Société que jusqu'à concurrence de sa part dans le fonds social.

ART. 2.

Le siège de la Société est établi à Paris.

Sa durée est prorogée de quinze ans à partir du 21 janvier 1905.

La Banque possède des succursales ou agences à Saïgon, Pondichéry, Haïphong, Nouméa, Hanoï, Pnompenh, Tourane, Bangkok, Hongkong, Shanghai, Battambang, Papeete, Pékin, Tien-Tsin, Singapore, Djibouti, Hankéou, Canton.

Section II

CAPITAL DES ACTIONS

ART. 3.

Le capital social est fixé à la somme de trente-six millions de francs, divisé en soixante-douze mille actions de cinq cents

francs chacune. Ce fonds social pourra être augmenté par décision de l'Assemblée générale, approuvée par le Ministre des Colonies.

Dans ce cas, les porteurs des actions de la première émission auront toujours un droit de préférence pour la souscription des actions nouvelles. Toutefois, à partir du 21 janvier 1905, date de l'expiration du privilège accordé par le décret du 20 février 1888, ce droit de préférence appartiendra à tous les porteurs d'actions de la Banque.

Un premier versement de cent vingt-cinq francs a été effectué. Un second versement de cent vingt-cinq francs par action sera exigible deux mois après l'avis qui en sera donné par le Conseil d'administration. S'il juge que le développement des affaires ou toute autre cause l'exige, le Ministre des Colonies aura le droit de requérir ce versement.

L'époque du versement intégral ou partiel des deux cent cinquante francs nécessaires pour libérer complètement les actions sera fixée par le Conseil d'administration.

Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération ; elles sont extraites d'un registre à souche, et le titre détaché porte les signatures de deux administrateurs.

Toutefois, le premier versement de cent vingt-cinq francs par action ne sera constaté que par la délivrance d'un récépissé provisoire.

ART. 4.

Le Conseil d'administration peut ordonner la vente des actions sur lesquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués.

Cette vente est faite dix jours après l'insertion d'un avis s'adressant aux actionnaires en retard, dans deux journaux, à Paris, désignés pour la publication des actes de Société.

Elle a lieu à la Bourse de Paris, par le ministère d'un agent de change, aux risques et périls de l'actionnaire en retard, sans qu'il soit besoin d'autorisation judiciaire et de mise en demeure préalable.

Les titres ainsi vendus deviennent nuls dans les mains du détenteur, et il en est délivré de nouveaux aux acquéreurs sous les mêmes numéros.

Les mesures autorisées par le présent article ne font point obstacle à l'exercice simultané par la Société, des moyens ordinaires de droit contre le souscripteur.

Si le produit de la vente laisse un excédent disponible après l'acquittement du versement en retard, cet excédent appartient à l'actionnaire primitif.

ART. 5.

Toute action sur laquelle les versements exigibles n'ont pas été opérés cesse d'être négociable.

Tout versement en retard porte intérêt de plein droit en faveur de la Société, à raison de 6 0/0 par an, à compter du jour de l'échéance, sans demande en justice.

ART. 6.

Les titres portent le timbre de la Société.

Ils sont, au choix de l'actionnaire, nominatifs ou au porteur, mais seulement après entière libération.

ART. 7.

La transmission des titres nominatifs s'opère par un transfert dont la forme est réglée par le Conseil d'administration.

Les actions au porteur se transmettent par simple tradition.

ART. 8.

Toute action est indivisible.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

ART. 9.

Les droits attachés à l'action suivent le titre en quelques mains qu'il passe.

ART. 10.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée générale.

ART. 11.

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

ART. 12.

Les dividendes de toute action, soit nominative, soit au porteur, sont valablement payés au porteur du titre.

ART. 13.

Les héritiers, représentants ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Section III

OPERATIONS DE LA BANQUE

ART. 14.

La Banque ne peut, en aucun cas et sous aucun prétexte, faire d'autres opérations que celles qui lui sont permises par les présents statuts.

ART. 15

Les opérations de la Banque doivent avoir pour unique objet les opérations financières se rattachant aux pays dans lesquels elle possède des établissements.

Elles consistent, dans ces pays :

1° A émettre des billets à vue et au porteur dans les conditions déterminées par les décrets constitutifs de la banque ;

2° A escompter les billets à ordre ou effets de place à deux ou plusieurs signatures notoirement solvables, et dont l'échéance ne doit pas dépasser cent vingt jours ; à consentir dans les mêmes conditions des avances en compte courant, sans que la durée de ces prêts puisse excéder six mois ;

3° A créer, à négocier, à escompter ou acheter des traites, mandats ou chèques directs ou à ordre sur la colonie, la métropole ou l'étranger. L'échéance de ces traites ou mandats, si elle est déterminée, ne devra pas excéder cent vingt jours et, si elle est indéterminée, quatre-vingt-dix jours de vue pour les valeurs ayant cause locale, et cent quatre-vingts jours de vue pour celles qui reposent sur des opérations lointaines ;

4° A escompter des obligations négociables ou non négociables garanties

a) Par des warrants ou des récépissés de marchandises déposées soit dans les magasins publics, soit dans les magasins particuliers dont les clefs ont été régulièrement remises à la Banque, soit dans les magasins appartenant à la Banque ; toutefois, la Banque peut, lorsque les usages locaux le comportent et lorsqu'elle jugera les garanties suffisantes, consentir des prêts sur marchandises restant entre les mains des emprunteurs ;

b) Par des cessions de récoltes pendantes ;

c) Par des connaissements à ordre et régulièrement endossés et accompagnés des documents d'assurance d'usage ; à l'arrivée du navire, les connaissements pourront être convertis en warrants ou récépissés de tout ou partie des cargaisons, sous les conditions du dépôt ci-dessus stipulées ; les connaissements peuvent aussi, dans des cas exceptionnels et lorsque les usages locaux le comporteront, être délivrés aux tirés des traites documentaires sur leur seule garantie ;

d) Par des nantissements réguliers consistant en valeurs françaises sur lesquelles la Banque de France fait des avances, ou en valeurs créées ou garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays dans lesquels les succursales ou les agences sont établies, ou, dans l'Inde française, en rentes anglaise ou indienne ;

e) Par des dépôts de lingots, de monnaies ou de matières d'or, d'argent ou de cuivre, ou de pierres précieuses ;

f) Par des hypothèques maritimes constituées sur des navires français ou francisés dans les pays où sera mise en vigueur la législation française sur l'hypothèque maritime ;

5° A acheter ou à vendre des matières d'or, d'argent ou de cuivre ;

6° A consentir des avances sur lingots, monnaies, matières d'or, d'argent ou de cuivre, ou sur pierres précieuses ;

7° A recevoir le dépôt volontaire de toutes sommes en compte courant, avec ou sans intérêt, de tous titres, lingots, monnaies et matières d'or, d'argent ou de cuivre.

Les opérations consistent aussi, à Paris et dans les succursales et agences :

8° A se charger, pour le compte des particuliers ou pour celui des établissements publics, de l'encaissement et du recouvrement des effets qui lui sont remis, et à payer tous mandats et assignations ;

9° A recevoir, avec l'autorisation du Ministre ou des Gouverneurs des colonies, les produits des souscriptions publiques ouvertes soit dans les colonies, soit dans la métropole ;

10° A émettre des billets à ordre et des traites ou mandats ;

11° A délivrer, contre garantie, des lettres de crédit ;

12° A faire escompter en France et à l'étranger, pour son compte, des traites ou mandats à deux signatures, ou garanties par des connaissements à ordre dûment endossés et accompagnés des documents d'assurance d'usage ;

13° A faire acheter en France ou à l'étranger des matières ou monnaies d'or, d'argent ou de cuivre.

En outre, la Banque peut participer aux emprunts d'Etat émis dans les pays où elle possède des établissements, sans toutefois que le montant total de ces participations puisse, sauf autorisation spéciale du Ministre des Colonies, après avis conforme du Ministre des Affaires étrangères lorsqu'il s'agit d'emprunts émis par un gouvernement étranger, dépasser le quart du capital social. Elle peut également participer à la création ou à la constitution d'entreprises financières, industrielles ou commerciales ayant leur objet dans les pays où elle possède des établissements, sans toutefois que ces participations puissent excéder le tiers de ses réserves.

La Banque peut également traiter pour compte de tiers ou les représenter.

ART. 16.

L'une des signatures exigées aux termes de l'article précédent peut être suppléée, s'il s'agit d'effets de place ou d'obligations non négociables, soit par un dépôt de titres mobiliers mentionnés à l'article 15, soit par la remise d'un warrant, récépissé ou acte de dépôt de marchandises, soit par la cession d'une récolte pendante, aux conditions qui sont ci-après déterminées, soit par un dépôt de lingots, monnaies, matières d'or, d'argent ou de cuivre, soit par un transfert régulier de toutes créances sur les gouvernements coloniaux, à condition qu'elles soient liquides ou acceptées, soit par un transfert régulier de créances dues par les municipalités légalement autorisées par le gouvernement colonial ou l'administration du protectorat, s'il s'agit de traites ou de mandats, par un connaissance spécial de marchandises, auquel cas le nombre des usances n'est pas limité.

La deuxième signature de la traite peut être également suppléée par une déclaration d'acceptation anticipée envoyée par le tiré à la Banque, ou par la notification à la Banque d'un crédit ouvert par le tiré au tireur.

ART. 17.

Des règlements intérieurs, arrêtés par le Conseil d'administration, détermineront pour quelle quotité et pour quelle valeur les objets ou titres destinés à suppléer l'une des signatures statutaires prescrites pour les billets, traites ou obligations escomptées par la Banque, ou sur lesquels peuvent être consenties des avances, pourront être acceptés par elle.

La proportion ne peut excéder les prix courants dressés par les courtiers ou par les Chambres de commerce, s'il s'agit de marchandises déposées ou chargées ;

La valeur intégrale, s'il s'agit de monnaies d'or et d'argent ou de lingots ;

La valeur d'après le poids et le titre, s'il s'agit de matières d'or et d'argent ;

Le tiers de la valeur, s'il s'agit de pierres précieuses ;

Le tiers de la valeur de la récolte ;

Les quatre cinquièmes de la valeur des titres indiquée par la dernière cote officielle connue dans la colonie, s'il s'agit de rentes sur l'Etat ou de valeurs garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays où la Banque a des succursales ou agences, et les trois cinquièmes s'il s'agit d'autres valeurs françaises autorisées.

Les marchandises déposées ou chargées sont assurées par

les soins de la Banque, à moins qu'elles ne l'aient été préalablement par une Compagnie d'assurances agréée par elle.

ART. 18.

Les divers effets escomptés par la Banque devront être timbrés, si la législation du timbre est appliquée dans les pays où elle possède des établissements.

La Banque refuse d'escompter les effets dits de circulation, créés collusoirement entre les signataires, sans cause ni valeur réelles.

ART. 19.

La Banque ne peut fournir des traites ou mandats que lors que la provision en a été préalablement faite.

Est considérée comme provision, l'existence totale ou partielle du capital social et de la réserve en France, ou le crédit ouvert par un établissement de crédit de la métropole désigné par le Ministre des Colonies, la Commission de surveillance entendue.

ART. 20.

La Banque peut consentir des prêts sur récolte, soit aux individus, soit aux collectivités agricoles ayant qualité de personne civile, dans les conditions prescrites par la loi du 24 juin 1874.

Lorsque ces prêts auront lieu avec le concours ou la garantie de l'Administration locale, ils seront effectués dans les formes et conditions établies d'un commun accord par ladite Administration et la Banque.

ART. 21.

Les obligations non négociables appuyées d'une cession de récoltes et donnant lieu à l'ouverture d'un compte courant peuvent être, à l'échéance, prorogées jusqu'à l'achèvement de la récolte cédée.

La Banque peut stipuler que les denrées provenant de la récolte sont, au fur et à mesure de sa réalisation, versées dans les magasins de dépôt désignés à cet effet, conformément aux prescriptions de la loi, et ce, de manière à convertir le prêt sur cession de récolte en prêt sur nantissement.

ART. 22.

Les entrepôts de douane, les magasins appartenant à la Banque, et tous autres magasins désignés à cet effet par le Gouverneur en Conseil Privé, sont considérés comme magasins publics où peuvent être déposées les marchandises affectées à des nantissements couvrant complètement des effets du portefeuille de la Banque. La marchandise est repré-

sentée par un récépissé ou warrant qui peut être transporté par voie d'endossement ; en outre, la remise à la Banque des clefs d'un magasin particulier est suffisante pour effectuer la tradition légale du gage y déposé, lorsque cette remise est régulièrement constatée, au moment de la négociation, par un récépissé du directeur de l'agence, visé par le censeur administratif.

ART. 23.

A défaut de remboursement à l'échéance des sommes prêtées, la Banque est autorisée, huitaine après une simple mise en demeure, à faire vendre aux enchères, par tous officiers publics, nonobstant toute opposition, soit les marchandises, soit les matières d'or et d'argent ou pierres précieuses données en nantissement, soit les récoltes cédées ou leur produit, soit les titres mobiliers donnés en garantie, sans préjudice des autres poursuites qui peuvent être exercées contre les débiteurs, jusqu'à entier remboursement des sommes prêtées, en capital, intérêts et frais.

ART. 24.

Lorsque le paiement d'un effet a été garanti par l'une des valeurs énoncées en l'article 15, la Banque peut, huit jours après le protêt ou après une simple mise en demeure, faire vendre les marchandises ou les valeurs pour se couvrir jusqu'à due concurrence ; s'il s'agit de récoltes pendantes, la Banque a le choix de procéder à la vente sur pied ou de se faire envoyer en possession pour fabrication.

ART. 25.

Si les obligations ou effets garantis par l'une des valeurs énoncées au quatrième alinéa de l'article 15 ne sont pas à ordre, le débiteur a le droit d'anticiper sa libération, et il lui est fait remise des intérêts à raison du temps à courir jusqu'à l'échéance.

ART. 26.

Les garanties additionnelles données à la Banque ne font pas obstacle aux poursuites contre les signataires des effets ; ces poursuites peuvent être continuées concurremment avec celles qui ont pour objet la réalisation des garanties spéciales constituées au profit de la Banque jusqu'à l'entier remboursement des sommes avancées en capital, intérêts et frais.

ART. 27.

L'escompte est perçu à raison du nombre de jours à courir et même d'un seul jour. Pour les effets payables à plusieurs jours de vue, et si ces effets sont payables soit hors du lieu

où ils sont présentés à l'escompte, soit même hors de la colonie, le nombre de jours de vue est augmenté d'un délai calculé d'après les distances.

ART. 28.

Aucune opposition n'est admise sur les fonds déposés en compte courant à la Banque, ni sur les crédits ouverts par elle et résultant d'une opération sur cession de récolte faite dans les conditions ci-dessus déterminées.

ART. 29.

La Banque détermine, par un règlement intérieur, les conditions à remplir pour l'ouverture de comptes d'escompte et de comptes courants.

ART. 30.

La Banque fournit des récépissés des dépôts volontaires qui lui sont faits : le récépissé exprime la nature et la valeur des objets déposés, le nom et la demeure du déposant, la date du jour où le dépôt a été fait et de celui où il peut être retiré, enfin le numéro du registre d'inscription.

Le récépissé n'est point à ordre et ne peut être transmis par voie d'endossement.

La Banque perçoit immédiatement, sur la valeur des dépôts sur lesquels il n'a pas été fait d'avances, un droit de garde dont la quotité est fixée par les règlements intérieurs.

Lorsque, sur la demande du déposant, les avances lui sont faites avant l'époque fixée pour le retrait du dépôt, le droit de garde perçu reste acquis à la Banque.

ART. 31.

La Banque publie tous les mois sa situation dans le *Journal officiel* à Paris.

Chaque succursale ou agence publie également sa situation mensuelle dans le journal de la colonie désigné à cet effet par le Gouverneur.

Section IV

DIVIDENDE ET FONDS DE RESERVE

ART. 32.

Tous les six mois, à l'époque du 30 juin et du 31 décembre, les livres et comptes sont arrêtés et balancés ; le résultat des opérations de la Banque est établi.

Il est fait, sur les bénéfices nets et réalisés, acquis pendant le semestre, un prélèvement de 1/2 0/0 du capital versé.

Ce prélèvement est employé à former un fonds de réserve.

Un premier dividende, équivalant à 6 0/0 par an du capital versé est ensuite distribué aux actions.

ART. 33.

Ces déductions faites, le surplus des bénéfices se partage de la manière suivante :

10 0/0 à un fonds de prévoyance ;

10 0/0 au Conseil d'administration ;

80 0/0 aux actions comme second dividende.

Dans le cas où l'insuffisance des bénéfices ne permet pas de distribuer aux actionnaires un dividende de 6 0/0 par an sur le capital versé, le dividende peut être augmenté jusqu'au maximum de 6 0/0 par un prélèvement sur le fonds de prévoyance.

Néanmoins, aucune de ces répartitions ne peut être réalisée sans l'approbation du Ministre des Colonies.

ART. 34.

Tous les dividendes qui ne sont pas réclamés dans les cinq années de l'exigibilité, sont prescrits au profit de la Société.

ART. 35.

Les dividendes sont payés aussitôt après l'approbation mentionnée en l'article 33, aux caisses de la Banque, à Paris et dans les succursales.

TITRE II

Administration de la Banque

Section première

ASSEMBLEE GENERALE

ART. 36.

L'Assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose des cent actionnaires qui, d'après les registres de la Banque, sont, depuis six mois révolus, propriétaires du plus grand nombre d'actions. En cas de parité dans le nombre des actions, l'actionnaire le plus anciennement inscrit est préféré ; s'il y a aussi parité de date d'inscription, c'est l'actionnaire le plus âgé qui obtient la préférence.

Toutefois, nul actionnaire actuel non Français ne peut

faire partie de l'Assemblée générale s'il n'a son domicile, depuis cinq ans au moins, en France ou dans une colonie française ; ceux qui deviendraient actionnaires à partir de la date du décret auquel sont annexés les présents statuts, quel que soit le mode d'acquisition de leurs actions, ne pourront, à partir du 21 janvier 1905, faire partie de l'Assemblée générale que s'ils sont Français.

Il est délivré, en échange des actions déposées pour assister à l'Assemblée générale, un récépissé nominatif qui sert de carte d'entrée.

Il est dressé une liste des actionnaires ayant déposé leurs actions ; elle contient les noms et domiciles des actionnaires, le nombre d'actions dont chacun d'eux est porteur. Cette liste est tenue à la disposition de tous les actionnaires qui veulent en prendre connaissance. Le jour de l'Assemblée, elle est placée sur le bureau.

La feuille de présence est certifiée par le bureau de l'Assemblée ; elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant.

ART. 37.

Nul ne peut se faire représenter à l'Assemblée que par un mandataire membre de l'Assemblée.

ART. 38.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Dix actions donnent droit à une voix, sans que la même personne puisse réunir plus de dix voix, tant en son nom que comme mandataire.

ART. 39.

L'Assemblée générale se réunit de droit chaque année au mois de mai, au siège de la Société ou au lieu indiqué par les avis de convocation. Elle est convoquée par le Conseil d'administration et présidée par le président du Conseil ; à son défaut, par le vice-président ou un administrateur désigné par ses collègues.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par les deux plus forts actionnaires présents et, à leur refus, par ceux qui les suivent, par ordre d'inscription, jusqu'à acceptation.

Le bureau désigne le secrétaire.

ART. 40.

L'Assemblée générale entend le rapport du Conseil d'administration sur la situation des affaires sociales et sur les questions à l'ordre du jour ;

Elle discute, approuve ou rejette les comptes ;

Elle fixe les dividendes à répartir, conformément aux articles 32 et 33 des statuts ;

Elle nomme les administrateurs sur la présentation du Conseil d'administration ;

Elle délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Conseil, et notamment sur l'augmentation du fonds social, sur l'extension à donner aux affaires de la Société, sur les modifications à apporter aux statuts, sur la prolongation ou la dissolution anticipée de la Société et généralement sur toutes les propositions prévues et non prévues par les statuts.

Les nominations ont lieu par bulletin secret, si la demande en est faite, et à la majorité absolue des suffrages des membres présents.

Après deux tours de scrutin, s'il ne s'est pas formé de majorité absolue, l'Assemblée procède au scrutin de ballottage.

Lorsqu'il y a égalité de voix au scrutin de ballottage, le plus âgé est élu.

ART. 41.

Les délibérations de l'Assemblée générale ne sont valables, dans une première réunion, qu'autant que ving membres au moins, présents ou représentés, y ont participé, réunissant dans leurs mains le quart des actions émises.

Dans le cas où ce nombre et cette proportion ne seraient pas atteints, il est fait une deuxième convocation, à quinze jours d'intervalle au moins, et les membres présents à cette nouvelle réunion peuvent délibérer valablement, quel que soit leur nombre, mais seulement sur les objets qui ont été mis à l'ordre du jour de la première réunion.

ART. 42.

L'Assemblée générale peut être convoquée extraordinairement toutes les fois que le Conseil d'administration en reconnaîtra la nécessité.

L'Assemblée générale doit être convoquée extraordinairement :

1° Lorsque des actionnaires réunissant ensemble le tiers au moins des actions en ont adressé par écrit, au Conseil d'administration, la demande motivée, auquel cas la convocation de l'Assemblée devrait avoir lieu dans un délai de deux mois ;

2° Dans le cas où les pertes résultant des opérations de la banque réduiraient le capital de moitié.

ART. 43.

Les convocations ordinaires et extraordinaires sont faites par lettres individuelles adressées aux actionnaires membres

de l'Assemblée générale aux domiciles par eux indiqués sur les registres de la Banque, et par un avis inséré, quinze jours au moins avant la réunion, dans les deux journaux de Paris désignés pour la publication des actes de Sociétés.

Les lettres et l'avis doivent contenir l'indication sommaire de l'objet de la convocation. Tout actionnaire qui veut soumettre une proposition à l'Assemblée générale doit l'adresser cinq jours à l'avance au Conseil d'administration, qui décide s'il y a lieu de la porter à l'ordre du jour. Aucune autre question que celles qui sont inscrites à l'ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration et consignées dans le registre de ses délibérations ne peut être mise en délibération. Huit jours avant la réunion, un résumé de la situation de la Banque sera tenu à la disposition des actionnaires, au siège de la Société.

ART. 44.

Les Assemblées générales appelées à délibérer sur les modifications aux statuts, sur des propositions de continuation de la Société au delà du terme fixé pour sa durée, ou de dissolution avant ce terme, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social. Les avis de convocation indiquent sommairement l'objet de la réunion. Toutefois, si une seconde Assemblée est convoquée dans les termes de l'article 42, elle délibère valablement, quel que soit le nombre des actionnaires présents ou représentés.

ART. 45.

Les délibérations des Assemblées, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires, même ceux qui sont absents ou dissidents.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président, un scrutateur et le secrétaire. Ce registre reste au siège de la Société. Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'Assemblée et celui de leurs actions, demeure annexée à la minute du procès-verbal ; elle est revêtue des mêmes signatures.

ART. 46.

Les justifications à faire, à l'égard des tiers, des délibérations de l'Assemblée générale résultent des copies ou extraits certifiés par le président du Conseil d'administration.

Section II**ADMINISTRATION, DIRECTION ET SURVEILLANCE****ART. 47.**

La Banque est administrée par un Conseil d'administration composé de huit membres au moins et de quinze membres au plus. Les administrateurs doivent être Français. Ils sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires et sur la proposition du Conseil.

Le Conseil d'administration est assisté du commissaire du Gouvernement.

ART. 48.

Les administrateurs sont nommés pour cinq ans et renouvelables, à raison de deux membres chaque année.

Le sort détermine l'ordre de sortie des administrateurs. Ils sont rééligibles.

En cas de décès ou de démission d'un administrateur, le Conseil peut lui substituer, jusqu'à la prochaine réunion de l'Assemblée générale, un autre membre choisi parmi les actionnaires qui remplissent les conditions prescrites par l'article 49.

Le membre élu en remplacement d'un autre ne demeure en service que pendant la durée du mandat confié à son prédécesseur.

ART. 49.

En entrant en fonctions, chacun des administrateurs est tenu de justifier qu'il est propriétaire de quarante actions. Ces actions doivent être libres et demeurent inaliénables pendant la durée des fonctions de l'administrateur.

ART. 50.

Les administrateurs reçoivent des jetons de présence dont le montant est déterminé par l'Assemblée générale.

La moitié de la part des bénéfices attribuée aux administrateurs par l'article 33 est répartie en jetons de présence.

ART. 51.

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la Société. Il délibère sur toutes les affaires ; il fait tous les règlements du service intérieur de la Banque ; il fixe le taux de l'escompte et de l'intérêt, les changes, commissions et droits de garde, le mode à suivre pour l'estimation des lingots, monnaies ou matières d'or et d'argent, des marchandises ou récoltes.

Il autorise, dans les limites des statuts, toutes les opérations de la Banque et en détermine les conditions.

Il fixe l'emploi de la réserve et du fonds de prévoyance dont il est parlé aux articles 32 et 33 ; il fait choix des effets ou engagements qui peuvent être admis à l'escompte, sans avoir besoin de motiver le refus ; il statue sur les signatures dont les billets de la Banque doivent être revêtus, sur les retraits et l'annulation de ces billets.

Il autorise tous les traités, transactions, emplois de fonds, transferts de rentes sur l'Etat et autres valeurs, achats de créances et autres droits incorporels, cession des mêmes droits avec ou sans garantie, désistement d'hypothèques ou privilèges, abandons de droits personnels ou réels, mainlevées d'inscriptions ou d'oppositions, le tout avec ou sans paiement ; il exerce toutes les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, participations à des concordats amiables et judiciaires, acquisitions et aliénations d'immeubles, emprunts et constitutions d'hypothèques.

Il autorise la demande de toutes concessions d'immeubles et autres, aux conditions qui seront imposées par actes et décrets de concession ; toutes les opérations et tous les travaux faisant l'objet de la Société, le renouvellement et l'encaissement de toutes créances, effets de commerce et valeurs de toute nature appartenant à la Société ; il veille à ce que la Banque ne fasse d'autres opérations que celles qui sont déterminées par ses statuts, et dans les formes prescrites par les règlements intérieurs de la Banque. Il convoque les Assemblées générales, arrête leur ordre du jour et détermine les questions qui y sont mises en délibération.

Il fixe l'organisation des bureaux, les appointements, salaires et rémunérations des agents ou employés, et les dépenses générales de l'administration.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie des pouvoirs et attributions qui précèdent.

ART. 52.

Le Conseil nomme un président, un vice-président pris dans son sein et un secrétaire.

Il est tenu registre des délibérations du Conseil d'administration. Le procès-verbal, approuvé par le Conseil, est signé par le président et par le secrétaire du Conseil.

ART. 53.

Le Conseil se réunit au siège social, au moins une fois par mois.

Il se réunit extraordinairement toutes les fois que les intérêts de la Société l'exigent ou que la demande en est adressée au président par le commissaire du Gouvernement.

ART. 54.

Aucune délibération n'est valable sans le concours de cinq administrateurs au moins. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les administrateurs absents peuvent se faire représenter aux délibérations du Conseil, pour un objet spécial et déterminé, par un de leurs collègues ; en aucun cas, cette faculté ne peut donner, au même administrateur, plus d'une voix en sus de la sienne.

ART. 55.

Le compte des opérations de la Banque, qui doit être présenté à l'Assemblée générale, est arrêté par le Conseil d'administration. Ce compte est imprimé et adressé au Ministre des Colonies ; il est remis à chacun des membres de l'Assemblée générale.

ART. 56.

Le Conseil d'administration nomme, avec l'agrément du Ministre des Colonies, des directeurs chargés, sous son autorité, de la gestion des affaires sociales. Ces directeurs représentent la Société à l'égard des tiers pour l'exécution des décisions du Conseil.

Le Conseil fixe leur traitement.

ART. 57.

Les actions judiciaires peuvent être exercées au nom du Conseil d'administration, poursuites et diligence des directeurs.

ART. 58.

Les directeurs ne peuvent faire aucun commerce ; aucun effet ou engagement revêtu de leur signature ne peut être admis à l'escompte.

ART. 59.

En entrant en fonctions, les directeurs doivent justifier de la propriété de vingt actions, qui demeurent inaliénables pendant la durée de leurs fonctions et restent déposées dans les caisses de la Banque.

ART. 60.

Il sera établi auprès de chaque succursale un Conseil d'escompte, dont la composition, les attributions et les émoluments seront déterminés par un règlement du Conseil d'administration

Section III**DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
ET DES CENSEURS ADMINISTRATIFS****ART. 61.**

Il est établi auprès de la Banque de l'Indo-Chine un commissaire du Gouvernement nommé par le Ministre des Colonies.

ART. 62.

Le commissaire du Gouvernement est convoqué à chaque séance du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale des actionnaires.

Il veille à l'exécution des statuts et règlements de la Banque ; il exerce sa surveillance sur toutes les parties de l'établissement ; il se fait représenter l'état des caisses, les registres et les portefeuilles, et requiert tous extraits et copies des livres de la Banque.

Il propose toutes les mesures qu'il croit utiles et peut faire inscrire de droit ses propositions et observations sur le registre des délibérations du Conseil d'administration.

ART. 63.

Il adresse chaque mois au Ministre un rapport sur la marche de la banque, appuyé de la copie certifiée des procès-verbaux du Conseil d'administration et des situations mensuelles de la Banque et de chacune des succursales.

En cas d'absence ou d'empêchement du commissaire du Gouvernement, le Ministre des Colonies lui nomme un suppléant.

ART. 64.

Un censeur administratif est nommé par le Ministre des Colonies près de chaque succursale de la banque ; pour les succursales sises en dehors du territoire de la République, cette désignation est faite après avis du Ministre des Affaires étrangères.

ART. 65.

Les censeurs administratifs remplissent dans les succursales les fonctions attribuées par l'article 62 au commissaire du Gouvernement au siège social. Ils requièrent inscription de leurs observations sur un registre à ce destiné. Ils correspondent avec le Gouverneur et le Ministre et rendent compte chaque mois, et plus souvent, s'il y a lieu, de la surveillance qu'ils exercent.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un

censeur administratif, le Gouverneur de la colonie désigne un intérimaire.

ART. 66.

Le traitement du commissaire du Gouvernement et des censeurs administratifs est fixé par arrêté du Ministre des Colonies et payé par la Banque.

ART. 67.

Le Ministre et les Gouverneurs, soit d'office, soit sur la demande de la Commission de surveillance des banques coloniales, peuvent, lorsqu'ils le jugent convenable, faire procéder par les agents qu'ils désignent à toute vérification des registres, des caisses et des opérations de la Banque.

ART. 68.

Dans le cas où, par suite de pertes sur les opérations de la Banque, le capital est réduit des deux tiers, la liquidation a lieu de plein droit.

Dans le cas où, par la même cause, la réduction est d'un tiers, l'Assemblée des actionnaires, convoquée extraordinairement, peut demander sa liquidation.

Cette demande n'est valable que si elle réunit la majorité en nombre et les deux tiers en capital des intéressés ; le Gouvernement examine si les intérêts généraux de la colonie et ceux des tiers permettent de prononcer la dissolution de la Société, qui ne peut résulter que d'un décret du Président de la République, précédé de l'avis de la Commission de surveillance des banques coloniales et de celui du Conseil d'Etat.

ART. 69.

Dans le cas de contestations, tout actionnaire doit faire élection de domicile à Paris.

A défaut d'élection de domicile spécial, tous actes et notifications, toutes assignations et tous actes extrajudiciaires sont valablement signifiés au parquet de M. le Procureur de la République près le Tribunal civil de première instance de la Seine.

Les tribunaux de la Seine seront seuls compétents pour statuer sur toutes difficultés qui pourraient exister entre les associés et le Conseil d'administration.

ART. 70.

Deux ans avant l'époque fixée pour l'expiration des privilèges de la Société, l'Assemblée générale est appelée à décider si le renouvellement de ces privilèges doit être demandé au Gouvernement.

TABLE DES MATIÈRES

Bibliographie	9
-------------------------	---

INTRODUCTION

Origines de la Banque de l'Indo-Chine. Lois et Décrets qui la réglementent. Son privilège d'Emission

§ I ^{er} . — La Cochinchine après la Conquête. De la nécessité qu'il y avait d'y fonder un Etablissement de Crédit. Tableau comparatif entre la Cochinchine et les autres colonies déjà pourvues d'une Banque. La Banque de l'Indo-Chine remplace le Comptoir National d'Escompte de Paris. Rôle de cet Etablissement, de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial et de la Banque de Paris et des Pays-Bas dans la constitution de la Banque de l'Indo-Chine	11
§ II. — Décret du 21 janvier 1873. Examen rapide des lois du 30 avril 1849, du 11 juillet 1851, du 24 juin 1874. Les décrets du 20 février 1888 et du 16 mai 1900. Modifications apportées par ces décrets aux Statuts de la Banque.	17
§ III. — Le privilège d'Emission : ce qu'il est. Diverses conceptions du privilège d'émission. Système en vigueur aux colonies françaises. Décrets accordant le privilège d'émission aux Banques Coloniales et donnant cours légal au papier monnaie émis. Situation spéciale des agences de la Banque de l'Indo-Chine fonctionnant en pays étrangers au point de vue de l'émission et du cours de ses billets	23

CHAPITRE PREMIER

**Organisation de la Banque de l'Indo-Chine. La constitution de son capital : ses accroissements successifs. Des Actions
Du dividende**

- § I^{er}. — La Banque de l'Indo-Chine Société anonyme normale. Son capital primitif; accroissements successifs de celui-ci. Pourquoi on a préféré émettre des actions nouvelles plutôt que de faire des appels de fonds ou contracter des emprunts. Du privilège des détenteurs des premières actions en matière d'achat des nouvelles et de la suppression de ce privilège. Nature des titres de la B. I. C. (Lois de 1867 et de 1893). 30
- § II. — Du dividende. Sa répartition proposée par le Conseil d'Administration à l'Assemblée générale des actionnaires. Distribution subordonnée à l'approbation du Ministre des Colonies. Droit de veto de celui-ci. Critique de ce droit 35
- § III. — Les fonds de réserve statutaire. Les réserves constituées par la B. I. C. de sa propre initiative. Répartition des bénéfices. Montant du dividende distribué. 37

CHAPITRE II

Administration de la Banque à l'Administration Centrale et dans les succursales. Assemblée générale. Conseil d'Administration. Directeurs. Commissaire du Gouvernement. Commission de surveillance des Banques Coloniales. Censeurs administratifs. Conseil d'Escompte. Compradore

- § I^{er}. — Du siège social : comparaison entre la Banque de l'Indo-Chine et les autres Banques Coloniales. L'Assemblée générale des actionnaires. Conditions requises pour y prendre part. Assemblées générales ordinaires et Assemblées extraordinaires. Questions sur lesquelles délibère

l'Assemblée. Le Conseil d'Administration, ses pouvoirs : comparaison avec les autres banques coloniales. Réunions du Conseil.

Le Directeur de l'Administration Centrale. Par qui il est nommé, ses pouvoirs. Différences à ce point de vue entre les autres banques coloniales et la Banque de l'Indo-Chine. Les Directeurs des succursales et agences. De la hiérarchie existant entre eux. Leurs fonctions. 40

§ II. — Le Commissaire du gouvernement. Rôle de ce fonctionnaire.

La Commission de surveillance des banques coloniales, sa composition. Les avis émis par la Commission ; leur caractère, soit facultatif, soit obligatoire. Pouvoirs de la Commission, ses rapports au Président de la République.

Les Censeurs administratifs. Différences entre ceux des autres banques coloniales et ceux des succursales et agences de la B. I. C. Attributions de ces fonctionnaires. Ce qu'il advient au cas de conflit s'élevant entre eux et les Directeurs des succursales. Par qui ont été et sont exercées ces fonctions. 52

§ III. — Le Conseil d'Escompte. Son utilité particulière aux colonies. Eléments qui le composent. Nécessité de n'y pas introduire d'éléments étrangers à la Banque ou à l'Administration.

Le Comptable. Ses attributions. Son importance. . . 58

CHAPITRE III

Les Opérations de la Banque de l'Indo-Chine

§ 1^{er}. — Opérations d'Escompte. Conditions à remplir pour être admis à l'Escompte. Particularités propres à la Banque de l'Indo-Chine. Opérations de change. Vente escompte et émission de traites ou mandats sur la métropole ou l'Etranger. Façon d'opérer de la Banque de l'Indo-Chine pour les effets sur la Métropole. Inutilité pour elle d'un établissement intermédiaire, nécessaire aux autres banques coloniales. Licence accordée à la Banque de

l'Indo-Chine dans certains cas d'escompte d'obligations négociables ou non négociables garanties par une sûreté réelle (warrants, cessions de récoltes pendantes, connaissements, nantissements, dépôt de matières précieuses, hypothèques maritimes)	63
§ II. — Prêts sur récolte	72
§ III. — Souscription aux emprunts d'Etat. Exemples. Participation à la création ou à la constitution d'entreprises financières, industrielles ou commerciales sous certaines conditions. Service de Trésorerie. Réception des souscriptions publiques	84
§ IV. — Encaissement et recouvrement des effets pour compte de tiers. Comptes courants. Commerce des métaux précieux. Avances aux Banquiers Chinois. Lettres de crédit. . .	90

CHAPITRE IV

Les succursales et les agences de la Banque de l'Indo-Chine

§ I ^{er} . — Les agences situées dans les Colonies françaises en Cochinchine et au Tonkin : Saïgon, Haïphong, Hanoï. Aux Indes françaises : Pondichéry. En Nouvelle-Calédonie : Nouméa. A Tahiti : Papeete. Sur la côte du Somalis : Djibouti.	93
§ II. — Les agences situées dans les pays de Protectorat : au Cambodge, Pnom-Penh et Battambang. En Annam, Tourane.	105
§ III. — Les agences situées à l'étranger, en Chine : Pékin, Tien-Tsin, Shanghai, Hankéou, Hong-Kong, Canton ; au Siam : Bangkok ; dans les Straits Settlements : Singapore.	109
§ IV. — Situation pécuniaires des agences et succursales. Tableaux des progrès accomplis par elles. Les bénéfices réalisés. Accroissement des affaires de la Banque.	127

CHAPITRE V

**Les Monnaies en usage dans les pays où est installée
la Banque de l'Indo-Chine**

- § I^{er}. — Difficultés qu'a à supporter la Banque de l'Indo-Chine résultant de la multiplicité des monnaies employées en Extrême-Orient et de la variabilité de leur Cours. Mono-métallisme et bi-métallisme en Extrême-Orient. . . 433
- § II. — Monnaies des divers pays où la Banque de l'Indo-Chine possède des agences. Rapide étude de ces monnaies et notamment de la piastre et du taël 438
- § III. — Projets de stabilisation du cours de la piastre. De l'utilité que présenterait cette réforme. Des inconvénients qu'on y trouve. Est-elle possible. 451
- § IV. — Opérations de change et d'arbitrage effectuées par la Banque de l'Indo-Chine. Bénéfices et pertes en arbitrage. 455

CHAPITRE VI

**Les Banques étrangères concurrentes de la Banque
de l'Indo-Chine. Comparaisons**

- § I^{er} — Concurrence que la Banque de l'Indo-Chine a à soutenir en Extrême-Orient contre d'autres établissements de Crédit. Les principales :
- A. La Hongkong and Shanghai Banking Corporation.
- B. La Banque Russo-Chinoise.
- C. Deutsch Asiatische Bank.
- Côtés par lesquels ces Banques se rapprochent de la Banque de l'Indo-Chine. Côtés par lesquels elles en diffèrent. 458

CONCLUSION

**La situation de la Banque de l'Indo-Chine et son avenir.
Des perfectionnements à apporter à son
fonctionnement. — La Banque
de Cochinchine**

- § 1^{er}. — La situation actuelle de la Banque de l'Indo-Chine.
Elle est appelée à étendre son rayon d'action. De la
probabilité de la création d'agences nouvelles ; a) dans
les pays où elle est déjà installée ; b) dans des pays
où elle n'en a point encore : Philippines. Indes Néer-
landaises. Japon, etc 171
- § II. — De la faculté que possède le gouvernement Français
d'imposer à la Banque l'ouverture de certaines agen-
ces ? Quid de cette faculté ? Le privilège qui est accordé
à la Banque de l'Indo-Chine. Y aura-t-il des avantages
à renouveler ce privilège ? Y aura-t-il des inconvé-
nients ? 177
- § III. — Desiderata encore formulés. La question des prêts sur
récoltes : Importance de la Banque de Cochinchine à
cet égard. 179

ANNEXE

- Statuts de la Banque de l'Indo-Chine. 184

PARIS
IMPRIMERIE G. GAMBART
52, Avenue du Maine, 52
